

IMMOBILIER : UN PROJET DE 40 MILLIONS DE DOLLARS POUR DES EMIRATIS À ALGER P. 5

Le Quotidien

Edition Nationale d'Information

D'ORAN

VERS UNE «TRANSITION DÉMOCRATIQUE» ?

A. BENELHADJ

■ Les doutes du 17 avril, Marquez et le poisson-lapin

ABDELKADER LEKLEK

■ Absurde ou l'art d'être sourd !

YAZID HADDAR



■ Le message des pauvres !

ABDELLATIF BOUSENANE

■ Un seul héros, le peuple !

CHERIF ALI

CE QUE DEVRAIT ÊTRE L'APRÈS-17 AVRIL 2014

ABDELKADER KHELIL

■ Itinéraires brisés

BELKACEM AHCENE-DJABALLAH

■ Parlons frangliche

AKRAM BELKAÏD

PAS D'ÉTAT DE GRÂCE POUR BOUTEFLIKA

ABED CHAREF

L'ACTUALITÉ AUTREMENT VUE

LES CINQ URGENCES DU PRÉSIDENT

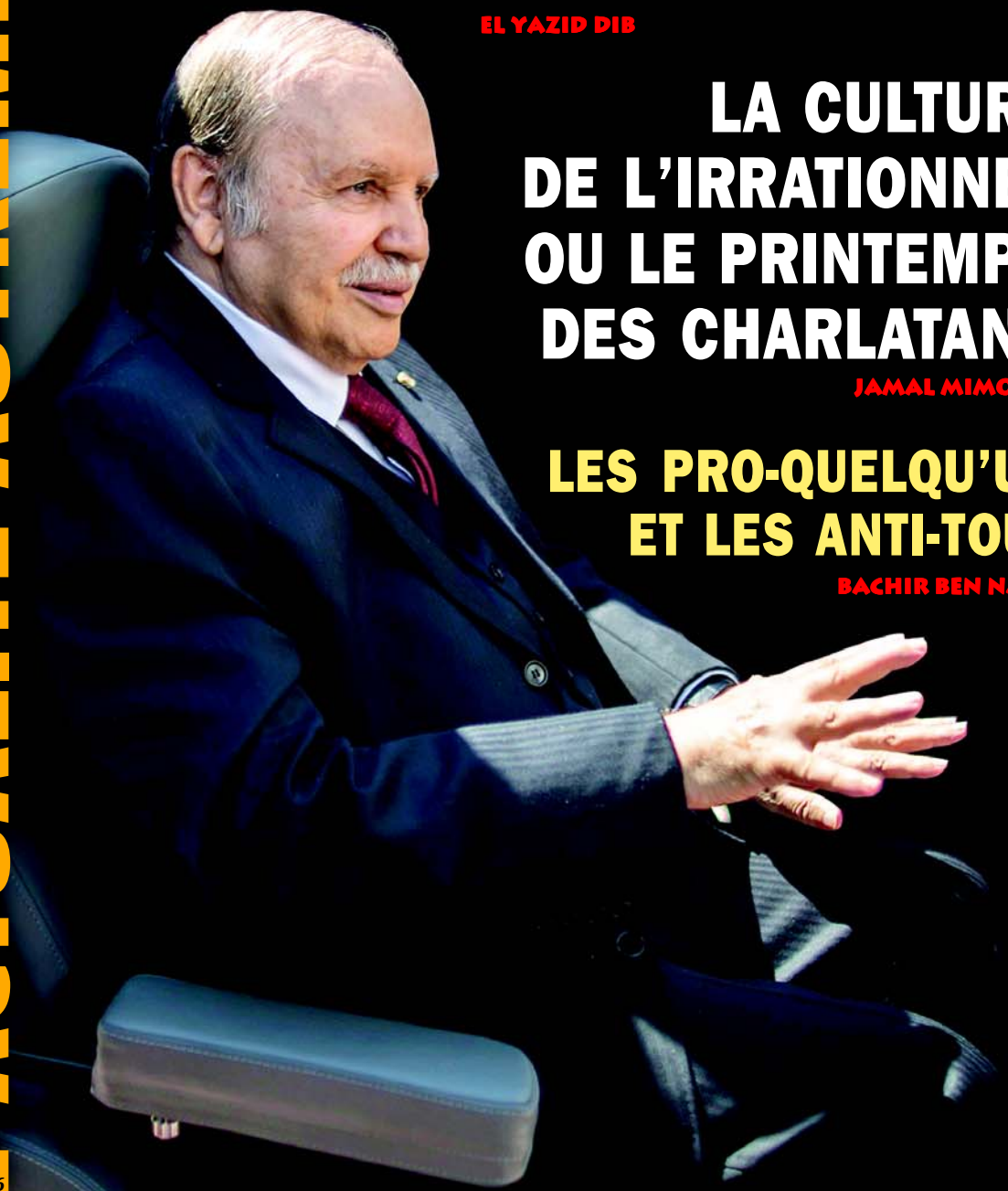
EL YAZID DIB

LA CULTURE DE L'IRRATIONNEL OU LE PRINTEMPS DES CHARLATANS

JAMAL MIMOUNI

LES PRO-QUELQU'UN ET LES ANTI-TOUT

BACHIR BEN NADJI



SIMPLY CLEVER

ŠKODA



FABIA VISAGE



Nouvelle ŠKODA Fabia Visage. Osez la différence.

La Fabia Visage offre en plus de la fiabilité remarquable de ŠKODA, un riche assortiment d'équipements, comme le Bluetooth, la climatisation digitale, le toit ouvrant, ou encore l'aide au stationnement arrière. Pour vous distinguer encore plus, elle propose des personnalisations uniques, tel qu'un toit et des jantes 16" en 3 teintes différentes.

ŠKODA Fabia, à partir de 1 119 000 DA TTC

skoda.dz

facebook.com/skoda.dz



SOVAC, Relais du sahel, autoroute Sud. Chéraga. Alger
Service Commercial 0661 980 670

SOVAC
Importateur officiel

La «stabilité» est mise en avant pour éviter les réformes structurelles

L'avenir économique de l'Algérie n'est pas rose, selon le Financial Times

«L'Algérie met la stabilité avant la réforme économique», titre le journal économique et financier Financial Times dans une analyse très pessimiste de l'avenir économique du pays.

Salem Ferdi

L'Algérie est un pays riche où la paix sociale s'achète par des dépenses publiques, une option qui n'est pas soutenable, avertit le Financial Times. Le journal rappelle qu'après les émeutes de 2011 à la suite d'une hausse des prix de denrées alimentaires, le gouvernement a répondu par un accroissement des subventions et des dépenses publiques. Le but de ces largesses étant d'éviter la contagion de la Tunisie et de l'Égypte qui ont ébranlé des «dictatures établies depuis de longues années». Abdelaziz Bouteflika, «président malade et âgé qui vient d'être élu pour un quatrième mandat», a fait des dépenses publiques en forme de subventions, de salaires du secteur public et du logement social les principaux leviers de sa politique intérieure dans le but «d'acheter la quiétude de la population». Sauf que cette politique est une impasse, note le Financial Times. Alors que Bouteflika s'apprête «à entamer sa 16^e année au pouvoir, observateurs nationaux et internationaux mettent en garde qu'une telle politique est «insoutenable» malgré la richesse pétrolière et gazière. Ces observateurs font valoir que ce pays de 37 millions d'habitants, la plupart des jeunes, «a besoin de réformer une économie très contrôlée pour réduire la dépendance aux exportations de gaz naturel et éviter de gaspiller les substantielles réserves en devises évaluées actuellement à 195 milliards de dollars».

UN RÉGIME SCLÉROSÉ DOMINÉ PAR UN ESTABLISHMENT DE L'OMBRE

Le journal londonien évoque le rapport daté de février dernier du Fonds monétaire international (FMI) qui avait «sonné l'alarme» en soulignant que l'Algérie pourrait devenir dans 20 ans et même avant en cas d'une baisse soutenue des prix des hydrocarbures, un «emprunteur net». Même si le pays a accumulé des recettes substantielles à ce jour, notait le FMI, «l'horizon temporel pour la production hydrocarbures est relativement court, la politique budgétaire est sur une trajectoire insoutenable et l'excédent du compte courant se rétrécit». L'institution financière internationale mettait aussi en corrélation la baisse de la production de gaz naturel et la hausse de la consommation domestique d'énergie qui ont pour effet de réduire les volumes exportés. Boos-

tés par des revenus substantiels provenant des exportations de gaz et de pétrole, les dépenses ont augmenté de manière «spectaculaire» au cours des trois dernières années. Après avoir donné des chiffres sur les dépenses, le journal relève que les analystes considèrent que «le régime algérien sclérosé, dominé par un establishment de l'ombre enraciné dans les milieux militaire et du renseignement, tire sa légitimité de la distribution de la «rente» hydrocarbures à travers des dépenses sociales rampantes». L'Algérie, observe l'auteur de l'article, Heba Saleh, basée au Caire, a l'un des plus difficiles «environnements des affaires au Moyen-Orient et Afrique du Nord». Et cela est le «reflet de son opaque politique des clans et du désir de maintenir le contrôle sur la population en anticipant les défis qui pourraient être lancés par de nouvelles forces sociales».

LE DÉCLIN GAZIER, DÉFI IMMÉDIAT

Le journal revient sur la règle du 51/49% et observe que le pays n'a reçu qu'un seul milliard de dollars d'investissements étrangers. L'économie reste largement aux mains de l'Etat et le «grand business privé est réputé d'être lié à des figures du régime». Le journal note que le FMI a salué la maîtrise des dépenses en 2013 mais que les réformes restent nécessaires pour améliorer le climat des affaires et «l'intégration de l'Algérie à l'économie». Dans l'immédiat, le pays doit faire face au déclin des exportations gazières aggravé par la très forte consommation interne. Jon Marks, directeur de la rédaction d'AfricaEnergy, cité par le Financial Times, estime que ceux qui s'intéressent au «profil de l'Algérie durant la prochaine décennie devraient s'inquiéter car le gaz nécessaire à la demande domestique fera pression sur les exportations». Une situation aggravée par le fait que les scandales Sonatrach mis à jour en 2010 ont «perturbé la prise de décision» dans le secteur des hydrocarbures et a eu un effet dissuasif sur les investisseurs étrangers. Pire, l'attaque terroriste de Tiguentourine a créé une nouvelle inquiétude chez les investisseurs. Les responsables algériens espèrent que la nouvelle loi sera attractive pour les entreprises étrangères. Mais, tempère le journal, les analyses soulignent que plus l'Algérie reporte le moment de s'attaquer aux «défis économiques structurels en comptant sur sa richesse hydrocarbures et plus il sera difficile de réaliser le changement».

Le FCE revient sur son soutien à Bouteflika



Mokhtaria Bensaâd

Pour sa première rencontre régionale post-électorale, à Oran, le forum des chefs d'entreprises (FCE) a voulu donner une image de patronat qui défend le mieux l'économie du pays et œuvre pour le développement de l'entreprise algérienne. Par rapport à son soutien à la candidature de Abdelaziz Bouteflika, aux dernières élections présidentielles, le FCE reste confiant que cette position n'a pas discrédité cette association. Le vice-président du FCE, M. Abdessamed Salah Eddine, présent à cette rencontre, a déclaré, hier, que «la meilleure preuve que le forum n'a pas été discrédité, par rapport à ses positions politiques, est la rencontre d'aujourd'hui. Nous avons pu, juste après les élections, rassembler plus de 250 chefs d'entreprise, dans cette rencontre. Pensez-vous que si le forum était discrédité par ses positions, il y aurait eu tout ce monde qui a répondu à notre invitation? Nous sommes une association sérieuse.

Le forum c'est la sagesse et l'objectivité». Interrogé sur les déclarations du président du forum, M. Réda Hamiani, affirmant que le forum ne sera

plus otage d'un alignement politique quelconque, à l'avenir, M. Abdessamed Salah Eddine a commenté : «il faut que les déclarations du président du FCE ne sortent pas de leur contexte. Effectivement, il y a une réflexion au sein du FCE, sur cette question. D'ici la prochaine échéance: est-ce que le FCE va-t-il se positionner au niveau politique ou pas? On est convaincu d'une chose, c'est l'assemblée générale, l'institution suprême du forum, qui décide.

LAG a tranché dans un sens. Si demain, elle tranchera dans un autre sens, le président ou le vice-président ne peut pas aller à l'encontre de sa décision». Interrogé si l'AG doit donner son aval si le président du FCE est appelé à occuper un portefeuille ministériel, le même interlocuteur a souligné, «je ne peux pas me prononcer sur cette question. Cela dépend de celui qui le nommera et celui qui en serait le bénéficiaire».

Pour parler de la rencontre régionale, organisée à l'hôtel «Le Méridien», le vice-président du FCE a expliqué qu'«aujourd'hui, nous sommes venus visiter une région très importante, la 2^{ème} zone industrielle de toute l'Algérie. Nous allons travailler

avec l'ensemble des segments, en particulier le Tourisme et les futurs sous-traitants pour Renault. Nous sommes en train, d'ailleurs, de nous organiser pour ce grand projet». Pour le FCE, le but de cette rencontre est d'aller sur le terrain, écouter les entrepreneurs et leurs problématiques pour mieux adapter notre discours et nos plaidoyers et pour être beaucoup plus conquérants vis-à-vis de nos autorités pour l'amélioration du climat des affaires, voir aussi les disponibilités foncières». «Nous appelons à ce que les politiques économiques du pays soient ancrées autour de l'entreprise. Seule l'entreprise est capable de créer la richesse et de créer l'entreprise et surtout de créer des emplois durables», a insisté M. Abdessamed Salah Eddine.

L'urgence, aux yeux du forum, est la mise en place d'une «nouvelle économie, moins dépendante des hydrocarbures, de reconstruire une industrie naissante. Aider cette industrie avec la simplification du climat des affaires et, surtout, la levée de cette bureaucratie qui est, aujourd'hui, l'ennemie des entreprises et l'ennemie du patronat. Il faut, impérativement, créer 600 nouvelles entreprises ».

ANALYSE

Moncef Wafi

Une semaine chargée, trop chargée

17 avril-24 avril. Une semaine est morte après l'élection présidentielle et le pays s'installe dans une sorte d'euphorie ankylosante. Une semaine caractérisée par les réactions post-résultats donnant Bouteflika large vainqueur d'un scrutin que d'aucuns jugent faussé. Benflis a crié à la fraude généralisée alors que les autres candidats-alibi ont continué à lire la partition qu'on leur a distribuée. Chacun dans son rôle. La réaction des chancelleries étrangères est à la hauteur de leur cynisme intéressé et les capitales occidentales ont préféré tourner les yeux des urnes pour se consacrer aux nouveaux contrats qui les attendent. Paris, Washington, Moscou, Londres, l'Europe, chacun dans son rôle. Chacun pour ses intérêts. Puis l'attentat meurtrier contre des soldats à Tizi-Ouzou et onze cercueils sur la route du toujours terrorisme résiduel, cher à Ouyahia. Les répressions et la brutalité policière à l'occasion de la marche du 20 Avril ont également émaillé la semaine faisant craindre un dérapage et un musellement de plus de la liberté d'expression.

Puis l'opposition. Pas celle de Hanoune, discréditée à tout jamais, ou de Benflis qui appelle à la création d'un parti, un de plus, pour encadrer son refus des résultats. L'autre opposition, celle consacrée par les boycotteurs qui ont décidé de se baptiser pompeusement «Coordination pour les libertés et la tran-

sition démocratique». Tout un programme. Ses animateurs ont rencontré Ghazali et Hamrouche. Toujours les mêmes noms, les mêmes figures d'un passé qui ne veut pas se conjuguer à l'imparfait qui revient telle une antienne donnant l'impression d'un pays qui n'avance pas. Qui insiste à tourner le dos à l'avenir, préférant mourir avec ses reliques du passé. La classe politique parle encore et toujours de transition politique comme si cela pouvait suffire en face d'un système qui vient de signer un nouveau bail de cinq ans pour le pouvoir. Une autre manière pour ne pas mourir, s'accrocher en photocopiant des illusions perdues.

Une semaine vient de perdre ses feuilles sans pour autant les renouveler sinon les ramasser pour les recoller sur ses branches et donner l'illusion d'un pays en marche. Mais vers où ? Un pays qui fait du surplace politique, qui n'avance que pour reculer d'un millier d'années se faisant surfacturer ses alliés. Un pays dont la jeunesse n'aspire qu'à vivre une autre ère loin des intérêts des clans et des hommes du pouvoir qui l'ont rendue assistée. Une génération Ansej perdue entre attendre un crédit bancaire et un éventuel procès. Faut-il alors être grand analyste pour prétendre à une réalité qui se décline chaque jour sous les traits de la misère et de l'impunité. Non, je ne le pense pas.

Tirage du N°5903
119.701 exemp.

Le Quotidien
D'ORAN

Edition Nationale d'Information
Editée par la SPA
ORAN - PRESSE
au Capital de 195.923.000,00 DA

Président
Directeur Général
Directeur
de la Publication
Mohamed Abdou
BENABBOU

Direction - Administration
Rédaction centrale
63, Ave de l'ANP - Oran
B.P.N°110 - Oran
Tél. 041.32.63.09
32.72.78 / 32.91.34
32.86.66 / 32.86.67 / 32.86.68

Fax Pub: 041.32.69.06
Fax et Rédaction
041.32.51.36 / 32.69.06

Imp.: Oran : imprimerie
"Le Quotidien d'Oran"
Alger : imprimerie "Le Quotidien d'Oran"
Constantine : S.I.E.
Quargla : S.I.A.

INTERNET: <http://www.lequotidien-oran.com>
E-mail : infos@lequotidien-oran.com
publicite@lequotidien-oran.com
admin@lequotidien-oran.com
lequotidiendoran@yahoo.fr

Rédaction Algéroise
Tél. : 021.64.96.39 - Fax : 021.61.71.57
Pub
Tél. : 021.64.96.44

Rédaction Constantinoise
Tél. : 031.64.19.81 - Fax : 031.64.19.80
Diffusion : **Quest**: SEDOR Tél.: 041.58.85.52
Centre: SEDOR - **Est**: SO.DI. PRESSE - **Sud**: TDS

Il dénonce les résultats du Conseil constitutionnel

Benflis dit avoir la preuve d'une «fraude généralisée»

Zahir Mehdaoui

Ali Benflis ne reconnaît pas les résultats proclamés, avant-hier, par le Conseil constitutionnel. Le candidat à l'élection présidentielle du 17 avril accuse même certains membres du Conseil constitutionnel d'avoir fait campagne au profit de Bouteflika, en contradiction avec la loi et la Constitution.

«Les images de ces personnes sont disponibles sur Youtube», a fait savoir Ali Benflis, lorsqu'il a été interrogé sur l'identité de ces membres du Conseil constitutionnel, censés garder la «neutralité» dans cette échéance électorale. «Le Conseil constitutionnel vient de rendre publics les résultats officiels de l'élection présidentielle du 17 avril. Et comme on s'y attendait, il vient de cautionner une fraude à grande échelle qui a entaché ces élections», a-t-il déclaré, hier, lors d'une conférence de presse organisée à son ancien QG de campagne, à Alger en soulignant que «ce n'est pas la première fois que cette institution s'écarte de sa mission de défense de la Constitution et de la légalité».

«Déjà, en 2008, cette institution a cautionné, sans état d'âme, le viol caractérisé de la Constitution qui a supprimé la limitation des mandats et sans lequel nous ne serions pas là, aujourd'hui, face à une grande crise de légitimité de la première institution du pays», soutient Benflis qui fait état d'un «chèque en blanc» donné par le Conseil constitutionnel ce qui a permis de contourner la volonté populaire et de faire adopter ce coup de force sans passer par un référendum populaire.

«Le Conseil constitutionnel a été totalement dépossédé de ses missions. Il a été rabaisé au rang de simple appareil mis au service exclusif du régime en place. Au lieu de s'imposer comme une institution républicaine ne servant que l'Etat, il a accepté et assumé sa dérive qui l'a conduit à devenir l'instrument par lequel un habillage légal, trompeur est systématiquement donné aux actions et aux décisions douteuses du pouvoir en place», ajoute le conférencier. Ce dernier qui rappellera ce qu'il qualifiera de «non-conformité du dossier de Bouteflika» et accepté par le Conseil constitutionnel, affirme que l'institution suprême dirigée par Mourad Medelci a en fait simplement permis d'assurer une «auto-reconduction» du régime et sa devanture, la présidence de la République.

Le candidat Benflis accrédité de seulement 12% de voix a affirmé qu'il détient les preuves matérielles

qu'il y a eu une fraude généralisée à travers les 48 wilayas du pays. Exhibant un document qu'il a baptisé «livre blanc», le «brûlot» de centaines de pages délivre à l'opinion publique tous les procédés utilisés, selon lui, pour trafiquer le scrutin. Le document sera, promet Ali Benflis, diffusé à grande échelle, notamment sur le Net, pour permettre aux citoyens de connaître la vérité.

«C'est Bouteflika qui a distribué les quotas quand il a su en début de soirée qu'il a perdu dès le premier tour», affirme Ali Benflis. Ce dernier, qui soutient qu'au moins 4 à 6 millions d'Algériens ont voté pour lui, ne compte pas pour autant désarmer affirmant qu'il va continuer à se battre politiquement et pacifiquement pour changer le système et instaurer une véritable alternative démocratique.

«Dans cet esprit, je vous informe que j'ai entamé la préparation de la création d'une formation politique dont la raison d'être est de perpétuer le projet pour le renouveau comme alternative toujours valable et l'élan populaire qu'il a pu susciter autour de lui», a déclaré l'ancien chef du gouvernement qui souligne en ce sens qu'il n'a pas d'autre conception de la politique que celle de la confrontation d'une idée à une autre, d'un programme à un autre et d'un projet à un autre projet.

«Nous livrons ensemble ce combat commun dans l'esprit et les règles de la compétition démocratique saine et honorable», ajoute M. Benflis qui appelle ses sympathisants à rester mobilisés pour constituer dans un «délai proche» cette formation politique. «Ma campagne électorale a permis au peuple algérien de s'assurer qu'il existait une alternative politique au régime en place», dira Benflis qui évoque des «moments historiques» que vit notre pays.

«Mon combat politique futur œuvrera comme toujours à la promotion et à la défense des droits, tout les droits attachés à la citoyenneté», promet le conférencier pour qui la situation du pays est devenue extrêmement grave.

Enfin, interrogé sur la position de l'armée à l'occasion du scrutin de jeudi dernier, Ali Benflis dira qu'il n'avait adressé aucun appel à l'armée et qu'il n'a aucune raison de douter de l'engagement de neutralité exprimé dans la revue El Djeich.

Cependant, le candidat malheureux à l'élection présidentielle dira clairement que «l'armée est restée spectatrice et a laissé l'administration faire ce qu'elle voulait».



Ph: Rachid K.

Raïna Raïkoun

Kamel Daoud

Que vont-ils devenir ? Les trois Amar, Ouyahia, Belkhadem. Enfin, les sept délégués de la campagne électorale 2014. Car, si l'effet de loupe a été concentré sur le pays, son peuple et ses déboires, on a

oublié un peu la composition trop hétéroclite du premier cercle Bouteflika. Pour ceux qui le savent, durant cette campagne, la lutte a été féroce et cannibale. Pas pour convaincre le peuple rétif, mais pour occuper les postes, les cases de visibilité. Dans l'ordre, Abdelmalek Sellal a été au centre de très sourdes manœuvres et tentatives des noyades cycliques. Auteur de la fameuse bourde sur les chaouis, par les grâces d'Ennahar TV, il braquera sur sa personne Internet et la raillerie collective mais aussi ses « confrères » de la machine connus par leur solidarité d'égorgeurs quand un bœuf tombe. Dans le dos du bonhomme Saïdani qui vient de répéter que la majorité a droit au Premier ministre, c'est à dire lui, peut-être. Puis Belkhadem, ressuscité mais promenant toujours la même cendre, le même turban et la même attente de l'imam qui veut devenir prophète. Ouyahia ? Tout autant. L'homme, dont Bouteflika garde bon souvenir depuis l'époque de sa traversée du désert et ses passages à New York, est coupable de ne s'être pas trop mouillé. Le bâton par le milieu dit le proverbe algérien. Les deux Amar aussi. L'un qui va être remercié prochainement et l'autre qui n'a plus où aller, ni en Kabylie, ni dans le reste de l'Algérie et encore moins ailleurs. Beaucoup des sept délégués ont fait du sale boulot, du mauvais travail et il aura fallu un Bouteflika gémissant et murmurant pour faire oublier leurs incompétences. Le sport favori ayant été de se tirer des balles dans le dos.

Et dans ce jeu de sérail et bas coups de Palais,

Sellal va-t-il survivre à la terrible concurrence interne ?

homme doué d'un flair incroyable pour décoder l'adversité, ne se méfie pas de lui. Du moins, pas autant que les autres hommes qui composent le triptyque. Vice-président ? Pas autant, mais juste un peu. C'est que la concurrence est honteusement dure. Il faut être du sérail pour raconter comment cette campagne a été sale entre ses meneurs et plus qu'entre le régime et son peuple. Le premier cercle ayant ceci de particulier de dépendre de trois parrains et d'avoir des ambitions individuelles propres, s'alliera contre l'actuel Premier ministre pour lui barrer la route et l'enfoncer encore plus. Epique lutte d'intestins et qui ne fait que commencer, éclairant le régime par le ventre et pas par la tête. Question du jour : Sellal sera-t-il encore Premier ministre ? Difficilement mais nécessairement. Bouteflika ayant confiance en l'homme mais se devant de faire un geste pour garder les autres loups à portée de voix.

Cela se traduira par quelques titres de grâce pour les meilleurs serviteurs du cercle mais aussi par un renforcement des pouvoirs de son dauphin. Pour ceux qui ont eu un jour la chance de jeter un coup d'œil dans la marmite durant cette campagne, il y a de quoi écrire un roman ou un livre de recettes de cuisine ou un manuel de cannibalisme entre joueur de flute, pompiste, imam raté, Raspoutine et quelques rabatteurs de foule sans compétence. Un jour.

Un jour, quand l'un des premiers rois d'Allemagne a été désigné, il posera cette question « et les autres rois d'Allemagne sont-ils d'accord ? ».

Bouteflika s'adressera bientôt au peuple

Le président de la République, Abdelaziz Bouteflika, a annoncé, mardi, à Alger, qu'il s'adressera au peuple algérien «plus longuement», dans les prochains jours, notamment, pour lui réitérer ses engagements et l'entretenir de l'oeuvre de construction nationale qu'il a voulu poursuivre avec lui. «Dans quelques jours, j'aurais l'occasion, mes chers compatriotes, de m'adresser à vous, plus longuement, notamment pour vous redire mes engagements et vous entretenir de l'oeuvre de construction nationale que j'ai voulu poursuivre avec vous», a indiqué le Président Bouteflika dans une déclaration, après l'annonce par le Conseil constitutionnel des résultats définitifs de l'élection présidentielle du 17 avril 2014.

A l'annonce des résultats définitifs de la présidentielle du 17 avril, le déclarant réélu à la magistrature

suprême, le Président Bouteflika a tenu à exprimer «sa profonde gratitude aux centaines de milliers de citoyennes et de citoyens qui ont sollicité sa candidature et l'ont soutenu, de manière sincère et massive, tout au long de la campagne électorale». Il a, aussi adressé, ses remerciements à l'ensemble du peuple qui lui a accordé la majorité de ses suffrages. «Je le félicite (peuple) et le remercie aussi pour la sérénité qu'il a fait prévaloir, durant ce scrutin, par lequel il a, de nouveau, fait honneur à notre pays, devant nos amis observateurs et journalistes étrangers, venus à l'occasion de ce rendez-vous électoral», a indiqué le chef de l'Etat. Il a, pour la même occasion, salué les personnels de l'Armée nationale populaire (ANP), des Services de Sécurité et de la Fonction publique dont la mobilisation et même les sacrifices ont per-

mis la bonne organisation et la sécurisation du scrutin du 17 avril, a-t-il souligné.

Le Président Bouteflika a, également, adressé ses remerciements aux partis politiques, aux personnalités nationales, aux formations et organisations de la société civile qui «ont porté sa candidature et se sont mobilisés pour lui assurer appui et soutien». Il a, par ailleurs, félicité, chaleureusement, les membres du staff de sa campagne électorale qui ont donné le meilleur d'eux-mêmes, tout en les assurant de sa grande affection. Le président de la République a exprimé sa considération aux autres candidats à présidentielle, en souhaitant que : «tous ensemble, nous veillerons, par nos actes et nos propos, à ce que cela soit, d'abord, une victoire de l'Algérie et un moment de bon augure pour l'ensemble de notre peuple».

Présidentielle

Le Conseil constitutionnel rend publics les résultats définitifs

Le Conseil constitutionnel a rendu publics, mardi, dans un communiqué, les résultats définitifs de l'élection présidentielle du 17 avril 2014 qui arrêtent un taux de participation de 50,70% et proclament le président candidat, Abdelaziz Bouteflika, président de la République algérienne, avec 8.531.311 des suffrages obtenus, soit la majorité absolue.

- **Nombre d'électeurs inscrits** : 22.880.678
- **Nombre de votants** : 11.600.984
- **Nombre de bulletins nuls** : 1.132.136
- **Nombre de suffrages exprimés** : 10.468.848
- **Taux de participation** : 50,70 %.

Suffrages obtenus par chaque candidat:

- **Abdelaziz Bouteflika**: 8.531.311
- **Ali Benflis**: 1.288.338
- **Abdelaziz Belaid**: 328.030
- **Louisa Hanoune**: 157.792
- **Ali Fawzi Rebaïne**: 105.223
- **Moussa Touati**: 58.154.

Le Conseil constitutionnel considère, dans son communiqué, que l'élection présidentielle du 17 avril 2014 s'est déroulée dans de «bonnes conditions» et a permis à l'ensemble des électeurs d'exercer pleinement leur droit constitutionnel et de choisir, en toute liberté, le candidat qu'ils ont jugé le plus habilité à présider aux destinées de la Nation, soulignant que cela confirme la «régularité, la sincérité et la transparence du scrutin».



**Innovation
that excites**

À PARTIR DE
999 000 DA*

NISSAN SUNNY

COMME LES BEAUX JOURS

LES PROMOS DU PRINTEMPS FONT LEUR RETOUR





Offre valable du 01 au 30 avril 2014

Nissan Algérie - Direction Générale et Showroom | Tél.: 021 21 98 03 / 021 21 91 89 / 021 21 05 51 | Fax: 021 21 91 80 | Adresse: Pins Maritimes, Safex - Alger
Centre Après Vente et Showroom Rouiba | Tél./Fax : 021 85 59 40 | Tél.: 021 81 78 94/98/99 | Adresse : Route de Ain Taya, Rouiba - Alger
Centre Après Vente et Showroom Blida | Tél.: 025 43 37 80 / 025 43 07 34 | Fax: 025 43 00 68 | Adresse : Zone Industrielle N° 11, Ouled Yach - Blida
Succursale Oran | Tél. : 041 49 91 50 à 53 | Fax service commercial : 041 49 91 49 | Fax SAV : 041 49 91 54 | Adresse : RN N°04, zone showroom Nedjma Es Sénia

www.nissan.dz

SICOM 2014

LA TOUCHE | condor

SALON INTERNATIONAL DE L'INFORMATIQUE,
LA BUREAUTIQUE ET DE LA COMMUNICATION

All in ones



Laptops



Desktops



**Du
22-26
Avril**

**23^{ème}
ÉDITION**

Tablettes



Smartphones



DECOUVREZ EN EXCLUSIVITÉ NOS OFFRES ET NOUVEAUTÉS A NOTRE ESPACE SICOM.
DES CADEAUX ET PROMOS VOUS ATTENDENT. SOYEZ AU RENDEZ-VOUS





Condor informatique BBA
N°70 lot 161 Zone d'activité, B.B.A.
Email : comm.cm@condor.dz
Tel : + 213 (0)35 87 63 21

Condor informatique ALGER
Villa N° 7 Lot Les Vergers Bir Mourad Rais Alger
Email : commercial.mma@condor.dz
Tel : +213 (0) 21 44 90 18 / --- 44 77 77 / --- 54 13 68

Disponible sur tous nos
showRoom condor ainsi
que notre réseau de distribution
www.condor.dz

[/condor.informatique](https://www.facebook.com/condor.informatique)
[/condor informatique](https://www.facebook.com/condor.informatique)
[/condor infor](https://www.facebook.com/condor.infor)
[/condor informatique](https://www.facebook.com/condor.informatique)

Djezzy sera introduit en bourse

M. Aziza

Après que le Fonds national d'investissement (FNI) a acquis la majorité du capital de l'opérateur Djezzy, l'introduction en bourse d'Orascom Telecom Algérie devient inévitable, à terme. C'est du moins ce qu'a laissé entendre, le directeur général de la Bourse d'Alger, M. Yazid Benmouhoub, hier, au forum d'El Moudjahid. Pour le 1^{er} responsable de la Bourse d'Alger, l'opérateur Djezzy sera introduit en bourse d'ici 3 à 4 ans, c'est-à-dire, après la sortie du Fonds national d'investissement, du capital de la société. Plus clair, il explique que le FNI est appelé, à terme, à sortir du capital social de cette société, conformément au contrat signé entre l'entreprise et le Fonds. Et de préciser que dans ce cas « nous aurons la société Djezzy à la Bourse d'Alger ». Car et selon Benmouhoub, le Fonds d'investissement aide les sociétés à se constituer et à se développer, en prenant une part du capital social de 10 ou 20 %. Une fois que l'entreprise ait atteint le niveau souhaité, le FNI se retire après un délai limité dans le contrat. Et de préciser que « la meilleure solution pour remplacer la sortie du capital du FNI, c'est de sortir par la Bourse, comme c'était le cas pour NCA-Rouiba » a-t-il mentionné. Benmouhoub persiste en affirmant que la sortie du FNI se fera par le biais de la Bourse. Pour le conférencier, le dénouement de cette affaire qui a trop duré dans le temps, est de bon augure pour le marché financier, pour la Bourse d'Alger et pour le développement économique en général.

Si l'introduction de Djezzy en bourse est prévue d'ici 3 à 4 ans, 8 entreprises publiques seront intro-

duites en bourse, d'ici quelque temps, des visas seront octroyés pour certaines d'entre elles, d'ici le 2^{ème} semestre de l'année en cours. Le directeur de la Bourse d'Alger a cité Mobilis, la Banque publique CPA, les 3 cimenteries du GICA, la CAAR, Cosider Carrière et l'entreprise Hydro-Aménagement.

Enfin, la nouveauté annoncée par le conférencier est la formation dédiée aux agences bancaires, pour les agents ayant un guichet spécialisé en Bourse. La Bourse d'Alger prévoit, également, une formation dédiée aux universitaires et aux médias. Et ce, avec l'idée de créer une filière des finances du marché et une école de Bourse. Après avoir signé une convention, le mois de mars dernier, avec l'une des places financières la plus importante d'Europe « Euronext », un autre partenariat est prévu, d'ici la fin du mois de mai, avec la Bourse de Tunis. Le conférencier a affirmé que le choix porté sur la Bourse de Tunis n'est pas fortuit. « Cette dernière a connu un développement très important, malgré l'instabilité et les moments de crise ». La Bourse de Tunis a enregistré 12 introductions en Bourse soit une introduction par mois, durant l'année 2013, et ce, après une forte campagne de sensibilisation, engagée depuis 3 ans, bien évidemment, avec la volonté du gouvernement qui a aidé à la promotion de l'introduction des entreprises en Bourse. Pour Benmouhoub « c'est énorme comme résultat dans un contexte de crise ». A noter que l'Algérie, qui est dans une situation beaucoup plus confortable, compte seulement 4 titres à la Bourse d'Alger : la Chaîne EGH El Aurassi, le groupe Saidal, Alliance Assurance et NCA Rouiba. Elle est parmi les Bourses les plus faibles, dans le monde et même dans la région.

Immobilier

Un projet de 40 millions de dollars pour des Emiratis à Alger

R. N.

La société émiratie Drake & Scull International PJSC (DSI), a annoncé que sa filiale, Drake & Scull Construction (DSC), a décroché un contrat de 147 millions AED (Dirhams Emiratis), environ 40 millions de dollars US, dans un projet de construction d'immeubles à Alger. Selon les termes du contrat, précise un communiqué de la société, DSC se chargera de la partie génie civil du projet, qui couvre une superficie urbanisée d'environ 66.500 m². Le projet comprend des immeubles résidentiels et des espaces de commerce de détail dans un « endroit stratégique » de la capitale, ajoute encore la société.

Cité dans le communiqué, Salah Mouradweij, directeur général de

Drake & Scull Construction, a déclaré : « Nous sommes ravis d'avoir été choisis pour cet important et prestigieux projet en Algérie, un pays qui demeure l'un de nos principaux secteurs de croissance et notre porte d'entrée sur le marché nord-africain. Nos équipes vont utiliser toute notre expérience et de notre main-d'œuvre qualifiée pour fournir des méga projets à l'avenir dans la région. Nous restons optimistes sur le potentiel du secteur de l'immobilier algérien ».

DSI est déjà présente en Algérie dans plusieurs projets dans les secteurs de l'habitat résidentiel, du commerce et traitement des eaux. Depuis le début de 2014, DSI a décroché pour un montant de 1,19 milliard USD de projets aux Emirats Arabes unis, Arabie saoudite, au Koweït, en Europe, et en Inde.

Le ministre britannique aux Affaires étrangères à Alger

Le ministre d'Etat britannique aux Affaires étrangères, chargé de l'Afrique du Nord et du Moyen-Orient, Hugh Robertson, a souligné, hier, à Alger, les relations « fortes » qui unissent l'Algérie et la Grande-Bretagne. Dans une déclaration, à son arrivée à Alger, M. Robertson a précisé qu'il s'agissait de sa seconde visite en Algérie, depuis le début de l'année 2014, dans le cadre de la poursuite du dialogue bilatéral de coopération. Il a relevé, en outre, que sa visite intervenait juste après l'élection présidentielle, en Algérie, ajoutant qu'elle sera une occasion pour rencontrer les différents responsables algériens.

M. Robertson a été accueilli à son arrivée à l'aéroport international Houari Boumediene par le ministre délégué chargé des Affaires maghrébines et africaines, Madjid Bouguerra. Au cours de cette visite de deux

jours, il coprésidera avec M. Bouguerra, la réunion du comité bilatéral de coopération, cadre de consultations politiques régulières entre l'Algérie et la Grande-Bretagne.

Le Premier ministre par intérim, Youcef Yousfi, a reçu le ministre d'Etat britannique, indique un communiqué des services du Premier ministre. Lors de cette rencontre, et au nom du Premier ministre britannique, David Cameron, M. Robertson a exprimé, au peuple algérien et à ses dirigeants, les félicitations de son pays pour la tenue et la réussite de l'élection présidentielle du 17 avril 2014, relève le communiqué. L'entretien a, ensuite, permis d'aborder un grand nombre de questions relatives à l'évolution des relations bilatérales, tant sur le plan politique que sur celui lié à la qualité de la coopération économique, existant entre les deux pays.

La facture des importations s'alourdit



Les importations de marchandises de l'Algérie ont augmenté en valeur de 11,5% en 2013 par rapport à 2012 et de 10,4% en volume. Alors que les prix à l'importation ont connu une évolution « modeste » de 1%, selon l'Office national des statistiques (ONS). Les importations de marchandises en 2013 sont estimées à 4.354,6 milliards DA (environ 54,85 milliards de dollars) contre 3.907 milliards DA en 2012, en hausse de 11,5%, précise l'Office dans une publication obtenue par l'APS. Cet accroissement en valeurs est le résultat de la « forte augmentation » des importations à l'exception du groupe « matières premières, énergie et lubrifiants qui a connu une baisse de 7,2%. Les augmentations les plus remarquables ont concerné les équipements agricoles

(+57%), les biens de consommation non alimentaires (+25,7%) et les équipements industriels (+16,3%). D'autres groupes de produits importés ont également enregistré des augmentations. Il s'agit des groupes « alimentation, boissons et tabac » (+8,7%), « demi-produits » (+8,1%) et enfin « les produits bruts » avec un taux de 4,5%. En volume, les importations ont connu une augmentation de 10,4% en 2013 par rapport à l'année d'avant. A l'exception du groupe « produits bruts » qui a enregistré une décroissance de 3%, tous les autres groupes ont connu des hausses. La baisse en volume des importations des produits bruts « est probablement imputable à la forte augmentation des prix de cette catégorie de produits, soit la plus forte qui a été enre-

gistrée durant l'année dernière », souligne l'ONS. En 2013, les prix à l'importation de marchandises (tels que mesurés par l'indice de valeur unitaire - IVU-) ont connu une « modeste » hausse de 1% par rapport à 2012, selon les chiffres consolidés de l'Office. Cette variation qui intervient après une baisse de 1,7% l'année d'avant s'explique essentiellement par des hausses de produits bruts (+7,8%), des biens de consommation non alimentaires (+5,8%) et des produits alimentaires (+3,6%), selon les chiffres consolidés de l'Office. D'autres groupes de produits ont également connu des hausses, mais de moindre importance. Il s'agit notamment des équipements industriels avec 2,4%, note la même source. Plus de 50% des importations algériennes proviennent de l'UE. En matière de répartition des importations de marchandises par zone géographique, l'Office relève toujours la part prépondérante de l'Union européenne (UE) estimée à plus de 52% de la valeur globale des importations totales de marchandises avec 2.271 milliards DA, en hausse de plus de 11,2 % en 2013 par rapport à 2012. Par pays, l'ONS relève que 22% des importations algériennes de l'UE proviennent de France, 20% de l'Italie et 18% d'Espagne. L'Asie reste le premier concurrent de l'UE, confirmant ainsi sa position de partenaire commercial important de l'Algérie avec une part de 21,2% des importations totales. La Chine représente à elle seule 59% des importations en provenance d'Asie, d'Inde 11%, de la République de Corée (10%) et du Japon 9%. Les autres pays d'Europe ont représenté 7,1% des importations totales, l'Amérique latine (6,5%), l'Amérique du Nord (5%), les pays arabes (4,4%), les pays du Maghreb (1,9%) et les pays d'Afrique 1,1%, selon l'ONS.

Tizi Ouzou

Mystère autour de la «disparition» d'un collégien

Naït Ali H.

Une famille est restée sans nouvelles de son enfant âgé de 12 ans, pendant toute la journée d'avant-hier mardi, au village Chrioua dans la commune de Tizi Rached (25 km à l'est de la wilaya de Tizi Ouzou). Selon des sources locales, il était sorti du collège situé au village voisin, Tala Amara, vers

11 heures mardi. Mais il n'est pas rentré chez lui à l'heure habituelle. Les parents ont donné l'alerte. Les recherches entreprises par la famille et les habitants de la région ont permis de le retrouver dans des bois situés sur la route menant vers la commune voisine de Larbaa Nath Irathen à hauteur du village Agouni Oujélvane, peu avant 20 heures. Il avait les yeux bandés et ses pieds

étaient nus, toujours selon nos sources. L'enfant en état de choc a été admis à la polyclinique de Tizi Rached puis il a été transféré vers le CHU de Tizi Ouzou pour subir les examens nécessaires. L'enquête ouverte par la police de la sûreté de daïra suit son cours pour élucider les circonstances exactes de cette disparition d'autant plus que le collégien était toujours sous le choc hier.

Alger Une petite fille noyée, réanimée après avoir été déclarée morte

Mardi dernier les agents de la Protection civile de l'unité d'intervention de Bir Mourad Raïs (Alger) ont réussi à réanimer une petite fille qui s'est noyée dans la piscine du domicile familial à Birkhadem après avoir été déclarée morte par deux médecins d'une clinique privée, a-t-on appris hier auprès des services de la Protection civile. Immédiatement après l'appel des services de la Sûreté nationale faisant état de la noyade d'une petite fille de 18 mois dans la piscine du domicile familial sis à Tixerain (Birkhadem), les sapeurs-pompiers se sont rendus au domicile de la victime qui avait été transférée vers une clinique privée où deux médecins avaient constaté son décès, a indiqué le chargé de l'information à la direction de la Protection civile de la wilaya d'Alger, le lieutenant Sofiane Bakhti. Une fois à la clinique, les agents de la Protection civile ont réussi à ramener à la vie la petite fille avant de la transférer vers le service de pédiatrie du Mustapha-Pacha.

Porté disparu près de Honâine Le corps d'un pêcheur repêché près de Terga

Mohamed Bensafi

Quatre jours après qu'il ait été porté disparu (dans la nuit de samedi à dimanche), près de Honâine (Tlemcen), alors qu'il partageait, avec des amis, le plaisir d'une partie de pêche, un habitant de Béni-Saf, âgé de 84 ans, a été repêché, hier matin, un peu au large de Terga, soit à 40 km plus à l'est. C'est l'équipage d'un sardinier qui a retrouvé son corps flottant à la surface de l'eau et

encore bien conservé avec tous ses effets vestimentaires sur lui. Sa famille n'a eu aucune peine à l'identifier. Alertés, les gardes-côtes de Béni-Saf, assistés des pompiers de cette localité de Terga, prirent toutes les mesures nécessaires pour le mettre à la disposition de l'hôpital de Béni-Saf où il a été, plus tard, remis à la famille. Son enterrement a drainé une grande foule qui a rendu un dernier hommage à ce retraité de l'APC de Béni-Saf, très connu et apprécié dans la région.

Boudouaou

Fausse alerte à la bombe à la faculté de droit

O. M.

Une plaisanterie de mauvais goût a créé, hier, une véritable psychose parmi le millier d'étudiants de la faculté de Droit de Boudouaou, dans la wilaya de Boumerdes. L'alerte a été donnée par une femme de ménage, qui durant son service matinal, vers 7h, ce mercredi, a découvert un objet ficelé déposé dans un coin, derrière la porte d'entrée de l'amphithéâtre de la faculté de Droit. Elle a alerté ses

supérieurs qui, à leur tour, ont prévenu les services de sécurité et la brigade de déminage, qui se sont aussitôt rendus sur les lieux et ont évacué tout le secteur. Les démineurs de la police scientifique accédèrent à l'objet suspect et au bout de quelques minutes, ils découvrirent, selon nos sources, un vieux réveil duquel sortaient deux fils électriques. L'alerte fut levée, une heure après l'incident et une enquête d'envergure a été lancée par les services compétents.

Aïn Bessam

700 millions volés au siège de la daïra

Une importante somme d'argent, estimée à près de sept millions de dinars, a été dérobée par des inconnus, dans la nuit de lundi à mardi, au niveau du siège de la daïra d'Aïn Bessam, située à quelque 30 km à l'ouest du chef-lieu de la wilaya de Bouira, a-t-on indiqué hier de source sécuritaire. Selon la même source, le trésorier de la daïra n'a découvert ce vol que dans la matinée de mardi après avoir vérifié le coffre-fort dans lequel se trouvait l'argent. « Le

coffre-fort a été forcé et détruit et la somme de 6,8 millions de DA subtilisée ». Le trésorier a ensuite alerté les services de la police qui ont aussitôt lancé une enquête pour déterminer les circonstances exactes de cet acte de cambriolage, a-t-on ajouté de même source. Dans le cadre de cette enquête, qui se poursuit toujours, tout le personnel de la daïra d'Aïn Bessam a été auditionné mardi, a-t-on indiqué de source sécuritaire.



ولاية الشلف

تَهْنِئَات



عبدُ العزيز بُوْتَفَالِيَّة

يسرنا نحن
- مواطني ومواطنات ولاية الشلف
- أحزاب التحالف والأحزاب المساندة لفخامة رئيس الجمهورية
- منظمات الأسرة الثورية
- الجمعيات الثقافية والرياضية والإجتماعية والدينية
- لجان الأحياء والمجتمع المدني
- التنظيمات العمالية والشبانية
- التنظيمات الطلابية
- الجمعيات النسوية

أن نتقدم بخالص وأحر عبارات التهاني إلى السيد رئيس الجمهورية "عبدالعزیز بوتفليقة" بعد الفوز الباهر الذي أحرزه في رئاسيات 2014/04/17 معربين له عن وفائنا للعهد الذي أمضيناه معه ومتمنين له السداد والتوفيق في مهامه النبيلة وهو الذي أرسى سبل الأمن والاستقرار في البلاد ورفع رايها شامخة بين الأمم مؤكداً له وقوفنا إلى جانبه في كل الأحوال ذلك أنه سياسي محنك الذي جنب البلاد المؤامرة وأسس لشموخها وصمودها . كما نتمنى للشعب الجزائري المزيد من التطور والرفق والإزدهار.

دامت الجزائر قوية وآمنة
المجد والخلود لشهدائنا الأبرار
تحيا الجزائر

Office public de commissaire-priseur
Maître TAYANE HASNI
23, rue Mohamed Khemisti - Es Sénia - Tél. : 041.58.20.60

Avis de vente

Il sera procédé le mercredi 30 avril 2014 à 9h30 min. à la vente aux enchères publiques avec admission de soumissions cachetées de véhicules et matériel appartenant à la S.I.O - Zone Industrielle - ES SENIA -

| N° Lot | Désignation | Observ. |
|--------|---|--------------------|
| 01 | 1 Véhicule PEUGEOT 407 HDI G.O N° 03459.105.31 | En marche avec C.G |
| 02 | 1 Véhicule PEUGEOT PARTNER HDI G.O N° 5979.106.31 | En marche avec C.G |
| 03 | 1 Véhicule PEUGEOT EXPERT HDI G.O N° 11559.106.31 | Avec C.G |
| 04 | 1 Véhicule KIA CERATO ESSENCE N° 01916.108.31 | En marche avec C.G |
| 05 | 1 Mini bus FORD TRANSIT G.O 12 Places N° 00078.405.31 | Avec carte grise |
| 06 | 1 Camion FOTON 3T5 GO N° 00116.206.31 | Avec carte grise |
| 07 | 1 Camion FOLAND 2T5 à benne G.O N° 00303.206.31 | Avec carte grise |
| 08 | 1 lot d'outillage - Mobilier et équipement de bureau usagés et autres | Voir Listing |

Conditions de vente :
Conditions habituelles - Lieu de visite ex- ENAFEC - Route HEROUAL près maison VW - Zone Industrielle de 9h à 13h.

Le Commissaire-priseur
Maître TAYANE HASNI

Importante société multinationale sise à Oran exerçant dans l'industrie recrute un responsable des ressources humaines selon les critères de postes suivants :

Responsable Admin et du personnel:

- ♦ Diplôme supérieur en : Ressources humaines, Sciences administratives, droit, psychologie de travail
- ♦ Ayant 5 ans d'expérience dans un poste similaire,
- ♦ Sens de l'organisation
- ♦ Maîtrise de l'outil informatique indispensable
- ♦ Maîtrise de la langue anglaise

Veillez envoyer vos CV avec photo à l'adresse e-mail suivante :
fmg.recrute@gmail.com

Office des Ventes aux Enchères Publiques
Maître OUDAINIA LAKHDAR
30, rue Benouhiba Med - Annaba
Tél. Fax : 038.43.59.51 / 030 83.17.35

AVIS DE VENTE AUX ENCHERES PUBLIQUES

A la demande de l'Algérienne de Fabrication de Pipe, l'office du commissaire-priseur, Maître Oudainia Lakhdar, met en vente aux enchères publiques verbales et avec admissions des soumissions cachetées plusieurs lots de TUBES NUS déclassés de différents diamètres et épaisseurs de : 16, 20, 22, 24, 30, 34, 38, 40, 42, 48. Détail des lots, voir cahier des charges. La vente aura lieu le : 05/05/2014 à partir de 10h00 au niveau de la tuberie Annaba.

CONDITIONS DE VENTE
Cahier des charges avec un bon de visite est obligatoire

- (1) Les tubes mis en vente sont déclassés pour gaz et pour l'hydrocarbure
- (2) La vente des tubes se fera en mètre linéaire
- (3) La garantie de la qualité du tube est assurée par un document dûment signé et attribué par le mandant (ALFAPIPE)
- (4) Registre de commerce, Carte fiscale, en cours de validité relatif au produit mis en vente, sont obligatoires pour donner droit à l'octroi du cahier des charges afin de participer à la vente aux enchères publiques
- (5) Les soumissions cachetées seront déposées le jour de la vente accompagnées d'une photocopie de l'identité de l'enchérisseur et d'un timbre fiscal de 40.00 DA (l'enveloppe extérieure doit comporter le n° du lot seulement)
- (6) L'adjudicataire doit verser sur place la caution par chèque bancaire visé NON REMBOURSABLE en cas de désistement (voir cahier des charges)
- (7) Pour toutes informations complémentaires veuillez contacter l'étude du commissaire-priseur.

Association des Gynécologues Obstétriciens Privés d'Oran A.G.O.P.O.



AGREMENT n° 1320 W.O.
Siège : 15, Rue Mohamed Khemisti Oran
Tél/Fax : (213) 041 33 26 60
Mobile : (213) 07 71 92 08 44

L'A.G.O.P.O. organise les 16 et 17 Mai 2014 à l'hôtel Le Méridien Centre de Convention d'Oran les 6èmes Journées de gynécologie obstétrique d'Oran avec la participation de confrères nationaux et étrangers.

Les principaux thèmes :

- ENDOMETRIOSE
- UTERUS CICATRICELS
- NOUVELLES METHODES CONTRACEPTIVES (IMPLANTS)
- STIMULATION OVARIENNE
- ENDOSCOPIE ET INFERTILITE FEMININE
- ECHOGRAPHIE DANS LES URGENCES GYNECOLOGIQUES
- ECHOGRAPHIE FOETALE : DEMONSTRATION EN LIVE
- CHIRURGIE PAR VOIE BASSE TECHNIQUES OPERATOIRES VIDEOS FORUM

Frais de participation (porte-documents, 2 déjeuners, pauses-café)

- Médecins : 2000 Dinars
- Sages-femmes : 1000 Dinars

Renseignements : 05 55 90 09 80 / 05 55 90 09 40

Le Président l'A.G.O.P.O.
Dr BENABADJI Ghaouti

Vers une «transition démocratique» ?

Par A. Benelhadj

Pour sortir de l'ornière politique et économique dans laquelle se trouve l'Algérie il reprend à son compte l'institution d'un gouvernement de transition pour refonder la République. Le plus simple pour restituer fidèlement le point de vue de l'auteur est de le citer in extenso :

« Un programme de transition démocratique, en Algérie, se résumerait aux points suivants :

1. Mise en place d'un gouvernement de transition ;
2. Ouverture immédiate du champ politique et médiatique ;
3. Adoption d'un programme d'urgence pour la remise à flots de l'économie nationale ;
4. Adoption, sous l'égide d'une conférence nationale, d'un pacte national pour la transition ;
5. Election d'une Assemblée constituante dans un délai de six mois ;
6. Adoption, par référendum, de la nouvelle Constitution ;
7. Organisation d'une nouvelle élection présidentielle dans un délai de trois ans ;
8. Définition d'un mandat de garant du processus de transition à confier à l'institution militaire. »

On pourra discuter tel ou tel point de ce programme, mais le propos ne manque ni de pertinence, ni d'opportunité.

Cependant, par-delà les guéguerres microcholines entre les clans et les ego, le lancement d'une telle opération dans un contexte international et local si instable présente de très grands risques (pour la sécurité de la nation : on voudra bien se souvenir du «test» récent d'In Amenas), qu'elle ne pourra être envisagée qu'avec d'innombrables précautions, en particulier avec un très vaste consensus national, garantissant la participation de toutes les sensibilités politiques du pays. Pour conduire cette mission à bon port, Mesbah pense à Liamine Zerroual. Il n'a pas tort. Il y a en effet chez cet homme une dimension inspirée, un dévouement mystique qui fait sens chez la plupart des Algériens qui se reconnaissent confusément en ce soldat austère, en ce serviteur de la Nation.

Mais il ne faut pas être naïf, cela au moins pour deux grandes raisons :

1.- Contexte global. Les enjeux géopolitiques et géoéconomiques dont participe l'Algérie sont considérables : pays le plus vaste d'Afrique (depuis la partition du Soudan en 2011), très riche en ressources naturelles –dont une large part non recensée-, au cœur du Maghreb et au contact des principaux pays du Sahel actuellement sous perfusion sécuritaire occidentale, avec une ouverture centrale sur la Méditerranée Occidentale et ses voisins européens.

Sans verser dans des fantasmes complottistes, l'évaluation intéressée du pays sous toutes ses coutures fait l'objet d'un programme de travail rigoureusement actualisé par des cabinets spécialisés servant de puissants intérêts transnationaux dont les équations n'intègrent les Etats qu'à titre de variables. Et cela quelles que soient les garanties fournies par les autorités algériennes.

Mesbah évoque à ce sujet des cautions (« avantages en contrepartie » concédés par le président) dont les sous-entendus seraient jugés d'une extrême gravité si les soucis de souveraineté n'étaient tenus en si piètre estime par la cohorte mondialisée des « experts et politologues sérieux ».

Dans ce monde de prédateurs impitoyables, le sort de l'Algérie se traite et se compute selon des opportunités et des analyses sophistiquées en termes de coûts/bénéfices. Rien d'affectif.

Qu'on se souvienne des cas de S. Hussein et de M. Kadhafi, écrasés comme des punaises. Alors même que leurs régimes avaient totalement rendus les armes et largement collaboré avec des forces qui n'admettent généralement des interfaces supplétives dans l'administration de leurs intérêts qu'en de très rares circonstances et seulement à titre temporaire.

L'observateur de bonne foi admettra que le qualificatif de «pays» ne vient plus spontanément à l'esprit quand on voit ce qu'il est advenu de l'Irak et de la Libye aujourd'hui, méticuleusement charcutés et vendus par appartements. « Un investissement », disait alors Condoleezza Rice quand il était question de quitter les rives de l'Euphrate.

On peut parier que si l'occasion se présentait, on peut facilement imaginer une ou des opérations similaires. L'Algérie ne manque pas d'atouts (le secrétaire du FLN n'a pas tort à avertir : « Celui qui veut importer le printemps arabe en Algérie ne connaît pas bien l'Algérie. »), mais n'a ni alliance globale ni alliance locale.

L'UMA, une institution décorative, est un lointain souvenir et la Ligue Arabe, un courroie de transmission à géométrie variable que la plus élémentaire prudence recommanderait de ne pas la compter parmi ses alliés.

Des piqures de rappel travaillant régulièrement l'opinion sur les sujets qui fâchent, à propos du « qui-tue-qui »^[2] ou de la cause de la mort des moines de Tibhirine, voire des « événements de la Guerre d'Algérie », pourraient un jour servir de prétextes, justifiant toutes sortes d'initiatives, similaires à celles qu'on a utilisé pour attaquer et détruire l'Irak (ADM), la Libye (protéger en urgence le peuple libyen), la Syrie (utilisation d'armes chimiques)... demain l'Iran (l'armement nucléaire)...

Pour le reste, la Russie (pétro-économie concurrente, exportatrice de gaz), se contente de vendre des armes et de défendre ses limites. Plus rien de commun avec l'URSS d'avant 1990, si ce n'est peut-être une ombreuse fierté nationale dont les Etats-Unis s'appliquent actuellement à tester la solidité.

2.- Contexte local. Un gouvernement de transition est une réinitialisation du paysage et des règles du jeu politique et suppose une transparence qui induit deux remises en cause (au moins) qui auront de nombreux et farouches adversaires :

- Des machines à cash terriblement efficaces sont en œuvre dans le pays. Elles ne sont pas toutes organisées autour d'une plateforme et d'une programmation cohérentes : par exemple, les querelles internes au Forum des Entreprises face à la candidature de A. Bouteflika. Le consensus habituel dans la gestion des différends internes a volé en éclat.

Elles se sont conciliées pourtant un pacte minimal, tissé des réseaux solides et multiformes, ont initié des habitudes et des réflexes durables et donné des gages à l'intérieur et à l'extérieur du pays.

Le rhizome ainsi constitué brasse large et touche à peu près toutes les couches de la société. A la fois par précaution face aux vents mauvais qui soufflent sur les rives méridionales et orientales de la Méditerranée et aussi pour des raisons historiques : en Algérie n'a pas encore eu le temps de cloisonner les classes sociales et organiser autour d'elles une culture, une éducation, une domesticité de la hiérarchie et des traditions durables. Pour cela il aurait fallu plus de temps et de violence pour que les trabendistes naturalisent et anoblissent des verticalités issues de la « débrouillardise » informelle.

En 1962, en partant, la France a privé l'Algérie de ses très maigres compétences nationales et d'une élite économique et sociale qui aurait été garante d'un minimum de

stabilité. Mais, par certains aspects, la colonisation a rendu service au pays le laissant avec un organigramme à peu près complètement plat. A la différence des protectorats voisins où les « aristocraties » locales se sont grossièrement acclimatés à leurs « protecteurs », pour peu qu'ils préservent leur autorité sur les populations autochtones. Le projet de loi Blum-Violette, quoiqu'à portée très limitée, aurait pu ouvrir la porte à de nombreux indigènes disposés à composer^[3]. Certains ont mis le temps nécessaire pour comprendre, d'autres ont suivi le fil logique de leurs choix.

La « rente » est encore prometteuse et les réserves confortables. Les crocs et les griffes profondément plantés.

Seuls des simples d'esprit s'imagineraient que ces organisations bien établies consentiraient volontiers à « une transition démocratique » dans laquelle elles n'ont rien à gagner, bien le contraire.

- Rien ne garanti (et pour cause, aucune institution démocratique qui se respecte ne peut se l'interdire, mieux : sa vocation la pousse à s'y astreindre) à ces intérêts qu'un jour ou l'autre des tribunaux ne viennent fouiller la légalité, la légitimité des fortunes constituées très (trop ?) rapidement au cours des années 1980. Même « l'omnipotent » Poutine n'oserait taquiner ses oligarques actuellement sous forte pression américaine.

Qui ne comprendrait alors que le secrétaire du FLN rejette d'une pichenette toute idée de « transition » ? «...ceux qui parlent de transition vont trouver le FLN contre eux. » «Barakat, les généraux à la retraite qui s'expriment, les émeutes dans certaines wilayas, des mouvements sociaux... tout ça est tombé avec l'élection». (Le Monde, L. 21/04/2014 à 01h29). Sans doute présume-t-il des 81% du score du président et fait-il mine de ne pas s'apercevoir qu'il représente moins de la moitié des inscrits.

Pour sortir de ce dilemme, maintenir un semblant d'économie nationale et conforter la paix sociale, la solution a consisté à puiser dans les réserves et irriguer autant qu'on pouvait de larges couches de la société. Avec des conséquences prévisibles : une hausse spectaculaire de la consommation et des importations, avec comme corollaire la chute rapide du solde commercial et la stagnation du fonds de réserves.

Le secteur privé industriel en perte de compétitivité ne cache pas ses inquiétudes. Il a applaudi à l'instauration du « crédit doc. » et réclame le retour de ce qu'il n'a pas osé appeler les « AGI » pour se protéger, privatisant ainsi les prérogatives de l'Etat planificateur de l'époque où celui-ci était le garant de la prospérité de feue l'industrie algérienne.

Toutes les réformes économiques libérales, la restitution des terres arables, l'ouverture du capital et la privatisation des entreprises publiques, ont globalement échoué et l'économie algérienne demeure hydrocarburo-dépendante. Les raisons de ces échecs sont très faciles à comprendre.

- D'un côté l'économie algérienne est dédaignée par les entreprises étrangères parce qu'elle n'offre aucune garantie juridique, financière, ni liberté de manœuvre dans l'exploitation sans entraves des richesses naturelles et humaines (à supposer – osons rêver un instant – que l'Algérien présente des avantages comparatifs supérieurs à celui du Bangladeshi. On a vu ce qu'il en fut de la compétitivité du salariat tunisien). Répétons-le, les cahiers des charges du capital transnational à la recherche de taux de marge élevés, sont sans concessions. Or, l'Algérie demeure une économie admi-

nistrée, avec aux commandes des hommes habités par un culte national tenace (conforté par la rente qui va avec).

- D'un autre côté, le privé national mûtiné de roublardise et de « système D » (à l'exception des certaines organisations patronales qui projettent de se substituer à l'Etat et exigent l'accès direct au « pactole » des hydrocarbures), n'avaient aucune inclination pour l'investissement à long terme ni pour la recherche industrielle, encore moins pour les risques technologiques dont ils ne maîtrisent ni la logique ni la complexité. Il est tellement plus facile d'importer et de vendre ce que l'on ne produit pas : il suffit juste d'accéder au dinar convertible et à l'ouverture des ports aux porte-conteneurs. Et re-voilà Chadli et son slogan magique « Pour une vie meilleure » à l'origine, pour une large part de nos malheurs.

La proposition de Mesbah est une équation raisonnable. Mais dans sa liste, il manque un joueur. Plus précisément il manque un lien.

Ce joueur est le poids lourd de l'équation démocratique. La seule constante inamovible que possède le pays, sans laquelle rien n'est possible : le peuple algérien. Le lien est celui qui doit établir, sous peine de flotter dans le vide « idéaliste hégélien », toute initiative politique avec la base de la nation, en particulier avec les très pauvres de nos concitoyens qui ont du mal à réaliser qu'ils vivent dans un pays riche.

Dans l'histoire, la plupart des changements procèdent d'un nombre limité de facteurs : l'agression extérieure, la révolte populaire, la révolution de palais, les bouleversements technologiques, les catastrophes environnementales. Naturellement, ces différents facteurs en des formes complexes se sont combinés. Ces thématiques occupent des kilomètres de rayonnage de bibliothèques.

Violence populaire et rapports de forces front contre front que préfèrent les naturalistes pragmatiques ou rationalité intellectuelle constructiviste, telle est le vieux dilemme de ceux qui cogitent le changement dont ils conçoivent la nécessité, mais dont ils n'arrivent pas à imaginer et à réaliser l'avènement.

« La différence entre le peuple et le public, c'est que le public paye... Mais à l'usage, on s'aperçoit qu'un billet de théâtre est souvent moins coûteux qu'un bulletin de vote. »
Guy Bedos

1 - Une dépêche de l'AFP (S. 19/04/2014 à 15h51) a fait référence à cet entretien mais s'est surtout contentée de signaler que le politologue algérien était un ancien officier des renseignements. Détail croustillant au moment précisément où le DRS est l'objet de toutes les attentions.

2 - Procédure étrange : sous prétexte que les parties résident sur le territoire français, le parquet de Nîmes a requis, sur plainte de Mohamed Smaïn, « militant algérien des droits de l'homme », le renvoi devant la cour d'assises du Gard «pour actes de torture et de barbarie» deux Algériens soupçonnés d'avoir participé à des dizaines de massacres pendant la guerre civile qui a déchiré le pays dans les années 1990. (Le Parisien mercredi 16.04.2014, 14h49)

3 - « Si j'avais découvert la nation algérienne, je serais nationaliste et je n'en rougirai pas comme d'un crime. Et cependant je ne mourrai pas pour la patrie algérienne parce que cette patrie n'existe pas. Je ne l'ai pas découverte. J'ai interrogé l'histoire, j'ai interrogé les vivants et les morts : personne ne m'en a parlé... On ne bâtit pas sur du vent. Nos avons écarté une fois pour toutes les nuées et les chimères pour lier définitivement notre avenir à celui de l'œuvre française dans ce pays. » Ferhat Abbas, 23 février 1936, journal L'Entente, dans L'Afrique du Nord en marche.

Les clameurs se sont tues !
Les lampions se sont éteints ! Les urnes ont livré leur verdict et l'Algérie est restée par la grâce de Dieu égale à elle-même dans toute sa splendeur, c'est à dire : ce pays qui fait l'unanimité autour de sa magnificence paysagère et de ses potentialités multiples qui se doivent cependant d'être convenablement exploitées, afin d'éloigner le spectre de la déchéance qui menace durablement notre société, si par malheur la devise venait à manquer.

Par Abdelkader Khelil *

Cette question à corrélérer nécessairement à la mise en valeur adéquate de toute l'étendue de notre vaste territoire, à hauteur des aspirations d'une jeune nation en devenir et pleine de vigueur, transcende de toute évidence les intérêts étroits de groupes ou d'individus pris séparément et se pose donc, en termes de capacités d'émergence de la collectivité nationale dans toute sa globalité. Elle se doit par conséquent d'être associée à la construction d'un destin commun, dès lors que l'acte d'entreprendre relève d'une compétence partagée et devient de la sorte, l'affaire de tous. Oui ! C'est cela le défi de la cohésion nationale, que quelques soient les divergences, repose sur l'esprit d'union et de convergence de toutes les composantes de la société, dans un même élan qui est celui de l'intérêt national. C'est dire, que rompre avec cette attitude dirigiste de ceux qui considèrent qu'il y a d'un côté des êtres bien pensants et de l'autre, des sous êtres qu'il faille étroitement encadrer, est un acte des plus salutaires ! Il faut plutôt croire que l'intelligence et le savoir-faire sont des valeurs diffuses, présentes à tous les niveaux de notre société et qu'il faut juste savoir les mobiliser, pour que l'Algérie aille mieux !

LE QUINQUENNAT DE LA DERNIÈRE CHANCE !

Alors ! Qui a gagné ou qui a perdu, n'est pas l'événement le plus marquant dans l'état actuel des choses, eu égard aux enjeux du futur, c'est à dire de tous ces chantiers qu'il faille entreprendre dès maintenant, si l'on veut éviter de rater l'opportunité de ce quinquennat de la dernière chance, où la parcimonie, la rigueur et le contrôle dans l'utilisation des deniers publics ce doivent d'être tout au moins cette fois-ci, un leitmotiv pour tous. C'est vrai que quoi que l'on puisse dire, les gens se sont tout d'abord prononcés par rapport à leur degré d'attachement à la stabilité du pays et à son unité, au regard des situations vécues dans la proximité de nos frontières et à un degré moindre, chez nous à Ghardaïa, où la population du M'Zab s'est particulièrement distinguée par son patriotisme et sa sagesse légendaire, au cours de cette élection.

Mais à s'y méprendre, cette option minimaliste qui correspond à un réflexe de survie, ne veut pas dire pour autant, que tout le cortège des questions latentes doit rester en jachère et que nous soyons autorisés à prendre tout notre temps parce que rien ne presse, pour peu que nous ayons de quoi payer notre facture alimentaire et d'assurer à notre population, la satisfaction de ses besoins essentiels en termes de commodités de vie. Bien au contraire ! Rien n'est plus important que d'émettre au plus vite, des signaux forts en direction de nos concitoyens qui sont en droit d'être rassurés par rapport à l'environnement social et économique au sein duquel ils sont appelés à évoluer, et ce qu'il leur est demandé comme efforts à consentir en contrepartie ! De même, leurs inquiétudes quant à la qualité du niveau d'enseignement tous cycles confondus et du système de santé, des performances de notre agriculture et de bien d'autres choses, se doivent d'être dissipées, non pas par des promesses, mais par de meilleures positions dans le classement à l'échelle internationale, afin qu'on puisse se comparer aux autres ! Alors ! C'est maintenant que le slogan « l'homme qu'il faut à la place qu'il faut » doit recouvrir toute la plénitude de son sens, dans cette compétition qui consiste à tirer l'Algérie vers le haut !

Ce que devrait être l'après -17avril 2014

Par rapport à toute cette attente multiforme, et au delà du plébiscite sur la stabilité, à bien regarder de près l'ordre de priorités des préoccupations latentes en rapport avec l'évolution de notre société, il faut dire que l'élection présidentielle n'est rien d'autre, qu'une étape séquentielle dans la vie d'un pays, à l'image de tous les autres et non, une fin en soi. Cela veut dire, qu'aussi majeur soit-il, cet événement ne doit pas agir comme un effet d'optique de nature à nous distraire par excès de satisfécits, au point de négliger l'essentiel, à savoir : cette nécessité de rattraper le retard que nous avons pris sur les autres dans tous les domaines d'activités économiques, sociales, culturelles et scientifiques, tout en cherchant à améliorer nos performances, afin de rompre avec cette situation humiliante de notre position en bas de tableau, pour bon nombre d'indicateurs. Avec un peu plus de volonté, nous pouvons paraître tout au moins, comme pays moyen sur la voie de l'émergence, avec des positions plus honorables dans les TOP 100, dans bien des domaines ! C'est là, un objectif à fixer à tous nos secteurs en tant que signe fort de changement, ce qui veut dire que la délivrance de « chèques à blanc » à des nominés aux hautes fonctions de l'État, est à proscrire. Cela veut dire que la « médiocratie » doit céder la place aux gens du savoir, de la connaissance et de l'expérience, qui constituent de meilleurs garants dans la perspective d'une moralisation de la vie publique et la lutte contre la bureaucratie et la corruption !

De même que l'attente pour notre société est aussi dans cette faculté à pouvoir se mobiliser autour d'un projet fédérateur de toutes les initiatives et de toutes les volontés sans exclusive, qui participent à la promotion du corps social et son inscription dans les valeurs partagées par tous les pays dits évolués. Cette émancipation réelle de notre société, suppose une écoute permanente de ses pulsations et une participation effective du citoyen, qui doit être obligatoirement promu au rang d'acteur dans un processus de développement qui pour gagner en efficacité, ne doit être nécessairement décentralisé à l'échelon régional, et déconcentré à l'échelon local. C'est de cette manière que sera donné un sens au principe d'égalité des chances et une meilleure lisibilité à la croissance qui doit être ressentie par tous, et en tout lieu de notre territoire. C'est par ce cheminement transparent, qu'il sera possible de rétablir la confiance auprès de nos concitoyens et de restaurer la crédibilité de l'État. Tout le reste n'est que promesses et discours de nature à induire de nouvelles déceptions !

TRANSFORMER NOS FAIBLESSES DE L'HEURE EN FORCES DE DEMAIN !

Pour peu que cette fois-ci, nous puissions croire résolument en nos capacités propres, notre économie pourrait de l'avis de nos experts, générer une croissance à deux chiffres, c'est à dire celle d'un pays éligible à l'émergence, si l'on arrive à faire tourner le pays à plein régime, en transformant nos faiblesses de l'heure en forces de demain ! N'est-ce pas que cet objectif majeur devrait être celui de la décennie à venir, et par déclinaison, celui du prochain quinquennat, pour arrimer définitivement notre pays à son siècle ? Pour que cela soit ainsi, il faut tout d'abord considérer, qu'après la fermeture de la parenthèse des élections pour au moins cinq années, le plus dur reste maintenant à faire, pour ramener de la quiétude chez nos concitoyens « déboussolés » et pour apaiser leurs esprits saturés par rapport à leur angoisse, largement motivée par un lendemain fait d'incertitudes, quant à l'avenir de leurs progénitures.

C'est dire qu'il faille sans plus tarder, « siffler » la fin de la « récré » qui n'a que trop duré, au point où songer à travailler sérieusement sans prendre le temps de festoyer dans la mesure, relève de la plus haute urgence et du respect des règles de bienséance, qu'on se doit d'observer. C'est à ce niveau qu'il y a lieu de faire la distinction salutaire entre les « bourdons » qui agitent leurs ailes en brassant de l'air, dans l'attente d'un retour d'ascenseur, et les « abeilles » qui butinent pour faire du miel pour la « maison Algérie », sans contrepartie autre, que la reconnaissance du travail bien accompli. C'est dire que l'avenir n'est que le reflet de l'angle de perception choisi. Cela veut dire, qu'une nation déterminée à asseoir les conditions de son émergence en tant qu'entité éligible à la prospérité, ce doit tout naturellement de faire le bon choix de l'intégration de ces milliers de cadres d'ici et d'ailleurs et de l'appel au « potentiel dormant » que constituent les très nombreux cadres condamnés pour l'heure, à l'isolement d'une retraite précoce ou d'un quotidien oisif et amer, alors que l'ensemble de nos collectivités sont

dans un besoin crucial d'expertise. À partir de là, il sera possible d'assister toutes nos assemblées élues par des panels d'experts et des conseils consultatifs, qui peuvent devenir de véritables centres de formation de la société civile. C'est vrai que découragée, bien longtemps négligée et outrée par le degré de déliquescence de bon nombre de nos institutions, notre élite, semble avoir « jeté l'éponge », en optant pour l'attitude de l'autruche et celle du laisser-faire ! Non ! Cette démission n'est pas l'attitude la mieux indiquée ! Elle ne saurait servir les intérêts de notre pays ! Femmes et hommes, cadres de la Nation, scientifiques, intellectuels, artistes, professions libérales, forces productives, gardiens de l'intégrité et de la sécurité de notre territoire et tous ceux qui comptent dans notre société, se doivent tout au contraire, de continuer malgré tout, à apporter leur contribution. Oui ! Il faut finir par s'en convaincre, nous avons tout pour réussir, pour peu que notre élite soit reconsidérée en tant que « locomotive » du « train Algérie » qu'elle est seule habilitée à mener à bonne destination ! Alors, pourquoi se priver des services de cette ressource humaine qualifiée, quand les autres lui font appel, au moindre frais pour leurs collectivités ?

LE CHANGEMENT DU PLUS HAUT AU PLUS BAS NIVEAU

Cette perspective pleine d'espoir doit commencer par un authentique changement qui prend dans le cas de notre société, la signification d'une véritable « révolution douce » mais impérative, sur les plans des mentalités héritées de l'État providence et des comportements d'une bonne partie de notre jeunesse formée sur les effets collatéraux de la décennie noire, dans le propre style du : « je veux tout, tout de suite, ou j'occupe la rue, mais sans retour pour la collectivité nationale à laquelle j'appartiens » ! C'est là, un état d'esprit de gens gâtés, tirés aux flans habitués à la facilité, qu'il faudra proscrire au plus vite, afin de restituer progressivement à notre société, ses marques et ses repères d'antan, s'il nous est permis de rêver ! Quoiqu'il en soit, cette mentalité n'est pas de nature à assurer l'émergence d'une société articulée autour de valeurs qui font référence : à la sacralisation du travail en tant que seule vraie source pérenne de richesses et à la solidarité nationale qui sous-tend, un effort collectif à percevoir comme la chose la mieux partagée, comme c'est de tradition dans les pays qui ont su donner un sens à leur existence et devenir de la sorte, des nations avancées.

C'est dire que la mutation attendue, ne concerne pas que les pouvoirs publics, qui sont interpellés pour leur part, par rapport à l'inscription de toutes leurs actions dans les pratiques de bonne gouvernance qui fait référence : à la transparence, à la communication, au respect de la chose publique, à la compétence et à la probité des commis de l'État, comme à bien d'autres qualités. Elle doit toucher toutes les franges de notre société, de son plus haut à son plus bas niveau. Oui ! Nous sommes aujourd'hui, dans le besoin d'élaborer une sorte de charte autour de cette question déterminante pour le devenir de notre pays, qui se doit de se ressaisir, dans la perspective de son insertion durable dans le concert des nations dites civilisées, pour peu que nous daignions consentir les efforts nécessaires, sans lesquels rien n'est gagné d'avance.

Cette perspective d'une vie en apparence simple, faite de travail dans la légalité et d'esprit d'abnégation, est paradoxalement pour nous, un objectif tellement difficile à atteindre pour notre société qui a perdu les bons réflexes de son fonctionnement. Mais il faut bien essayer en commençant par une restauration profonde dans tous les domaines de la vie politique, économique, sociale, culturelle et scientifique. Oui ! On peut y arriver ! Le changement c'est aussi, faire en sorte que la raison du plus fort (le gouvernant) ne soit pas forcément la meilleure, si la volonté existe dans le règlement des questions sociétales, dont les solutions font généralement appel à la recherche d'un consensus, autrement dit, à une communication permanente, à la transparence et en dernier ressort à l'arbitrage des pouvoirs publics. Oui ! Chacun de nous devra faire le nécessaire pour s'investir dans cette voie qui souligne avec force, cette volonté d'une société déterminée à s'en sortir. Ce n'est qu'au prix de cet effort collectif, que le bien-être sera correctement ressenti par nos concitoyens, en tout lieu de notre vaste territoire. Cette perception d'une croissance réellement partagée est en fait, le ciment d'une cohésion sociale sans cesse renouvelée.

DU VIVRE ENSEMBLE DANS UNE ALGÉRIE APAISÉE !

Dans la perspective de la construction d'un modèle du « vivre ensemble » à l'échelle de notre société, la question de la citoyenneté doit être au cœur de tout projet. Cet attribut qui fait la force des sociétés civilisées, n'est malheureusement pas, le signe distinctif de la notre. Il se définit par des valeurs, dont on peut évoquer au moins trois, qui lui sont traditionnellement attachées, à savoir : la civilité, le civisme et la solidarité. La civilité, cette chose qui nous est étrangère, est cette attitude de respect à la fois à l'égard des autres et de la chose publique. Le civisme n'est pas aussi notre fort, parce que rares sont ceux parmi nous, qui respectent les règles et lois en vigueur et qui ont conscience de leurs devoirs envers la société. De façon plus générale, le civisme est lié à un comportement actif du citoyen dans la vie quotidienne et publique. Alors ! Combien sont ceux qui peuvent honnêtement se prévaloir de cette qualité ! La solidarité qui a pour traduction un ensemble d'individus attachés à un projet commun, est qui a pour forme ancienne d'expression : la touiza, est peut-être la seule chose que nous pratiquons à peu près convenablement, à l'occasion d'événements majeurs. Le tout social sans retour tout au moins de plus de civilité comme par exemple ne pas jeter ses ordures par le balcon, ou dégrader les espaces verts et le mobilier urbain, est à proscrire au plus vite ! Il faut faire la pédagogie du mérite de la chose publique en interrogeant la conscience collective, dans une logique du donnant-donnant ! N'est-ce pas, que tout équipement à une valeur et correspond à une somme de labeur fourni par la collectivité et de sacrifices consentis par le trésor public ? Le détruire est donc un acte malveillant qui porte atteinte aux intérêts de la nation, qui se trouve ainsi retardée dans son développement.

C'est dire, que la dichotomie qui consiste à percevoir la population toutes catégories confondues comme « gentille », parce que prédisposée à voter chaque fois que convoquée, et tous ceux qui veillent à son bien être comme la source de ses malheurs, est de toute évidence, le plus mauvais service qu'on rend à notre société. Cela veut dire qu'on glorifie les actes de vandalismes portés aux équipements publics réalisés par cette autre partie, qui est dans ce cas, le « beylik ». Sinon, à quoi a servi par exemple, le recasement des populations de Ali Mendjeli à Constantine, dans des logements neufs disposant de toutes les commodités, si cette entité urbaine continue à défrayer la chronique non pas ses actes de volontariat à l'échelle de son espace, mais à travers ses bandes de délinquants qui continuent à se livrer des batailles sans merci, ni répit, tout en portant atteinte à la quiétude des citoyens honnêtes qui n'ont pas fait le choix de la mixité qui leur fût imposée et pour lesquels, il est difficile d'assurer à leurs enfants une éducation correcte dans cette atmosphère de violence continue ! Ce n'est malheureusement pas un cas isolé, d'où cette nécessité d'investir au plus vite, le domaine de la sociologie urbaine afin de mieux cerner les mentalités et les comportements, à l'effet d'apporter les réponses les mieux appropriées. Oui ! Dans le « vivre ensemble » tout est affaire de culture qui détermine les comportements des individus et les rapports aux autres et à la société. C'est en fait, cette capacité à cohabiter sans dégrader sans environnement, à manifester avec le sourire et sans casser, à aimer se retrouver dans la convivialité d'espaces publics bien entretenus et à respecter les différences en libérant ainsi les initiatives. Dans un passer pas si lointain, on savait faire tout cela, lorsque les familles étaient impliquées ! Perçu comme une compétence partagée est non comme un projet imposé par une tierce partie, le chantier de reconstruction de la « maison Algérie », n'a de chance d'aboutir que s'il est accompagné par une conscience collective, ou chacun de nous devra apporter sa pierre à cet édifice qui doit nous rassembler et nous unir, en tant que nation convoitée et menacée dans ses frontières originelles ! Notre devoir est donc d'assumer pleinement notre destin du « vivre ensemble », en prenant option pour la construction d'un pays conforme aux seuls intérêts des générations futures et totalement inscrit dans les principes de l'égalité des chances et dans les préoccupations de son siècle ! Si tout cela est entrepris de bonne foi, l'on peut dire alors, qu'outre sa stabilité retrouvée, l'Algérie aura gagné en maturité, ce qui la prédisposera à s'inscrire durablement dans la voie du progrès et de la prospérité. Tel est mon vœu et telle est ma conviction !

*Professeur

La culture de l'irrationnel ou le printemps des charlatans

Par Jamal Mimouni *

PARMI LES MALADIES DE L'ALGÉRIE...

L'Algérie va mal socialement, l'Algérien se sent mal dans sa peau. C'est pour cela qu'il cherche le sésame du bonheur sous la forme d'une «green card» magique pour s'envoler pour le Canada ou les EU, pour ceux qui le peuvent, ou pratique la Harraga au péril de sa vie pour ceux moins fortunés. Comme elle va mal économiquement, bâtit sur une économie rentière aussi artificielle qu'inefficace, sa non fonctionnalité nous étant dissimulée par un rideau de pétrodollars. Un indice qui ne trompe personne: notre devise est peut-être la seule au monde pour un pays pétrolier qui n'est pas convertible! Comme elle va mal politiquement avec le jeu politique sciemment fermé malgré la prétention de démocratie de façade.

L'Algérie va mal de son administration gangrénée par l'incompétence et le clientélisme, et parfois même la corruption; c'est pour cela que lorsque cela vire au pire et que les relais ne fonctionnent plus, des citoyens paisibles en ressortent à couper les routes. Tous ces maux sont connus et documentés ad nauseam dans les différents média et font partie de la mal-vie que l'Algérien vit à son corps dépendant dans un pays riche en potentialités mais en panne fonctionnellement, systémiquement, sans grand projet fédérateur, ni ambition pour l'avenir, et d'où l'espoir semble s'être envolé au loin.

En fait, il y a un autre mal qui afflige notre pays, aussi insidieux mais autant plus grave et destructeur que les maux précités, mais qui malheureusement n'est pas suffisamment reconnu comme tel. C'est un agglomérat de maux faisant intervenir pêle mêle l'effacement total de l'intelligentsia, l'irrationalité rampante alliée au manque du sens critique et de la culture du raisonnable. Certes, on pourrait attribuer ce mal complexe à l'absence d'une société civile digne de ce nom, mais cela va bien au-delà; d'autres sociétés vivant dans un carcan sans commune mesure avec ce que vit l'Algérie ont su organiser une vie intellectuelle vibrante et une dose de pensée critique et rationnelle à différents niveaux.

Une explication satisfaisante de ce mal complexe le lierait sûrement à notre culture et notre passé de colonisé et au concept de «colonisabilité» de Malek Bennabi, renforcé par la culture du parti unique et du «zaimisme» hérité de cette époque, bref un joli projet de recherche socio-psycho-historique. Je me contenterais ici de dresser un constat de ce que j'appellerais pour faire court la culture de l'irrationnel. Je ferais en particulier ressortir comment la science brimée et n'ayant pas droit de cité dans notre pays malgré les apparences, alimentent ces tendances néfastes, alors qu'au contraire une reconnaissance institutionnelle et sociale forte de la science et de ses modes opératoires serait à même de subjuguer cette irrationalité endémique, et à terme d'y remédier. Elle constituerait un atout pour l'avenir de notre pays à même d'assurer sa pérennité qui n'est pas acquise.

Une bataille qu'il ne faut pas perdre

Ce mal comparé aux autres maux dont notre pays est affligé paraît à première vue dérisoire. Pourquoi nous soucier du dysfonctionnement de notre comportement rationnel alors que nous faisons face à de graves défis? Le fait, comme je m'attèlerais à montrer, que la classe intellectuelle soit devenue hors propos et rigoureusement absente de la vie publique, que le populisme crasse ai eu raison des élites, que la déraison soit notre standard mental, tout ceci à de graves conséquences quant au projet national et la capacité de notre pays à se projeter dans l'avenir. Les bouffonneries et autres infantilismes qui caractérisent trop souvent les discours publics de nos officiels

mais qu'ils assument sans complexe, embarrasseraient un élève du primaire. Même les empoignades répercutées sur les média sociaux participent à cette dégradation du niveau du débat chez nous. Un exemple typique est cette séance de pugilat oratoire entre cette députée FLN coiffeuse de formation et un professeur de médecine d'une inanité abyssale, qui ne saurait remplacer un débat de qualité qui ne peut-être qu'entre alter ego sur une base critique et raisonnée. Ajoutons à cela qu'une société supersitieuse et antirationnelle n'est pas équipée pour s'organiser de manière efficace et compétitive pour affronter les défis mortels du XXIème siècle.

Devrait-t-on aussi mentionner ce truisme que le capital intellectuel et technologique d'une société est le garant de son avenir. L'Allemagne en ruine après la 2ème Guerre Mondiale a su se redresser en un temps record grâce à son capital humain intact et ses compétences hors pair. Elle est toujours à l'avant-garde de l'Europe malgré qu'elle ait perdu deux guerres mondiales en un siècle. De même pour le Japon défait par les Etats Unis lors de la seconde guerre mondiale et qui fait preuve aujourd'hui d'une prospérité insolente. A contre courant, l'Egypte par contre, qui a commencé sa révolution industrielle et culturelle en même temps que le Japon de l'ère Meiji, n'a pas émergée ne serait-ce que même parmi les pays du Tiers Monde.

Si l'Algérie s'en sort et existe encore en tant que pays autonome dans le paysage politique du milieu du XXIème bien après l'après pétrole, il faudra qu'elle communique avec les valeurs universelles qui permettent aux sociétés de subsister et de se développer harmonieusement et où les vrais valeurs sont l'intelligence, la bonne gestion et les choix rationnels.

Une communauté scientifique ... frappée d'aphasie

Posons d'abord le problème de la rationalité de manière crue pour illustrer nos propos et posons la question de savoir quelle différence existe-t-il entre l'Algérie et des sociétés décalées comme celles du Golf? Nous nous complaisons à décrire notre pays comme était un peu une exception parmi les nations, son Etat forgé dans le feu de l'action révolutionnaire et dont le but était d'emblée d'établir un état moderne doté d'institutions respectables et pérennes en phase avec le progrès humain mondial. Nous pensons être à des années lumière de ces états princiers du Golf sans aucune profondeur historique ou tout leur savoir faire est d'origine étrangère, pratiquant une politique du tout mercantile et dont le nombre de scientifiques nationaux se compte sur le bout des doigts. Nous avons effectivement le plus fort taux d'alphabétisation universitaire du Tiers Monde grâce à une politique hardie de développement de ce secteur, et un maillage étroit du territoire national d'Universités et de Centres universitaires, ce qui constitue un achèvement remarquable en soi. Des cohortes d'étudiants sont sortis diplômés de l'Université Algérienne au fil des décennies, parmi lesquels on compte des dizaines de milliers d'étudiants et étudiants dans les diverses branches scientifiques constituées d'ingénieurs, de médecins, de physiciens, de biologistes et autres, tous porteur d'une culture universitaire et de modernité, même s'il reste beaucoup à dire concernant la qualité du produit final, mais ceci est un autre débat.

Ces états privés du Golf, par opposition aux états nations, apparus sur la scène mondiale au gré d'une bulle pétrolière, n'ont après tout pas de citoyens mais des sujets au sens littéral du terme. Et pourtant, il n'y a aucune différence significative entre notre société et celles du Golf quant au traitement de la science, ses valeurs et ses incidences sociétales; et si différence il y a, cela n'est probablement pas en notre faveur. Aussi une question qu'il est légitime de se poser est pourquoi tous ces diplômés de l'Université Algérienne n'ont pas fertilisés pour autant leur société par leur esprit

moderne et rationnel comme on aurait été en droit d'espérer. Quel impact ont-ils eu sur leur société et ses institutions? Certes les institutions étatiques sont largement réfractaires au changement surtout dans nos pays, mais qu'en est-il des institutions issues de la société civile?

Venons à l'essentiel de notre critique. Nous consommons de la technoscience mais nous ne soucions guère de la science en elle-même et la démarche qui l'accompagne. Il n'est aussi pas étonnant que les grands débats scientifiques, mêmes ceux à incidence sociétale, tels que ceux touchant au réchauffement climatique, aux OGM, au pétrole de schiste, à la procréation assistée, sont absents de la place publique. La part de lion des sujets traités dans les média tourne autour de faits divers, de sport et de colportage en boucle au milieu d'un discours langue de bois sur l'actualité politique et culturelle.

Secondairement, et ceci peut-être en grande partie attribué au manque d'institutions scientifiques crédibles sur la scène nationale, il n'y pas de voix parlant d'autorité sur toute question touchant à la science. Et si par hasard une telle question touchant la société surgissait sur la scène nationale, cela serait une cacophonie assurée d'experts mis à contribution sur fond de discours inaudibles et incompréhensibles pour le citoyen. Ce fut le cas notamment lors du séisme de Boumerdes en 2003. Nos institutions étatiques concernées, que ce soit le Ministère de l'Enseignement Supérieur, celui de l'Education, de la Santé, de l'Industrie, nos institutions de recherche, s'envelopperaient dans un mutisme étrange comme invoquant à mi-voix je ne sais quel devoir de réserve certainement mal placé. Même les quelques associations scientifiques professionnelles qui existent sont souvent aux abonnés absents dans de tels cas, ne semblant se soucier que des problèmes socioprofessionnels touchant leurs membres. De mémoire, aucun des centaines de conseils scientifiques qui peuplent nos Facultés universitaires n'ont produit un quelconque avis sur un problème proprement scientifique, se bornant à produire des décisions touchant à la pédagogie ou ayant trait à des promotions. Quant à une académie des sciences, sa création est parfois évoquée mais ne s'est jamais concrétisée. Ce manque criard d'expertise nationale fiable et de voix d'autorité permet à des pseudo-scientifiques ou des charlatans à se substituer à la communauté scientifique dans les médias et la vie publique.

Le printemps des charlatans

Que de doux divagateurs s'expriment dans certains média pour parler de science, réputer Einstein, défendre une théorie aberrante de leur cru, cela se passe dans toutes les sociétés mêmes les plus avancées, mais ils seront en général vite contredits et marginalisés. Mais que ces charlatans, comme c'est le cas chez nous, aient pignon sur roue dans les média et distillent leurs aberrations favorites sans qu'une quelconque instance scientifique ne réplique est symptomatique de cette absence de communauté scientifique digne de ce nom.

Nous prendrons quelques exemples récents pour illustrer nos propos. Le sempiternel Mr Science qui sévit si bien depuis ses prédictions alarmistes lors du séisme de Boumerdes à la suite de quoi il fut radié du CRAAG. Mr. Bonatiro puisqu'il faut le nommer, se prétend spécialiste d'un vaste spectre de disciplines allant de l'astrophysique, aux sciences de l'espace, à la sismologie, à la météorologie, et il discourt dans les média sur plus ou moins tout allant de la nouvelle lune, aux tsunamis, au béton armé, à la vague de chaleur à celle de froid, à l'exégèse coranique, soit donc un Pic de la Mirandole Algérien. Candidat malheureux aux élections présidentielles de 2009 et 2014, il proposait un programme tout axé sur la science «... revaloriser la science dans tous les aspects de la vie quotidienne et politique...» et notamment proposait de créer au niveau de chaque institution de l'Etat un Conseil Scientifique, de même qu'il promettait d'implémenter une semai-

ne «coranique» de six jours au lieu de sept... Vision puérile, ou fort démagogue, qui prêterait à sourire si notre candidat de la Science ne proposait pas cela le plus sérieusement du monde. Celui qui est présenté par certains comme l'enfant prodige de la science Algérienne est en fait l'auteur de théories aberrantes qu'il dissémine au fil des années dans les différents média, telle que celle qui relie les séismes avec les phases de la Lune (et notamment éclipses) alors qu'un enfant du cycle moyen peut appréhender que des phénomènes d'ombre n'ont aucune incidence sur l'effet de la gravité. En plus de sa relation très spéciale avec l'Astrologie, Mr.Bonatiro produit chaque Ramadhan des éphémérides lunaires grossièrement erronées qui sont à la base d'une polémique insane ou les astronomes apparaissent comme ne s'accordant pas entre eux, ce qui écorne sérieusement l'image de la science chez le grand public et la crédibilité des scientifiques en général. Ceci est documenté avec force détails dans le document ici. N'y a-t-il pas une crise de crédibilité sérieuse envers la science lorsqu'un tel personnage marginalisé par la communauté scientifique devient la référence pour nombre de média pour tout ce qui touche la science?

Passons au deuxième exemple: un étrange colloque ouvert au public qui se déroula il y a quelques semaines au Centre Culturel de Hussein Dey à Alger à grand coup de publicité notamment dans le journal arabophone El-Chourouk. L'objet du colloque mis en grand titre dans le journal était de démontrer entre autres que la théorie du Big-bang était fautive. Les intervenants, un exorciste professionnel qui a défrayé la chronique récemment (A.Belahmar), un cuisinier à la retraite et autodidacte (Y.Messaoudène), et pour couvrir le tout, un physicien Français spécialiste reconnu des neutrinos (F. Vannucci) travaillant au prestigieux laboratoire du CERN en Suisse. Etrange concoction de savoirs plutôt divergents. Le personnage central du séminaire semble être notre autodidacte qui dans une intervention sur «Les Neutrinos, Messagers du Monde de l'Invisible» jongle avec le nombre de dimensions physiques et sur des registres plutôt dissemblables. On apprend ainsi que «*Le monde invisible ou ces neutrinos se déplacent est le monde des djinns et anges avec lesquels les médiums, exorcistes, médiums, cartomanciens, voyants... peuvent communiquer*». Et puis cette autre pépite: «*Les djinns rapportent l'information du passé utilisant les fluctuations de l'espace temps dans les dimensions cachées*». Les neutrinos qui se déplacent à la vitesse de la lumière seraient donc ces djinns ce qui confère à ces derniers leur prodigieuse agilité bien connu. Le problème est que, comme il l'a reconnu lui-même à l'auteur de ces lignes lors d'un passage à Constantine, il n'a suivi aucune formation universitaire et il ne connaît pas les mathématiques au-delà de l'arithmétique, et que donc toutes ses informations, il les a glanées de la lecture de livres de culture générale et de son intuition. Signalons au lecteur que les neutrinos sont des particules élémentaires dont la description théorique nécessite une bonne dose de théorie quantique des champs, sujet qui n'est enseigné qu'aux étudiants de spécialité de physique théorique! Ajouter à tout cela que notre autodidacte remet en cause la mécanique quantique qui comme chaque physicien sait, est le soubassement de la physique moderne, et se gausse de la Relativité Générale d'Einstein. Rien de moins. Que de gens veuillent exposer leurs théories dissonantes entre eux ne pose pas de problème en soi, mais que l'on convoque le grand public pour cela dans un centre culturel étatique à grand renfort de publicité et sans débat contradictoire pose problème. Mais le plus grand problème est certainement ce manque total de réaction tant des autorités officielles que de la société civile et surtout de la communauté scientifique devant ce spectacle affligeant ou la science est dévoyée par des personnes qui parlent en public de choses dont ils n'ont mêmes pas acquis les rudiments.

Suite en page 10

La culture de l'irrationnel ou le printemps des charlatans

Suite de la page 09

Notons cette symbiose d'esprit où Mr. Messaoudène parle généreusement de son confrère Belahmar, décrit dans les médias comme le plus grand exorciste Algérien, en ces termes: «Dans l'absolu, cet homme peut nous aider dans la recherche de la physique théorique et la physique quantique». Et notre physicien du CERN, quel rôle a-t-il tenu dans tout cela? François Vannucci a sans nul doute été utilisé comme faire valoir dans ce séminaire.

Du dentifrice à poudre de Miswak ... à la négation de l'Atterrissage d'hommes sur la Lune

Caractéristique des sociétés décalées, la forte influence des superstitions et de la pensée magique sur les esprits. Nous avons analysé cet état de fait dans des articles précédents, et nous voudrions ici relater quelques exemples illustratifs de plus. Commençons par le fameux dentifrice «Miswak halal» qui prétend avoir une efficacité bien supérieure à celle du dentifrice «non halal» de par l'incorporation d'extrait de miswak lui conférant des propriétés astringente, anti bactériale, aidant à combattre la carie dentaire, l'élimination des plaques dentaires, la maladie parodontale et autres vertus. Il y a deux possibilités, ou bien ceci est lié à un effet physiologique ou biochimique d'une substance contenue dans le siwak qu'il s'agirait d'étudier et d'exploiter, ou bien c'est un effet «Tabarrouk» de par la provenance de ces arbustes des Lieux Saints d'où sont découpés les bâtons de siwak. Dans ce dernier cas, une étude statistique proprement menée devrait faire apparaître cet effet; il suffirait de faire séjourner n'importe quel dentifrice ordinaire là-bas et de le rapatrier pour obtenir le même effet. Mais avant tout, pour évaluer son efficacité, il s'agirait de le tester dans des conditions contrôlées par rapport aux dentifrices d'une même formule mais sans extrait de miswak.

Mêmes remarques concernant la pratique de la Hijama (La ventouse) où là encore personne parmi nos pharmaciens et autres praticiens dont beaucoup vantent les vertus de cette médecine traditionnelle, ne semble avoir songé à l'étudier scientifiquement (sous conditions contrôlées et en double aveugle notamment). N'est ce pas pourtant un réflexe naturel pour tout scientifique que de rechercher les causes d'effets sortant de l'ordinaire, et surtout de publier les résultats dans des revues à comité de lecture? Il y a en fait toute une panoplie d'effets supposés, inspirés parfois de simples incidents dans la vie du Prophète et interprétés littéralement, qui sont érigés en vérités scientifiques. Dans tous les cas, ne pas en rechercher les relations causales est un grave manquement de l'esprit voire de l'éthique scientifique.

Que dire aussi du fait qu'une bonne partie des jeunes Algériens, et en fait aussi ceux des autres pays arabes, ne croient pas en l'atterrissage sur la Lune d'astronautes lors de la fameuse mission d'Apollo 11 invoquant plutôt une conspiration Hollywoodienne? Ainsi, une épopée majeure du XXème siècle qui constitue peut-être l'événement le plus important de ces derniers siècles n'est pas reconnu comme tel. Le pire est qu'ils se contentent de présenter des contre arguments faussement scientifiques glanés sur des sites et que tout physicien sérieux est à même de réfuter. Ceci est un cas idoine où l'on ignore superbement la science en général mais qu'on invoque lorsque que cela arrange, quitte à en faire un mauvais emploi.

Tout cela sans nul doute procède d'un déficit scientifique et en particulier d'une crédulité incompatible avec notre époque ainsi que d'une incapacité chro-

nique à évaluer rationnellement faits et situations.

L'ADE ou l'attrape-nigaud absolu

Et la nouvelle tomba un certain 23 avril 2013, inattendue pour tous les naïfs dépourvus d'un iota de culture scientifique. Ce jour là, le britannique James McCormick, l'inventeur de l'Advanced Devise Detector ou ADE fut condamné à 10 ans de prison pour avoir commercialisé de par le Monde de faux détecteurs d'explosifs engrenant par là même des profits obscènes. Il s'avérait en effet que ces détecteurs n'étaient qu'un simple assemblage hétéroclite de pièces sans relation entre elles et sans aucune capacité de détection de quoique ce soit. Quelle relation a tout cela avec le présent article? Il se trouve que c'est le même sorte d'appareil tenu au poing du bout des bras par nos policiers, gendarmes et douaniers à ces centaines de barrages mobiles et fixes à travers le territoire national jusqu'à ce jour!

En fait, cette arnaque illustre parfaitement nos propos quant à l'analphabétisme scientifique de notre pays et l'indifférence totale de nos institutions pour tout ce qui touche la science. Mais avant d'approfondir ses implications, parlons un peu plus de ce prodigieux détecteur. D'après son constructeur, l'ADE est conçu «pour détecter la moindre trace d'explosifs, de drogues, d'ivoire de contrebande, de truffes, de cadavres et même les billets de banque», et fonctionnerait jusqu'à une distance de 700 mètres, et même sous terre, sous l'eau ou dans les airs. Notons que chaque unité se vendait au prix catalogue de 60.000 dollars alors que ses différentes composantes, comme il s'avéra par la suite, ne coûtaient pas plus que six dollars!

Au-delà des commissions techniques, de marché, de contrôle qui aurait dû réaliser que c'était une fraude flagrante vu que dès l'année 2009, la presse à l'étranger s'était emparée du sujet et que ces détecteurs furent même interdits à l'exportation en 2010 en Grande Bretagne. Déjà en 2008 le fameux démystificateur américain James Randi avait offert une somme d'un million de dollars pour toute personne en mesure de prouver une efficacité quelconque à l'ADE, le décrivant comme «un dispositif de charlatan qui n'a aucune fonction autre que de séparer les personnes naïves de leur argent». Cet appareil décrit par les juges d'«immoral», joue sur la psychologie de l'utilisateur. Le pivotement de l'antenne, qui techniquement parlant n'en est pas une vu qu'elle n'est liée à aucun émetteur, est du au mouvement inconscient de la poignée de l'opérateur (Effet psychologique bien connu appelé effet idéomoteur en psychologie).

En fait, le Fennec produit localement sous licence en Algérie, est un détecteur dérivé du GT2200 produit par Global Technology et dont son fondateur, Gary Bolton, fut condamné lui aussi en août dernier à Londres à sept ans de prison ferme pour escroquerie après avoir gagné quelque 50 millions d'euros pour ses ventes. Cet appareil, alimenté uniquement par l'électricité statique de l'utilisateur et qui ne possède aucune composante électronique, avait été décrit par l'expert en explosifs Sidney Alford après inspection comme «un boîtier en plastique vide». Des milliers en ont été vendus en Irak pour plusieurs dizaines de millions de dollars, qui ont été responsables de la mort de plusieurs centaines de personnes au bas mot lorsque des voitures bourrées d'explosifs passèrent plusieurs barrages «gardées» par ces pseudo détecteurs pour ravager ensuite des quartiers entiers.

Comment quelque un an après ces jugements pour fraude fortement médiatisés et les multiples preuves de son absolue inefficacité sommes nous toujours à l'utiliser en Algérie et qu'aucune commission d'enquête ne soit mise en œuvre pour étudier le dossier? La réponse tient sans nul doute de notre analphabétisme scientifique! Il était clair à toute personne douée d'un modicum de connais-

ces scientifiques et sans même ouvrir l'appareil qu'il viole beaucoup de lois de la physique. Mais même armé d'un peu de bon sens, comment peut-on imaginer qu'un appareil puisse en quelques secondes et à distance détecter tout ce spectre de substances disparates (Quelques 74 substances chimiques différentes à la fois d'après le site du fabricant) alors que nos labos d'analyse demandent des prélèvements sur lesquels seront effectués de délicates et coûteuses analyse physico-chimiques avec maints réactifs et pour un nombre limité de substances? Si cet appareil idéal existait, pourquoi ne l'utiliserait-t-on pas dans nos cliniques d'analyse médicales ou mieux encore dans les laboratoires de nos départements de physique, chimie, biologie, au lieu de ces sondes, ces appareils à résonance nucléaire magnétique, et autres appareillages de pointe importés à coup de milliards et sur lesquels nos étudiants passent des années à préparer leur thèses? Cinq secondes ou deux ans d'analyse, pourquoi torturons nous nos étudiants faisant des thèses expérimentales?

Présentons maintenant quelques objections scientifiques à la portée de quiconque possède un niveau scientifique de fin du cycle secondaire. Si c'était l'antenne le principe actif du détecteur, cela fonctionnerait selon les lois de l'électromagnétisme, et elle devrait comme un radar, produire des ondes et détecter leur retour, ce qu'elle ne peut faire puisqu'elle n'est liée à aucun émetteur en plus de la prétention du fabricant qui l'appareil trouve sa «cible» même si enfouie «à travers le métal, le bois, l'eau, le plomb», ce que même le radar le plus sophistiqué ne pourrait évidemment faire. L'«antenne» n'est donc finalement qu'un vulgaire fil de fer extensible sur pivot. Si le principe actif, comme semble mentionner la notice d'usage, était une sorte de détecteur chimique, encore faudrait-il qu'il possède d'un tube ou un orifice quelconque pour récolter un peu de substance suspecte (Des molécules de nitrate ou autres dérivés pour le TNT, ou les émanations «nitrates» des bébés en couche qui d'après les opérateurs provoquent des faux positifs...), ce qu'il ne possède point. Si c'était un détecteur massique, il faudrait que la substance suspecte passe à travers un faisceau de rayons X (Comme les scanners dans les aéroports) ou un détecteur de métal (Basée sur l'induction magnétique comme pour les appareils anti-mines). Il resterait à expliquer comment l'antenne ayant eu vent de la présence d'une substance recherchée se dirigerait derechef vers la source de ladite substance sans aucun moteur sauf la prétendue énergie statique de l'opérateur. Détecter chimiquement la présence d'une substance est une chose, la localiser dans l'espace à plusieurs dizaines de mètres voire de centaines de mètres relève d'un miracle technologique. Il est clair que ces détecteurs d'explosifs supposent trop de miracles technologiques en plus de n'opérer sur la base d'aucun principe physique ou chimique connu. Sa seule source de fonctionnement serait bien la naïveté et l'ignorance de ses acheteurs.

La culture du : tu ne reconnaîtras jamais tes torts

Comment faire pour qu'un objet aussi inutile que ce faux détecteur d'explosif soit retiré de la circulation?

Une réaction rationnelle aurait été de reconnaître que l'on s'est fait arnaquer, d'en tirer les leçons appropriées pour ne pas répéter la faute, et de passer à autre chose. Mais malheureusement, on fait comme si on avait rien vu ni rien entendu et on continue comme si rien ne s'était passé. Et pourtant dit l'adage «Celui qui n'apprend pas de ses erreurs est condamné à les répéter». Or ceci est la même raison qui fait que l'on se trompe quasiment chaque année sur la date du début et de la fin du mois de Ramadhan sur la base d'un croissant prétendu observé

alors qu'astronomiquement invisible. Cette contradiction à un fait cosmique aussi simple que la position d'un astre en dessous ou au dessus de l'horizon et sur la base duquel des millions de fidèles vont jeuner ou célébrer l'Aïd ne semble déranger aucune instance officielle. A posteriori, personne ne songe à revoir des décisions qui engagent toute la nation même si entachée d'erreur manifeste. Reconnaître que l'on se soit trompé et que le croissant annoncé par le Comité National des Croissants Lunaires comme vu était de fait invisible est impensable et serait vécu comme un suicide institutionnel, aussi préfère-t-on faire dans le déni. Il faut dans une logique dévoyée, sauver à tout prix les apparences... même si au prix de la vérité. Or il y a pourtant une véritable catharsis dans l'acte de faire son mea-culpa. Loin de se décrédibiliser, c'est un acte moral et pédagogique fondamental qui permet de corriger ses erreurs, sauvegarder l'estime de soi et d'avancer sereinement vers l'avenir. Imaginer un enfant que l'on ne gronderait jamais et que quant bien même il ferait des erreurs dans ses devoirs de math par exemple, on ne les corrigerait pas parce que cela toucherait son amour propre et sa confiance en soi. Vous en feriez sans nul doute un impotent, et parfois même un monstre. C'est un peu ce qui se passe au niveau de nos sociétés. Nous ne nous trompons jamais et si erreur il y a, on passe l'éponge et surtout on ne reconnaît rien.

Sur un chapitre similaire, la liste des faux Moudjahidines de l'après indépendance est-elle vraie ou fausse? Qui sont les responsables de l'assassinat de Krim Belkacem, de Medeghri, de Boudiaf? On ne le saura peut-être jamais. Il y a en effet autant de versions que celles contraires et le vrai s'entremêle allègrement avec le faux de sorte que nous, simples citoyens, n'avons pas la capacité de trancher. La vérité existe quelque part certes, mais elle nous est hors de portée. Nous vivons dans un flou permanent avec notre incapacité de juger car aucune de nos commissions vérité n'aura l'indépendance et l'autorité suffisante pour nous apporter la vérité, toute la vérité, rien que la vérité. D'un autre côté, la société rend bien la monnaie de la pièce: nous doutons de tous et ne faisons confiance à aucune institution.

Dans le langage de l'industrie automobile, cela correspondrait à ne jamais entreprendre de «recall» ou rappel des voitures ayant des pièces défectueuses. Or la pratique du «recall» fait partie d'une stratégie économique vitale en ce qu'elle permet d'assurer la confiance du client. Ainsi, que Toyota par exemple décide tout récemment de rappeler six millions de voitures en circulation pour modification de tel joint n'est pas un acte gratuit d'auto flagellation mais bien une nécessité économique ainsi qu'un impératif éthique. Qu'elle le fasse pour l'une ou l'autre raison n'importe peu, libre à chacun de croire ce que bon lui semble quant aux motivations profondes d'un «recall». Le fait est là, la compagnie qui la pratique est gagnante à long terme, même si elle semble perdre beaucoup d'argent à court terme à chacune de ces opérations.

Pour une société, l'impératif moral est encore plus fondamental. L'Islam dont notre société est imbu de ses principes moraux, a fait de la recherche de la vérité, de sa proclamation et de sa défense un impératif moral supérieur. Dissimuler la vérité autant que se voiler la face est une perversion autant qu'elle constitue une stratégie civilisationnelle perdante. Trop souvent, nous ne voulons pas tirer les conséquences de nos actions car elles sont dérangeantes, et comme des enfants gâtés, nous ne supportons pas l'embarras. Cette règle de ne jamais avoir tort, ou du moins de ne jamais reconnaître publiquement ses erreurs, encourage lorsqu'appliquée au niveau des affaires de l'état, la culture du secret et de l'impunité qui sont les fléaux de nos sociétés et aux antipodes de la bonne gouvernance.

En conclusion, nous dirons que l'irrationnel qui habite notre société et notre adhésion toute hypocrite à la science est un danger qui hypothèque notre avenir. Nous avons raté le rendez-vous avec la rationalité du XXème, gare à nous si nous récidivons pour ce siècle.

J. M.

* Professeur de Physique, Université de Constantine-I
Vice Président de l'Union Arabe d'Astronomie et des Sciences de l'Espace (AUASS)

Pas d'état de grâce pour Bouteflika



Par Abed Charef

Le quatrième mandat ne pouvait être engagé dans de pires conditions. Les résultats définitifs de l'élection du 17 avril n'étaient pas encore publiés, que l'Algérie replongeait dans la triptyque qui symbolise le mieux son quotidien depuis de longues années: terrorisme, répression, mauvaise gouvernance. Avec l'attentat de Tizi-Ouzou, la répression enregistrée le 20 avril, et le rachat de 51% d'Orascom par l'Etat algérien, le pays abandonne la fiction électorale pour retrouver un terrain connu. Pénible, tragique, mais connu.

Le rachat d'Orascom d'abord. Les négociations ont été longues, laborieuses. Pourquoi l'Etat algérien voulait-il à tout prix racheter Orascom ? Mystère. Pourquoi s'est-il acharné à le faire, augmentant d'autant la facture ? Pourquoi le gouvernement voulait-il à tout prix que l'opération coïncide avec l'élection présidentielle ? Sans verser dans un populisme qui exigerait que les détails de la négociation soient connus, on ne peut occulter une autre réalité : l'Algérie a racheté au prix fort une entreprise qu'elle a favorisée de manière éhontée pendant des années, lui permettant d'acquiescer une valeur insoupçonnée.

Que gagne l'Algérie dans cette opération ?

On ne le saura pas. D'abord à cause de l'absence d'analyses contradictoires sur la question. Ensuite, à cause du manque d'expertise. Les acteurs algériens de la transaction peuvent difficilement être considérés comme des experts, du moment qu'ils avaient pour mandat de faire aboutir une opération sans en vérifier le fondement. Ils devaient acheter, quelles que soient les conditions. Ils n'avaient pas mandat de discuter de l'opportunité de l'achat, ni de décider si c'était le meilleur choix à faire. A l'inverse, on sait qu'il y a un grand gagnant dans cette affaire, le groupe Cevital, qui non seulement se retrouve avec un pactole de près de 170 millions de dollars, qui lui permet de se lancer dans de grandes opérations à l'international, mais garde le droit de revenir dans Orascom dans cinq ans, au même prix.

MAUVAISE GOUVERNANCE

La mauvaise gouvernance, côté Etat algérien, n'a plus besoin d'être prouvée. Elle est visible au quotidien. Elle était palpable dimanche dernier, quand une manifestation traditionnelle du 20 avril à Tizi-Ouzou s'est transformée en un symbole de la répression, grâce aux images diffusées sur Internet. Même l'ancien officier du DRS Chafik Mesbah avoue ne plus rien comprendre. Il ne peut pas admettre que ce soit le résultat d'une politique délibérée du patron de la police, le général Hamel, donc du pouvoir, ce qui contraindrait M. Mesbah à amplifier cette autre évidence, le déficit de gouvernance qui touche désormais tous les secteurs

Le président Abdelaziz Bouteflika replonge dans les dossiers traditionnels : terrorisme, gouvernance, répression.

en Algérie. Y compris la sécurité. Et quand il s'agit de sécurité, le déficit de gestion se transforme en drame. C'était précisément le cas à Iboudrarène, près de Tizi-Ouzou. Selon Chafik Mesbah, il y a clairement faute, et cela relève de la justice militaire. Les responsables de bévues aussi coûteuses (l'attentat a fait onze morts et cinq blessés dans les rangs de l'armée) doivent être traduits en justice, dit-il, mettant le doigt là où ça fait mal : la compétence de l'armée et des services de sécurité dans la lutte antiterroriste a toujours été considérée comme un tabou. Les hommes chargés de faire le boulot le font de manière quasi parfaite, il ne faut surtout pas jeter l'huile sur le feu, ni évoquer leurs lacunes, car cela pourrait atteindre le moral des troupes, avait-on coutume d'entendre. Chafik Mesbah déroge à cette règle. Avec quinze ans de décalage, il pose les questions gênantes, occultées quand des centaines de personnes étaient assassinées à Benthalha ou Relizane sans que des unités, parfois proches, n'interviennent : l'armée fait-elle son boulot ? Les services de sécurité du célèbre Toufik Mediène ont-ils été défaillants dans l'attaque de Tiguentourine ?

RENVERSANT

Et voilà donc, en quelques jours, une situation complètement retournée. Au lieu d'un

président à qui les Algériens auraient renouvelé leur confiance, et qui aurait du avoir droit à une période d'état de grâce, l'Algérie se retrouve avec un président mis en accusation avant même d'avoir entamé son quatrième mandat. Il est, d'une manière ou d'une autre, accusé de défaillances graves en matière de gestion, de sécurité, tout comme il est le symbole d'un pouvoir fondamentalement répressif.

Le président Bouteflika aurait certainement souhaité meilleure manière d'entamer son quatrième mandat. Mais l'état de l'Algérie ne le permet pas. La méthode utilisée pour obtenir ce mandat ne le permettait pas non plus. L'Algérie est désormais conditionnée pour autre chose. Elle ne peut plus produire du raisonné, du raisonnable, du rationnel. Espérer en tirer des décisions sages, pondérées, positives, relève désormais de la fiction. Et c'est pour cela que ces initiatives pour discuter et tenter d'organiser une transition apparaissent comme quelque chose de totalement déplacé ; comme un nouveau miracle, dans une Algérie qui paraissait incapable de mener une action tout à fait banale. Peut-être faudrait-il alors admettre que c'est précisément quand tout est fermé, quand tous les horizons sont bouchés, c'est précisément à ce moment-là qu'il faut demander l'impossible.

Absurde ou l'art d'être sourd !



Par Yazid Haddar

« Je tire de l'absurde, a écrit Camus, trois conséquences, qui sont : ma révolte, ma liberté, ma passion. Par le seul jeu de ma conscience, je transforme en règle de vie ce qui était invitation à la mort et je refuse le suicide ». Si l'absurdité était le thème central de l'œuvre de Camus, on le comprend mieux maintenant ! Car, l'absurdité serait à l'abandon en Algérie ! La preuve les dernières élections, le mot qui m'est venu juste après l'annonce des résultats: c'était l'absurde. L'absurde se définit par ce qui est contraire et échappe à toute logique qui ne respecte pas les règles de la logique. Ainsi, l'absurde c'est avant tout un degré de comique très élevé. Il signifie ce qui n'est pas en harmonie avec quelque chose, par exemple, une conduite absurde est un comportement anormal, un raisonnement absurde est un raisonnement complètement illogique. Je n'arrive pas à saisir le monde de la pensée du pouvoir en place et ses logiques internes dans lesquelles il vit. Cette incompréhension n'émane pas d'une impuissance de la réflexion, mais plus d'une incapacité de saisir l'absence de la logique républicaine dans leur projet politique. De plus, cette volonté de clouer toutes les institutions de l'Etat, qui sont otages d'une logique obscure, et de mettre tout l'avenir de la nation en danger, sont désormais lourds de conséquence pour la stabilité du pays.

Le peuple a adopté « la logique de l'absurdité », qui s'est manifestée par son désintéressement aux dernières élections. Cependant, les raisons « d'abnégation » sont

à foisons, or la plus absurde est ce sentiments d'abattement, cette adynamie de défendre, ainsi, cette logique c'est exprime par ces raisonnements : « de toute façon rien ne vas changer », « c'est mieux comme ça que d'avoir l'anarchie ! », etc. Le peuple, qui a aspiré à réapproprier sa citoyenneté et de s'affranchir de son assujettissement, se voit prisonnier de la logique « assommante », qui dissimule le dynamisme émergent ! Le processus de maturation est-il en cours ? Allions-nous vers une convergence d'actions citoyenne, après avoir une convergence d'opinion d'analyse de la situation du pays ?

Les différentes fractions du pouvoir actuel s'enfoncent dans leur absurdité, en usant encore une fois des thèmes du nationalisme et du patriotisme creux, qu'eux-mêmes n'y croient pas. Ils bouchent leurs oreilles et ferment leurs yeux, comme si rien ne s'est pas passé ! A ce propos tout a été exprimé par des analyses, des études et des réflexions de nos spécialistes de tous domaines confondus, mais le ou les principaux concernés font fi de ces alertes de la dangerosité qui guète la nation. Cependant, les pistes de travail pour sortir de la crise et afin de construire un pays démocratique et républicains et d'assurer un avenir serein aux citoyens avénirs, ont été proposés a mainte reprise, mais « le pouvoir algérien » a l'art d'être sourd et muet quand il s'agit du changer la logique de percevoir, d'agir et de construire un projet de société. Cette volonté émane-t-elle d'une logique de conservation, d'une logique de destruction (la haine de soi) ou d'une absence de toute logique ! L'Histoire est impardonnable avec les échecs des Hommes, c'est à eux d'exercer leur examen de conscience, afin de la (Histoire) ressaisir avant la fin, car tout un début a forcément une fin ! A bon entendre, salut !

Le message des pauvres !

Par Abdellatif Bousenane *



Quel est le message que ces populations ont voulu passé ce jour là ? Je pense que ce message porte en lui deux nouvelles, une bonne et une mauvaise ! Commencant par la mauvaise nouvelle. Ce vote massif par des populations qui souffrent le plus dans notre pays, au bénéfice du président sortant, contient un message très politique au sens propre du terme. Le "petit peuple" a voté pour une personne, Bouteflika. Paradoxalement, Cette attachement des pauvres à leurs président, et très significatif d'une perception du peuple qui reste toujours négatif envers la représentation du pouvoir politique. On se souvient tous lors de la finale de la coupe d'Algérie du 2005 comment les jeunes des quartiers défavorisés de la capitale scandaient des slogans très hostiles au gouvernement en épargnant explicitement Bouteflika " HACHA BOUTEFLIKA ". Malgré qu'il y a 9 années qui nous sépare de cet événement, personne ne peut nier ou minimiser cet attachement d'une grande partie du peuple au président de la république seulement et non pas au pouvoir politique. Ce message , les décideurs l'ont anticipé, ce qui explique le consensus au sein du la classe dirigeante sur la candidature de Bouteflika . Le deuxième paradoxe, se résume dans le fait que les classes les plus défavorisées votent massivement pour l'homme qui incarnait la droite du Boumedienisme, ou l'aile libérale du FLN.

Néanmoins, notre président, ne doit pas se réjouir de ça, au contraire, le plus grand danger et le plus grand point faible du Bouteflikisme se présente dans l'incapacité à nouer une plus grande confiance entre le peuple et les institutions de l'état. Car l'homme est mortel et Bouteflika est un homme. Mais on ne sait jamais qui va mourir avant l'autre, la question de la mort est tellement mystérieuse. Plus sérieusement, certes la réforme de la constitution est importante mais

cette question de la confiance constitue, à mon sens, la première des priorités du prochain quinquennat. Instaurer la confiance entre le peuple et les institutions de l'état. Cela peut se faire par l'envoi des signaux très forts envers ces populations, par le renouvellement progressif des cadres dirigeants, en choisissant les plus compétents, les plus jeunes et les plus intègres. Je sais ! C'est trop simpliste et idéaliste, mais, franchement, ça reste plausible. Dans n'importe quelle organisation ou société, la qualité des hommes est primordiale. Inspirant nous des grandes multinationales capitalistes qui choisissent ses dirigeants parmi la crème, pas seulement de la population où elles sont installées mais la crème de la population mondiale. L'état aussi peut avoir cet esprit capitaliste dans le bon sens du terme. Parmi les signaux forts que le président peut, éventuellement, envoyer à son peuple, il y a aussi l'accélération de la réforme de la justice pour qu'on puisse ajuster un véritable état de droit où tous les citoyens sont égaux devant la loi. Donner plus d'indépendance au juge, plus de moyens humains et matériels à l'institution judiciaire, peut effectivement, constituer un signal très positif envers le peuple.

La deuxième nouvelle qui contient ce message du peuple dominé, la bonne en l'occurrence, c'est le fait qu'ils ont voté massivement pour la paix et la stabilité. Beaucoup de gens parlent du volet social de ce vote. Ce n'est pas péjoratif ni même méprisant d'ailleurs, le fait de dire que les retombées de la politique sociale mené par l'état en matière de logement sociale, emploi de jeune...etc. à participer dans l'orientation de ces populations vers ce choix. Dans cette perspective, il existe une forte corrélation entre la baisse du chômage et la réélection des gouvernements et majorités en place dans, pratiquement, la plus part des pays du monde. Toutes les études sérieuses le démontrent, au moins en Europe. L'entourage du président français F. Hollande, à titre d'exemple, évoque la non candidature de ce dernier si le chômage ne baisse pas d'ici 2017. Par conséquent, si on suit cette logique, le vote des pauvres chez nous confirme les chiffres de l'ONS

Parmi les chiffres publiés par la presse nationale indépendante, plutôt hostile au président en place, au lendemain des élections présidentielles du 17 avril passé qui ont particulièrement attiré mon attention : les taux de participation plus élevés dans les quartiers populaires que la moyenne.

sur la tendance baissière du chômage depuis une décennie. Mais cela ne représente pas, à mon avis, la vraie logique de ce vote massif.

Car, la vraie bonne nouvelle c'est que ces populations ont très bien compris que les moindres secousses ou dérapages c'est eux les premiers à en payer les frais. Pour la simple et bonne raison que les autres classes aisées ou/et dominantes sont très bien protégées. Cela révèle la grande maturité que ces populations pauvres ont acquise pendant des années. On peut noter, également, que le discours le plus violent, qui détient une sémantique de la " FITNA " vient, en générale, curieusement des classes les plus favorisées.

Cet indicateur est très significatif dans le sens où ces populations ont pris leurs responsabilités pour exprimer leurs refus, au moins, d'une situation de blocage ou d'une autre catastrophe, au pire. C'est une réponse très claire aux médias, intellectuels et quelques cercles douteux qui ont déjà appelé aux révoltes des populations contres leurs gouverneurs, puis quand ça a tourné très mal, se sont tus d'une manière scandaleuse. L'exemple libyen est dans toutes les têtes. Nous avons vu comment on a détruit un état par des avions et des missiles et puis rien ! On n'en parle même pas. Silence absolue et criminel des ces mêmes médias et responsables de ce KO. Qui peut aujourd'hui, parmi ces droits de l'homme, journalistes et homme politiques, aller sauver le peuple libyen de sa souffrance ? Et bien, personne !

* Docteur en sociologie politique

Les pro-quelqu'un et les anti-tout

En fin de compte, le 17 avril les Algériens ont voté, malgré tout le climat de psychose qui régnait et qu'on a voulu qu'il y soit, malgré la peur qu'on a installée à travers des discours sanguinolents.

Par Bachir Ben Nadji

Le 17 avril a été une journée normale, un jeudi comme tant d'autres dans la vie des algériens, certes une journée de vote, mais rien d'anormal. Dans toutes les wilayas du pays, les gens se sont rendus aux urnes, d'autres ont vaqué à leurs occupations, d'autres ont dormi, d'autres ont rempli les cafés et d'autres sont restés à l'écoute du reste.

Dans quelques localités des wilayas de Bouira, Tizi Ouzou et Bejaïa, il a été enregistré des incidents, pour les uns mineurs, pour les autres majeurs, ont été contenus par les services de l'Etat, chargés de l'ordre et de la sécurité. Des blessés, des arrestations, des dégâts, mais en fin de compte tout est rentré dans l'ordre, même si les gens ont été contrariés et leurs agendas perturbés. Des jeunes ont, je ne sais qu'est ce qui les a pris, cassé et brûlé des urnes, entravé l'opération vote, on ne sait pour quel motif ou quel objectif.

Sinon rien de spécial en ce 17 avril, date de la présidentielle en Algérie. Sinon que le vote a eu lieu et que la parole du peuple a été le seul juge, le seul qui fait le choix de ce qui lui semble bon, peut importe s'il est dans l'erreur.

51,7 pour cent du corps électoral s'est exprimé lors de ce scrutin normal alors que certains ont tout fait pour le faire paraître « dangereux ». Certes, le scrutin était décisif, mais pas risqué, et sur ce plan, il est passé comme un timbre à la poste. Le 18 et même la soirée du 17 avril, des scènes de liesse ont marqué l'évènement politique le plus important de la vie d'une nation.

Rien qu'à voir comment la presse nationale a présenté la chose depuis près de six mois, comme si la terre allait s'arrêter de tourner le 17 avril 2014 en Algérie. La présidentielle a été montrée sous toutes ses coutures et les gens ont commencé à imaginer ce jour comme le plus dur de la vie de la nation. On en était ni aux candidatures, ni aux préparatifs que les tambours ont commencé à résonner sans raisonner. Et chaque jour passé, était un jour gagné, jusqu'aux dépôts de candidatures par les personnalités ayant fait part de leurs intentions de briguer la haute magistrature. Il y eut une belle course pendant cette période, jusqu'à ce que le Conseil constitutionnel tranche sur les six candidats qui devaient jouer les premiers rôles lors de la campagne électorale.

Toutefois, cette période a été marquée par une position anti démocratique, oui anti démocratique, celle qui a fait que des gens, descendus de je ne sais où, décident de s'opposer à un candidat par rapport à d'autres. Et là beaucoup de gens n'ont rien compris, et moi avec eux. Etre démocrate veut dire accepter les autres et vice versa, mais là ce n'était pas le cas.

La roue infernale a commen-

cé à tourner et des gens quasiment « inconnus » sont apparus sur la scène politique en organisant des sit-in de refus d'un seul candidat. La mobilisation a été prompte et on a ratissé large pour imposer son existence, au point de barrer la route à la tenue de réunions électorales, et à faire subir des dégâts matériels graves aux structures de l'Etat et du citoyen, on a incendié et pillé une Maison de la culture. Est-ce ça la démocratie ?, est ce à travers pareils comportements que l'on peut devenir crédible ?

Hé bien non et les électeurs ont démenti et enterré toutes les thèses de celles et de ceux qui ont promis au peuple algérien, feu et sang, marches (arrières) pacifiques pour dénoncer la fraude et autres actions « démocratiques » pour faire « tomber » et le pouvoir et le régime.

Au fait, je voudrais bien savoir si fraude il y a eu lors de cette élection, y a-t-il eu bourrages des urnes ou autre entorse. A ce que je sache, rien de tout cela, sauf que les instances concernées ont été destinataires de quelques cas, et là, je suis loin de savoir de quoi il en retourne. Aux dernières nouvelles, les recours ont tous été déboutés par le Conseil constitutionnel qui a donné ses résultats définitifs de la présidentielle, et le tour est joué, « bye bye Wheelus » comme dirait l'autre, les dés sont déjà jetés et les colombes ont pris leur envol.

Déjà près d'une semaine nous sépare de la date du scrutin, et rien n'a été enregistré, sauf des déclarations des boycotteurs et de quelques candidats malheureux, lesquelles pour les uns s'attribuent l'absentéisme des électeurs aux urnes, et pour les autres on parle de nouveau cadre ou nouvel espace de lutte et de combat (il leur faut en réalité une arène, c'est mieux) pour faire face aux « tenants du pouvoir » qu'on veut à tout prix mettre hors d'état de nuire, chasser et pourquoi pas les envoyer sur une autre planète. L'unique femme candidate à cette élection présidentielle a été d'une finesse et d'une diplomatie exemplaire que ses pairs à ce scrutin n'ont pas osé. Bien sur me diriez vous, les femmes savent rendre positive une défaite, pas toutes certes, mais quand même, la présidente du PT l'a fait et c'est à son honneur de politicienne rompue aux grandes et petites batailles.

Hormis cette femme de la politique, les autres ont été vulgaires avec le peuple qui a voté, l'accusant de drogué, mazzoul, d'handicapé ayant voté pour un handicapé, alors que nul n'est loin de l'handicap, un petit bobo et le tour est joué, un accident vasculaire, un accident de la route et autres, peuvent mener à l'handicap, il ne faut pas rire des autres parce qu'on peut les rejoindre d'une seconde à l'autre. Aucun tact, ni même une belle reconnaissance de la défaite et les félicitations à l'élus des votants, rien de tout cela, sauf du vomir, excusez le choix !

Ils sont même allés jusqu'à

dire que le peuple s'est trompé de cible, de quel cible parlent-ils, de la leur ou de ceux qui sont en face. Peu importe, ils prennent eux aussi le peuple pour immature alors qu'ils avaient l'habitude d'accuser le pouvoir de prendre le peuple ainsi. Allez-y comprendre quelque chose !

Pour le reste, rien d'autres, pas de nouvelles, bonnes nouvelles, sauf que et ceci est grave, les couards qui ne veulent ni vote ni Constitution, comme ils le criaient haut et fort au début des années 90, ont frappé lâchement. L'élection leur est passée au travers de la gorge, ils ont vu le peuple algérien voter en toute sérénité, sans dégâts ni heurts, alors ils se sont vengés sur ceux qui les bloquent dans leur macabre projet, ils ont attaqué des militaires qui ont sécurisé le scrutin sur les hauteurs de la wilaya de Tizi Ouzou ou 14 nouveaux martyrs viennent s'ajouter à la longue liste des martyrs pour l'Algérie forte et unie.

En tout les cas, au-delà de ce scrutin qui a fait que les Algériens disent eux aussi, haut et fort, qu'ils ont soif de stabilité et de développement, les jours qui viennent sont prometteurs, et l'espoir fait vivre car le peuple algérien et l'Algérie ont toujours vécu et vivent tant bien que mal, comparativement aux autres pays et autres peuples qui nous entourent, nos voisins immédiats et ceux de l'autre rive de la mer Méditerranée.

Encore une fois, les menaces de ceux qui nous ont promis des jours noirs n'ont fait que noircir leur présent et leur avenir, les algériens ne sont pas dupes et ne se font avoir qu'une seule fois, jamais deux. Et ils ne font que le prouver à chaque échéance électorale. Ils se débrouillent toujours pour faire de bons choix, même s'ils ne sont pas les meilleurs, mais bon, c'est ce qui leur va, et ils sont généralement satisfaits, pas comme les insatisfaits, les éternels que rien n'étonne leur soif de...sang et de feu.

A ces gens-là, il faut dire qu'ils cessent de diviser les algériens entre pro-quelqu'un et anti-quelqu'un d'autre, les algériens aiment leur pays tel qu'il est et savent faire la différence entre le bien et le mal, même s'ils savent d'avance que toutes les batailles ne peuvent pas être toutes gagnées. Que les charognards quittent le bateau, ils en ont les moyens et laissent ce pays tranquille, les élections présidentielles ont eu lieu, d'autres chantiers seront ouverts dans les prochains jours, dans les prochaines semaines et prochains mois. Si vous êtes de bonne foi, participez au développement de ce pays, faites de la bonne politique, pas celle de la destruction et des malheurs, et là tout le monde sera gagnant, sinon, taisez-vous ou partez sous d'autres cieux et l'Algérie restera l'Algérie sans vous, mais avec ses enfants.

Allez, aux prochaines présidentielles, préparez-vous convenablement pour le bien de ce pays, le bien de son peuple. A bon entendeur salut !

LA CHRONIQUE
DU BLEND

Paris : Akram Belkaïd



Parlons frangliche

Dans un texte publié dans M, le magazine du Monde, le journaliste Didier Pourquerry relève l'emploi croissant du terme « clash » et de ses dérivés (1).

Une tendance, rappelle-t-il, qui doit beaucoup aux rappeurs. Imitant leurs aînés étasuniens, ces grands penseurs ont effectivement pris l'habitude de se « clasher » pour un oui ou pour un non, notamment sur les réseaux sociaux. C'est ce qui s'est passé avec la récente – et dramatique – empoignade entre Booba et Rohff, l'un ayant moqué le clip de l'autre, lequel a répliqué par quelques insultes en traitant, parmi moult outrances, son rival de... « fleur de diarrhée ». Tout cela s'est terminé (provisoirement ?) par une agression à dix contre un qui a failli coûter la vie à jeune homme de dix neuf ans (il faut bien comprendre, qu'en France, les querelles entre intellectuels ont souvent tendance à dégénérer).

Bref, c'est un fait, le rap est responsable de la propagation endémique du franglais dans le langage quotidien mais il n'est pas le seul. Dans une chronique précédente (2), j'ai déjà abordé la question des jargons propres à l'entreprise de plus en plus globalisée (et donc « globishée »). A cela s'ajoute la multiplication d'anglicismes qui dénaturent le sens de la langue française à l'image de cette insupportable tripléte : « adresser », au sens de régler ou faire face à un problème, « définitivement » pour dire « sans aucun doute » et, enfin, « actuellement » comme synonyme de « en fait ». Voilà d'ailleurs ce qui devrait constituer le chantier d'action prioritaire d'Alain Finkielkraut, nouvel académicien et, pour reprendre l'expression de Didier Pourquerry, véritable « serial-clasheur »...

Le sujet est loin d'être totalement exploré. Aux anglicismes, s'ajoute désormais l'emploi systématique de mots ou d'expressions dans la langue yankee (ne mêlons pas Shakespeare à cette affaire, il n'a vraiment rien à voir). C'est là le nec plus ultra de la branchitude, tendance bolosse qui s'ignore. Car une question simple s'impose : à quoi cela sert-il d'avoir recours à une langue que l'on ne maîtrise pas et dont on ne connaît que quelques bribes scolaires (« surname, ça veut dire non ou prénom ? »), série-télévisuelles (« ah c'est dur en ce moment, 'ouinetère ize cominegue' »), cinématographiques (« j'le calcule pas en ce moment, s'il me parle, j'lui répond 'toking tou mi ?' »), musicales (« ouais, ça va, j'vais bien, 'âme api naou' ») ou, enfin, publicitaires (« on se kiffe grave, 'watte ailsse ?' »).

Voici quelques manifestations fréquentes de la « frangliche attitude », longtemps propre aux milieux de la communication et de

la finance mais qui ont « spreadé » un peu partout dans la société. Si l'on est content, satisfait d'une nouvelle ou d'un résultat, on lève le coude, on serre le poing et on lance un « yaisse ! » triomphateur. C'est surtout le cas si l'on vient de sortir vainqueur d'une épreuve, pardon d'une « batteule » ou même d'un « faïtte » éprouvant imposé, par exemple, par un collègue jaloux, quelqu'un de notre « time », qui nous a « challengé » et essayé de nous faire sortir de notre « moude zen » en cherchant le clash pendant le « mornine mitinegue ». A l'inverse, si l'on est mécontent et que l'on cherche à signifier sa colère et sa frustration, on peut répéter autant de fois que l'on veut « phoque ! phoque ! phoque ! » avant de préciser que « cette histoire, c'est quand même 'tou meutche' ! » et de prendre à témoin le premier venu avec un « t'en penses quoi, 'mâne' ? ».

Tenez, installons-nous à cette table en terrasse d'un beau quartier de Paris. Tendons l'oreille et écoutons, sans scrupule aucun, ces deux jeunes femmes qui commencent d'abord par parler d'un « tolke » de la veille et de quelques « posts » sur facebook à « layker ». L'une d'elles n'est pas contente, son chéri veut trop régenter sa vie. « Il cherche à décider de tout. C'est quand même ma layfe, merde ! » s'empourte-t-elle. Et d'ajouter : « il n'aime pas sortir, il ne sait que bosser. Tout ce qu'il sait dire, c'est qu'il est dans « ze streugueule for sa layfe au taf ! J'ai peur qu'un jour ça 'beugue' dans sa tête. J'te jure, il voit pas les warnines qui s'allument. C'est vraiment pas 'feune' ».

Celle qui écoute, une brune très « fashienne », n'est pas en reste de confidences. Elle raconte ses soucis au travail, les avances pressantes d'un collègue « kute », certes, mais à qui elle ne cesse d'expliquer que ce n'est pas possible, qu'elle ne veut pas. « J'arrête pas de lui dire que c'est un principe chez moi : « no zaube in ze djo-be » ! Mais il ne veut rien comprendre ! ». Pour finir, elles prennent quelques « selfies » et exigent du garçon qu'il encaisse au plus vite parce qu'elles ont intérêt à « speeder » pour arriver à l'heure au boulot.

Voilà, c'est « zi ainede » : ce « couic-louk » est terminé pour cette fois. Si vous avez quelques observations à faire, « forwardez-moi » vos réactions, je ne manquerai pas d'y répondre. « Asap », bien entendu. Mais « noticez » juste que je reviendrai sur le topic. « Naixte tayme », promis, vous aurez droit à un texte plus complet. « Ze bigue piktheure », quoi.

(1) C'est ça le clash, 18 avril 2014.
(2) Ces mots qui, tels des maux, irritent, 17 janvier 2013.

Les cinq urgences du Président



Par El yazid Dib

Lui lui imposé par moralité et sincérité envers ses concitoyens, ses électeurs, son peuple de mettre en œuvre ce qu'il a promis quoique par personnes interposées. Un renouveau démocratique et l'ébauche d'une république régénérée. Le peuple attend certes beaucoup de mesures allant dans le sens de consolider celles déjà timidement prônées mais aussi celles compatibles avec l'exigence actuel et conformes aux motifs génésiaques du quatrième mandat. Le besoin d'oxygéner l'Etat et d'offrir plus de bonheur au peuple passe impérativement par la prise des décisions urgentes suivantes :

1/UN GOUVERNEMENT JEUNE ET NEUF

Bouteflika est connu pour son manque de penchant vers trop de changement. Il peut changer d'humeur et ne pas changer des hommes. Le taux de 81/ obtenu par lui sur les 51/ de votants n'est pas en vérité une splendeur, même s'il reflète quand bien un certain confort. La cause, tout le monde en parle y compris ceux qui sont dedans, est à inscrire dans le registre de ces imbuables représentants de sa candidature. Hormis deux ou trois, le reste a fait fuir l'électeur. A lui seul, silencieux et sympathique avec un fauteuil roulant ; il a fouetté par mansuétude des sentiments obligeant les femmes à aller l'élire (Madame M. Souha me disait n'avoir jamais voté - mais à le voir ainsi je suis partie immédiatement voter pour lui. Il m'avait fait de la peine - ya denya khada3a! (Oh ! La vie traîtresse !) Ces « représentants » ont prouvé au peuple lors de la campagne qu'ils ne sont là que par instinct de survie. Quand le frère du président était attaqué, personne n'avait dit mot, préférant attendre l'issue des affaires. Certains commençaient déjà à emballer leurs propres affaires croyant à une fin de règne.

Ce panel de mauvais laudateurs d'entre politiciens gibbeux et avachis ou surtout certains ministres en poste demeure le grain de sable qui a fait grisailler l'élan qui aurait sied à Bouteflika s'il avait fait en personne sa propre campagne avec sa verve, ses tirades et ses envolées. On a vu un gouvernement qui ne se lance que dans l'irresponsabilité et le cafouillage notionnel des programmes et des inaugurations. Alors pour le salut républicain une nouvelle génération serait d'un apport dynamique si elle venait à être versée dans les rouages des institutions et du gouvernement. L'Algérie en cette période prépondérante qui ressemble sans se le dire à une impériative phase transitoire est appelée par son pouvoir à sortir de l'hégémonie d'une génération mûrie vers la transmission des affaires publiques à une autre. Toute prête à prendre le relais, cette frange de jeunes visages formés dans nos universités et montrant sa compétence dans les divers créneaux s'impatisse et se place impatientement dans l'attente d'une remise d'un lourd héritage. Elle est là, recalée ou agissant à l'ombre des grands noms qui en fait ; ne le sont que par sa pleine participation discrète et sans trop de bruit. C'est elle qui est dans l'arrière-boutique du pouvoir, dans les centrales ministérielles. Reconduire encore et encore trop de têtes connues et reconnues les rendant ainsi presque des icônes indétrônables ne va qu'accroître le dégoût des gouvernés. Le monde algérien, à peine de se sourdre à jamais dans l'amorphie a grandement besoin de nouvelles têtes, de personnel neuf et d'une énergie intacte et encore quasi-inusitée. La république aura tout à gagner à se voir doter d'une élite juvénile. A quand un ministre de l'intérieur de moins 40 ans ? Un premier ministre moins de la cinquantaine ? Ou bien le jeune est toujours ce menu électoral, cet éternel inscrit de l'ANSEJ, ce chauffeur de Harbin ?

2/L'ÉQUILIBRE DANS LA CONSTITUTION

Tant souhaitée, clamée et proposée par les forces oppositionnelles ou au pouvoir ; la révision constitutionnelle devient le premier pas à franchir immédiatement dans les premiers jours de ce quatrième mandat tant controversé. L'intention du pouvoir à aller de l'avant, vers plus d'ouverture et de démocratisation des mœurs politiques ne se verra que dans un parfait équilibre des pouvoirs. Il faudrait également lever les innombrables ambiguïtés et servir consensuellement les déficits constatés. Le dernier vote de Bouteflika dans un centre n'a pas manqué d'engendrer des commentaires allant jusqu'à sa révocation. L'handicap est-il un empêchement constitutionnel pour une candidature présidentielle ? Est-il au sens de l'actuelle constitution une maladie grave ? Un handicapé moteur n'a-t-il pas le droit d'être présidentiable ? n'a-t-on pas vu dans les assemblées communales et de wilayas des membres handicapés ? Ils ne sont pas atteints de pathologie pouvant réduire leur production politique. S'attarder un temps soit peu

Une réélection vient d'être remportée. L'euphorie enthousiaste et le déboire accablant vont se dissiper rapidement. Le plus gros reste à faire. Pour les deux camps. L'essentiel est cependant dans le giron du nouveau président.



sur cet aspect d'empêchement en différenciant les cas n'est qu'une prévention d'avenir. Cet avenir s'il ne se décline pas dans cette ènième révision va se voir et pour longtemps hypothéqué et laissé à l'humeur de l'heure future. Il ne s'agit pas de boucler l'édition mais l'aérer, la rendre plus accessible et moins muette.

Loin de la limitation des mandats présidentiels qui s'avèreraient une garantie contre l'individualisme de pouvoir et son accaparement légal, il est d'une essentialité vitale pour l'alternance et l'équilibre des pouvoirs de créer des garde-fous empêchant l'envie démente de vouloir et pouvoir gouverner seul. Un contrepoids est nécessaire. Une assemblée forte par sa digne et véridique représentativité va constituer une digue face aux desirs incessants et grandissants du pouvoir personnel ou de groupe. Bouteflika aura ainsi terminé la mission de 1999 tendant à parachever l'édifice démocratique qu'il promettait. Les libertés collectives et individuelles tellement galvaudées ne seront d'aucune utilité si elles seront renvoyées à des textes réglementaires d'application. La loi solennelle doit exclusivement les réguler et les protéger. Ces autorisations, ces permis, ces agréments...pour se réunir, marcher, s'asseoir ne peuvent dépendre d'un pouvoir exécutif, le plus fort du temps antithétique à de telles manifestations.

3/L'ADAPTATION DU CODE ÉLECTORAL ET LA LOI SUR LES PARTIS

C'est à travers les dispositions de ce code que l'on a des maires, des députés et des sénateurs aléatoirement honnis et blackboulés. Elles ne permettent pas une sincère représentation populaire qui doit correspondre effectivement avec les aspirations réelles et profondes de la multitude. Quelle responsabilité encourt un député ou un sénateur ? Que des privilèges et des avantages. On ne les a pas trop vus dans la campagne électorale. S'affichant dans les permanences, ils se tapissent à l'ombre de leur population envers laquelle ils n'exercent nul ascendant. Ce code devra donner plus de flexibilité à l'élu, une fois cernés tous les profils du mandat électif. La responsabilité s'érigera en étroit partenariat comme le corolaire le plus intransigeant avec un quelconque privilège. Immunitaire, financier ou protocolaire. Qui veut une ombre d'autorité ne serait-ce que d'influence ou morale doit prendre avec toute une responsabilité. C'est ce qui manque crânement dans ce code. Et puis, cette notion vague et fourre-tout du candidat libre ! Il ne peut y avoir de candidats libres dans des élections dans une société désarticulée déjà en termes organiques. Si quelqu'un est capable de pouvoir réunir des milliers de signatures, il lui est donc aisé de fabriquer un parti. Qu'il le fasse et se présente sous une étiquette partisane. Les choses seront ainsi plus claires et contribueront sans doute et à la longue à approfondir davantage la pratique démocratique. Mais venir récolter des souscriptions, se voir évincer et disparaître à jamais n'est pas un acte de militantisme. Il est à la limite un amusement ou une simple jouissance individuelle. Du pur aventurisme infantile.

Une réadaptation révisionnelle de la loi régissant les partis doit être menée parallèlement au code électoral. Un cahier est à joindre en annexe à charge pour les partis de s'y conformer notamment par des dispositions législatives impé-

ratives. Les statuts ou règlements intérieurs ne seront pas des textes sur mesures laissés à l'appréciation des militants quoique réunis en congrès. Ils se doivent d'avoir des obligations communes fixées par une loi organique. Nul ne peut être candidat à une quelconque élection s'il n'est pas inscrit sur un registre partisan depuis au moins un certains temps -disons 3 ans- ceci éliminerait le recours à la vente de candidatures, au parachutage et conforterait l'éducation politique. Le parti devra revenir à ses essences fondamentales de pépinière de l'effectif politique. Pour être candidat aux législatives, obligation d'avoir déjà joui d'un mandat local est de mise.

On ne vient pas apprendre la politique à l'APN, on est sensée l'avoir apprise sur le terrain, chez soi, dans son douar.

A travers ces deux lois, il y a lieu d'évoquer outre le mode électoral le plus approprié après concertation et de redéfinir politiquement le rôle du parti. La conquête du pouvoir reste son unique motif. Celle-ci ne peut s'obtenir que par les urnes. Alors que dire d'un parti qui refuse sous divers mobiles de participer aux élections ? Le boycott ou l'appel à l'abstention est-il une position politique acceptable ?

4/LA DISSOLUTION IMPÉRATIVE DU PARLEMENT

Tout le monde le décrie. L'opposition ne lui reconnaît aucune légitimité tant l'argent sale, le régionalisme et le copinage ont été les principaux critères ayant présidé à la mise sur liste de candidatures. C'est une fois le code électoral revu et corrigé tel que supra que nous assisterons à une nouvelle classe de gentlemans politiques tous issus de partis structurés et organisés. L'assemblée dans ses deux formes est une merveille universelle, dans son fond un tremplin pour l'ambition démesurée et une tribune pour ceux en mal de médiatisation. D'anonymes individus elle en a fait de personnages se targuant de politiciens. Son utilité dépendra en grande partie de l'utilité marginale que représente son parti au niveau sociopolitique. L'appartenance à un tel ou autre parti détermine clairement les dessous qui animent l'homme représentant du peuple. Il est de constance que ces gens là siègent à Alger, y crèchent, y discutent et font de la figuration au sein de (l'amphi)-théâtre où les principaux rôles ne sont détenus que par ceux, en dehors de la scène, qui tirent les ficelles. La comédie est nationale tant que la tragédie ne puisse cesser par une dissolution salutaire. Les éventuels candidats dont les portraits lacérés désagrément toujours les arcades des grandes avenues des petits douars, n'ont de cure que les coulisses, les affaires et la hargne disproportionnée d'occuper une fonction précaire qu'ils n'auraient pu avoir toutefois par diplôme ou qualification professionnelle. Qu'ont-ils fait ces éternels candidats en perpétuelle attente de meilleures opportunités électorales ? Ils pensent avoir sous la main les instances élues alors qu'ils n'arrivent point à faire l'unanimité dans leur quartier ! Parfois dans la famille ! Les élections du 17 avril ont bien montré leur impuissance de mobilisation autour du président, du moins dans certaines villes.

La dissolution est justifiable par un débordement de raisons. D'abord ceux et celles qui y siègent en majorité sont issus de listes faites par Belkhadem et Ouyahia. Ces deux leaders ont connu la négation et le déni de bienfaisance du propre

chef de ces mêmes députés. La dissidence a fait son plein quand le trône change de titulaire sans que l'idéologie ne soit pour autant guidée. C'est un groupement budgétivore et un ornement facadier. Profitons tant qu'ils sont là, placides et dociles et bien engraisés de faire passer sans accrocs les urgences 2 et 3 sus-indiquées. Ils ne discuteront pas, même proclamant leur autodestruction. Car juste pour avoir été un jour député, vaudrait une retraite dorée. Il en sera de même pour la modification du règlement intérieur régissant les débats, les avantages et la présence. Une assemblée vide rendue en un simple lieu de rencontre de ministres n'est qu'une opportunité personnelle sans effets sur le citoyen.

5/RENFORCER L'OPPOSITION

Ce sera la conséquence directe des quatre mesures sus-indiquées. Un pouvoir qui tient à renforcer son opposition peut paraître paradoxal. Mais une opposition au sens politique n'est-elle pas une nécessité pour être un contre-pouvoir ? Tout pouvoir en droit a besoin d'une opposition, ce qui éviterait les dérives d'autoritarisme. Sans contestation aucune, l'actualité du moins celle antérieure à avril confirme que le pouvoir excellait dans la maîtrise de la pratique du régime. Ses antagonistes, voire ses adversaires ou ses détracteurs, n'ont de cette pratique que des jérémiades, des lamentations et de la résignation fatidique. Selon le menu que nous livrait cette actualité ; il était difficile de pouvoir distinguer le moindre brin d'une lutte qu'auraient à exercer les partis dits d'opposition. A en croire durement que l'un et l'autre ne forment en fait qu'une seule et unique entité. Parce qu'elle est frappée d'asthénie et bourrée de parasites, l'opposition est dans ce cas inutile. Le sacrifice de temps, qui équivaut souvent à un recul tactique, vaudrait mieux qu'une piètre démonstration vouée assurément à l'autodestruction. Ce sont les fondateurs qui sont toujours les chefs. La passation de consignes est dure à réaliser entre ceux qui prétendent qu'il s'agit là d'une propriété privée avec les droits d'auteur y afférents et les autres, arguant d'une légitimité organique et politique subalterne. L'on demande l'alternance aux autres et on la refuse pour soi. On verra bien les porte-parole et les SG de certains partis dits d'opposition prendre leur retraite. Ils seront sans doute dans l'opposition mais ne feront plus au sens pratique, de l'opposition faciale. Ils seront plus utiles dehors que dedans. Il est cependant de l'intérêt de ce nouveau pouvoir issu du quatrième mandat d'affermir cette faible opposition. Dieu a créé ibliss (loin d'une comparaison diabolisant l'opposition, juste une image) et lui a attribué un siège dans le sang de tous les individus. Alors l'Etat devra favoriser l'émergence d'une voix qui lui soit au moins contraire. Ce sera un baromètre, un contre-pouvoir, un miroir de ses tares.

Conclusion

Le changement dans la continuité est une promesse. Le peuple attend. Que le sommet soit encore gardé par deux ou trois ancêtres émeut moins que tout l'appareil étatique soit l'otage de siècles additionnés. Garder les rennes le temps imparti et revigorer l'attelage est une nécessité de cheminement, tant la longue route continue. Une fraîcheur doit arroser le ciel d'Algérie. Une reconfiguration entière du système de gestion doit se réaliser.

Les doutes du 17 avril, Marquez et le poisson-lapin

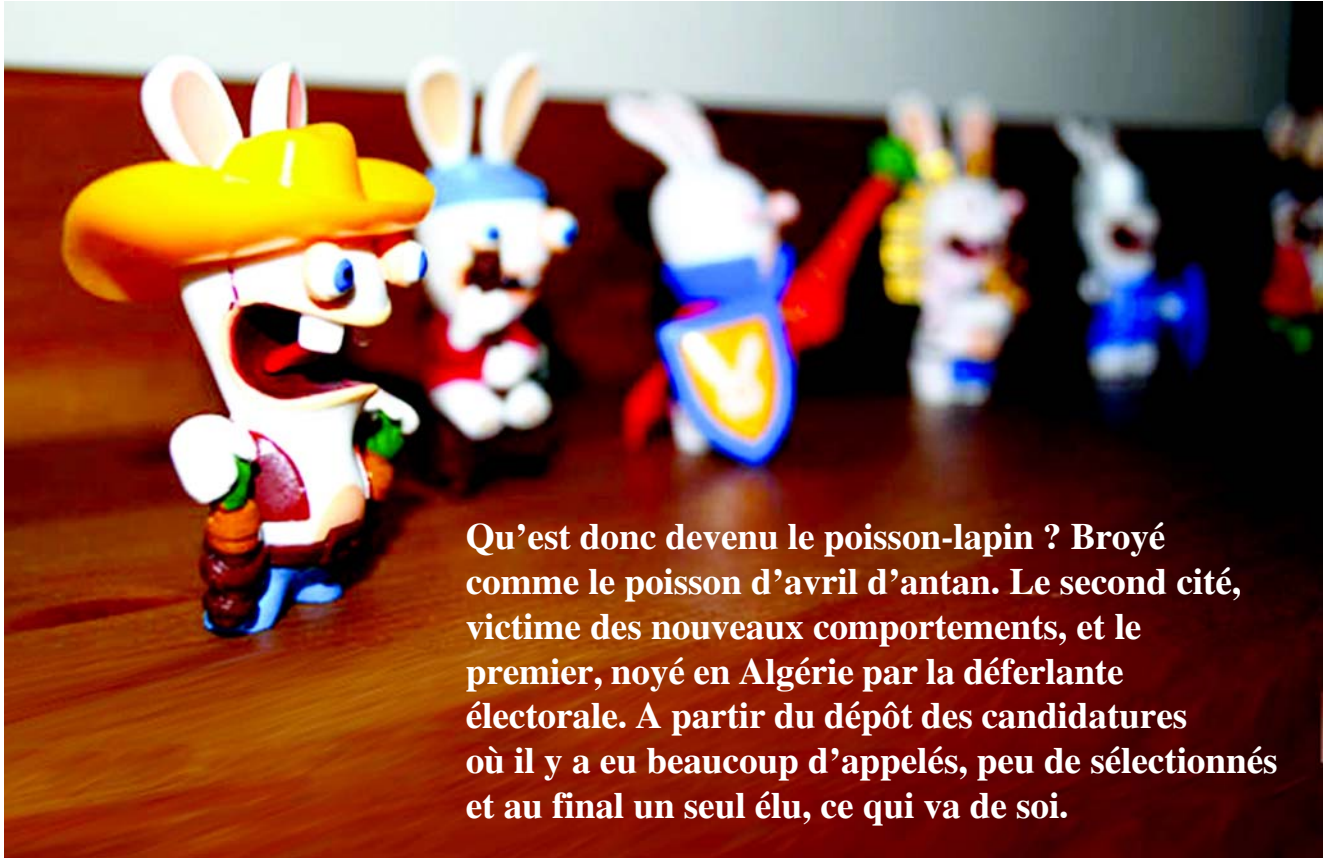
Par Abdelkader Leklek

Durant la campagne électorale, qui s'était déroulée beaucoup plus, dans l'invective que dans le dévoilement des propositions ou des déclarations d'intention, sinon de promesses politiques. In fine, dans une lourdeur qui l'avait émaillée de bout en bout. Ce qui se déclina sur l'opinion publique, en craintes, peurs et d'énormes appréhensions. Beaucoup d'algériens et d'algériennes, avaient à tort ou bien à raison redouté que le pire n'arriva. Quant aux urnes, et quoique l'on dise, elles n'ont restitué que les résultats que les citoyens qui se sont déplacés pour aller voter, leur avaient confiés. Bien sur qu'il y aura toujours et en tout état de cause, certains qui trouveront à en redire. Déjà le 16 avril 2014, soit une journée avant le début du scrutin, le propriétaire directeur d'un journal francophone à grand tirage, dans un éditorial, intitulé : "la responsabilité des militaires", avait planté le décor. Où, à priori il reprochait à toutes les couches de la société algérienne, intellectuels, moudjahidine, hommes politiques, militaires en retraite, de solliciter l'intervention de l'armée, pour éviter les dangers qui menacent le pays. Pour conclure, paradoxalement en faisait tortueusement le même appel sibyllin, du pied à cette même institution. Ainsi, après avoir fait part de son inquiétude, en déclamant une dramatique prémonition, il fait également lui aussi étonnement appel à l'armée. Il dit : "le scénario mortifère pour demain est écrit. Le régime est complètement autiste. Mais la situation peut déraiper. Un passage en force risque d'aggraver la dynamique conflictuelle et plonger le pays dans le chaos. Les militaires sont face à leurs responsabilités". Par ailleurs et la veille de cette élection fortement chargée d'incertitudes et alourdie d'angoisses imprédictibles. Dans un autre quotidien francophone dont la devise est : «le droit de savoir, le devoir d'informer», monsieur Saïd Saadi, assénait péremptoirement que : "l'élection se jouera sur le rapport de force qui prévaudra dans le système. En l'état actuel des choses, tout porte à croire que l'actuel chef de l'Etat sera le vainqueur de cette guerre de tranchées. On estime que plus de trois millions de voix appartenant aux militaires, policiers, gendarmes, douaniers, membres de la protection civile et leurs familles, sont laissées à la discrétion du pouvoir».

Etonnement étonnant ! Car un homme politique de cette trempe, qui plus est, fut député à l'Assemblée nationale algérienne, ne saurait, sans intentions insidieuses, occulter le fait que depuis dix ans en Algérie, tous les électeurs votent dans les mêmes bureaux de votes ; tous ceux cités par

Etonnement étonnant ! Car un homme politique de cette trempe, qui plus est, fut député à l'Assemblée nationale algérienne, ne saurait, sans intentions insidieuses, occulter le fait que depuis dix ans en Algérie, tous les électeurs votent dans les mêmes bureaux de vote ; tous ceux cités par Saadi y compris. Depuis la promulgation de la loi organique 04/01 du 07 février 2004, modifiant et complétant l'ordonnance 97/07 du 6 mars 1997, portant loi organique relative au régime électoral, il n'y a plus de bureaux de vote spéciaux.

Saadi y compris. Depuis la promulgation de la loi organique 04/01, du 07 février 2004, modifiant et complétant l'ordonnance 97/07 du 6 mars 1997, portant loi organique relative au régime électoral, il n'y a plus de bureaux de votes spéciaux. Ainsi l'article 12 de cette loi énonce que : «les membres de l'armée nationale populaire, de la sûreté nationale, de la protection civile et les fonctionnaires des douanes nationales, des services pénitentiaires et de la garde communale, qui ne sont pas inscrits sur la liste électorale de la commune où se trouve leur domicile, au sens de l'article 36 du code civil, peuvent demander leur inscription sur la liste électorale de la commune de naissance de l'intéressé, de la commune du dernier domicile de l'intéressé ou bien de la commune de naissance d'un des ascendants de l'intéressé». Sinon l'ancien chef du RCD ignore la législation algé-



Qu'est donc devenu le poisson-lapin ? Broyé comme le poisson d'avril d'antan. Le second cité, victime des nouveaux comportements, et le premier, noyé en Algérie par la déferlante électorale. A partir du dépôt des candidatures où il y a eu beaucoup d'appelés, peu de sélectionnés et au final un seul élu, ce qui va de soi.

rienne en la matière, ce qui est doublement grave et inquiétant. Et là je voudrais bien que quelqu'un me contredise en m'apportant une quelconque preuve, d'un militaire, d'un policier, d'un gendarme, d'un douanier et autre garde communal, ayant voté dans une caserne depuis le 07 février 2004. Cette soi-disant manette aux mains du pouvoir est reprise, avec d'autres leviers dans un inventaire intitulé, la fraude en dix leçons, pour tripatouiller les voix des citoyens, par le quotidien daté du 18 avril 2014, du directeur auteur de l'éditorial, la responsabilité de l'armée.

Ce répertoire donnant les clés de la triche électorale, prétend que le fichier électoral algérien est opaque, et que ce serait cela qui aurait décidé l'Union Européenne à ne pas envoyer ses observateurs à l'élection du 17 avril. Oui mais encore une fois en consultant la loi électorale, on découvre qu'elle dispose explicitement dans son article 18, que tout électeur peut prendre connaissance de la liste électorale le concernant. Comme elle autorise également les représentants dûment mandatés des partis politiques participant aux élections et les candidats indépendants à en obtenir copie. Encore une deuxième leçon sur les dix et j'arrête. Souvent ces formalismes pesants, siéent mal à la chronique, car par trop indigestes. La leçon figure à la huitième position dans le catalogue de la fraude, elle est titrée : «bénéficiaire du soutien des walis». Il y est évoqué, que le ministre de l'intérieur était en infraction de la loi électorale, quand il avait demandé aux walis de lui transmettre les résultats le jeudi 17 avril avant 23 heures. Car d'après l'auteur de la liste de la resquille, même si elle emploie le conditionnel, le wali n'est pas destinataire de copies de procès verbaux. Sauf qu'en l'espèce, l'article 51 de cette loi énonce en son deuxième alinéa : «le procès-verbal de dépouillement (la journaliste utilise curieusement, le mot, dépouillage, lapsus révélateur ou bien...), est établi en trois(3) exemplaires, signés par les membres du bureau de vote. Ils sont répartis comme suit : ..., un exemplaire au wali ou au chef de poste diplomatique ou consulaire». Et pour asseoir son argumentaire, la journaliste, cite le témoignage d'un ancien wali fait dernièrement, sur une chaîne de télé algérienne émettant en extra-territorialité, affirmant que quand il était en poste : "la fraude était institutionnelle". En droit pénal il y a un adage qui dit que : «nul ne peut se prévaloir de sa propre turpitude».

Oui mais est-ce suffisant pour convaincre tous les protagonistes, notamment tous les perdants, puisqu'il ne peut y avoir qu'un seul gagnant ? Ce serait illusoire, car les insatisfaits pour quelques raisons que cela soit, me reprocheront ma lecture littérale de la loi, ma naïveté et mon appréhension simpliste de l'élection présidentielle et de tous les intérêts qu'elle véhicule, des enjeux qu'elle draine et de manquer de discernement sur les changements ou le statu quo, qu'elle entrainera. Je suis preneur de tout cela, sauf que moi, j'ai appris depuis fort longtemps, quand j'ai pu lire, pour la première fois, Gabriel Garcia Marquez ; que l'on ne prêche pas aux convertis. J'avais pour la première fois lu en entier un livre en français, du prix Nobel de littérature 1982, quand un édi-

teur algérien avait eu la merveilleuse inspiration de le publier : l'Amour au temps du choléra. Cela se passait sans doute en 1987. Il m'est resté entre autres, de cette belle histoire, le nom du personnage axial du roman, Firmina Daza, une jeune belle jeune fille amoureuse de Florentino Ariza, également jeune et beau de cette beauté sud américaine où le dandysme est diversifié selon un nuancier revisité à travers des gammes infinies et des palettes sans limites. Les latino-américains ont emporté dans leurs comportements, et jusque dans leur façon de s'habiller beaucoup de méditerranéité, qu'ils ont même infligé aux indiens autochtones. Il est violoniste de talent et poète, mais amoureux de Firmina, au plus profond qu'un homme puisse en son sein incuber ce sentiment. Il avait sa belle en adulation jusque dans son essence et au plus intime de sa substance. Oui mais après l'ivresse que procure la passion, vint souvent le calme inhibant de la tristesse que propage la rupture, enjolivé par l'abîme de la séparation et meurtri par toutes les douleurs physiques et les bleus immatériels de la déchirure, qui tourmentent l'âme, persécutent et embrument l'esprit, l'esté à jamais par la source de toutes les douleurs : l'absence brutale et cruelle de l'autre. Firmina souscrivant aux codes, sujétions et intangibles sociétaux, délaissa son fol amoureux de poète Florentino et alla épouser Juvénal Urbino un médecin, fils de médecin, pianiste à ses heures creuses, fin danseur, mais surtout absorber par l'éradication de l'épidémie de choléra, d'où le titre du roman. Un héros envié et jaloux, par rapport à Florentino plutôt effacé, myope et portant de tout temps des habits ternes. A son modeste amoureux, Firmina choisit le statut social que fournissent la richesse et la visibilité aux yeux des autres.

Converti à l'amour de Firmina, Florentino ne transgressera jamais ses sentiments et il attendra, tant qu'il vivra, qu'elle lui revienne, en aucun défaut devant le doute, les incertitudes, le temps hypothétique, et tout ce que le hasard peut réserver. Là j'arrête la narration, sinon le sublime du livre catalogué dans "le réalisme magique" de la littérature sud américaine que présente au monde Gabriel Garcia Marquez, sera divulgué. Je préfère lancer une invitation à ceux qui le veulent, d'entreprendre sa lecture. En tout cas l'histoire est en partie autobiographique, puisque le père de l'auteur était lui-même télégraphiste, comme Florentino Ariza, alors que sa mère était issue de la petite bourgeoisie locale. Gabo, pour ses intimes décédé le 17 avril 2014 à 87, avait au final bien vécu. Il fut l'ami de Fidel Castro, dont il ne niera jamais l'amitié. Et quand on lui parlait de l'autocrate, il répondait que cette amitié avait au moins servi à arracher des centaines de prisonniers cubains à leurs geôliers. Venant d'un continent dont il avait conté les violences à travers ses romans. Il narra ses révolutions, ses dictatures et ses guerres civiles. Il fut critiqué en Colombie, son pays d'avoir été absent alors que sa terre natale était plongée en demi-siècle durant dans une lutte fratricide, entre ceux qui gouvernaient le pays et la guérilla d'extrême gauche. A ses détracteurs, il répondait, qu'il était avant tout un journaliste et un écrivain, et qu'en cette qualité il avait parfai-

tement assumé ses responsabilités. A ce propos d'ailleurs, le journaliste français d'origine algérienne, Slimane Zeguidour, qui avait rencontré Marquez en 1982 en Colombie, rapporte ceci : "il m'avait raconté qu'il avait été arrêté le 11 décembre 1960 à Paris, lors d'une rafle. On l'avait pris pour un arabe algérien. Aussi a-t-il passé toute une nuit au poste de police de Saint-Germain-en-Laye. Et c'est là qu'il avait rencontré les premiers militants du FLN. Il aimait rappeler que dans toutes les causes qu'il a soutenues, celle algérienne est la seule pour laquelle il «a fait de la prison».

Citoyen du monde migrant, Gabo avait beaucoup voyagé et plaidé les causes de son continent et des miséreux à travers le monde auprès du pape, de Clinton, du roi d'Espagne et de Mitterrand. Cependant, le poisson lapin dans sa migration lésespicienne, entre la mer rouge et le bassin méditerranéen, amena la panique chez nous. Alors que l'on nous a toujours appris que tout ce qui venait de la mer était bon, on découvrit qu'un poisson d'apparence sympathique, se révéla un être toxique, pouvant provoquer la mort, par paralysie respiratoire. Heureusement pour nous, il semble vite reparti vers sa mer natale sans dégâts. Il n'y a rien de comparatif, dans cette dégression s'il en est. Ce serait réducteur pour le prix Nobel de littérature 1982, et de notre part pedzouille, confondant entre poisson toxique et belles lettres. Il n'est question seulement que de migration. Et là aussi, la moitié des algériennes et des algériens se sont rendus aux urnes le 17 avril 2014, pour élire leur président, et l'autre moitié ne s'était déplacée. Mais que vaudrait donc la démocratie sans la contradiction ? Désormais l'élu du 17 avril est le président de tous les algériens à charge pour lui d'organiser leur mouvement vers plus de paix, de sécurité, d'apaisement et de tranquillité. Ainsi que beaucoup d'espoir pour la frange la plus jeune. Les jeunes ont besoin de rêves. Et pour qu'ils les réalisent, il leur faut des enseignements, des apprentissages et des formations, pour accéder à un travail, qui les valorisera.

D'où ils tireront un revenu mensuel mérité après l'accomplissement d'un travail selon leurs diverses qualifications, leur moult compétences et leurs multiples talents, qui leur fera voir la vie autrement. Il leur donnera confiance en leur pays et en toutes ses institutions. Ils pourront pour eux et celles qui le voudront, avoir un logement, se marier et avoir des enfants ; et tous, les mariés et ceux et celles qui auront opté pour un autre cheminement de vie, profiter de la vie. Et à leur tour, ils mettront sur pieds, dans la transparence, les conditions qui permettront à ceux qui viendront après eux de bien vivre. En conclusion, ce n'est pas parce que cette chronique porte un titre qui évoquerait une fable qu'elle en soit forcément une. Loin s'en faut. Car comme le disait Gabo : "je résiste à tout, sauf à la tentation". Ceci ne signifie nullement, la perte des valeurs et la disparition du sens moral, ce faisant dans toutes les entreprises à entamer désormais, dans mon pays. Ainsi toutes les actions devront être conçues, engagées et évaluées en fonction de leurs conséquences sur les segments de la population à laquelle elles sont destinées. Bien sur en un partenariat intelligent.

Un seul héros, le peuple !

Par Cherif Ali

Parmi tous les candidats, il s'en est trouvé un qui est allé plus loin, par flagornerie ou par calcul peut-être, pour dire que « le peuple avait une parfaite connaissance de la chose politique et qu'il saurait utiliser sa voix à bon escient ». Au peuple, alors, on a tout promis : un toit, un logement, une vie meilleure et plus si affinités.

Mais ça, c'était avant le 17 avril 2014 !

Le vote clôturé et au fur et à mesure du dépouillement et de l'annonce, partielle, des résultats, le peuple, le bon peuple était crédité, par ceux à qui la victoire semblait sourire, de sage, de nationaliste soucieux de la stabilité du pays.

Les autres, recalés du scrutin, l'ont tout de suite diabolisé : immature, ont-ils dit, dénué de tout sens politique ; peuple de poltrons « qui n'a pas voulu changer son destin » ont osé dire certains parmi les déçus des résultats de la présidentielle.

Revoilà, donc, le peuple accusé de tous les maux du pays, rabaissé, rappelé à sa condition de « ghachis » de Nouredine Boukrouh, ou du fameux « je me suis trompé de peuple » de Saïd Saadi ou plus encore, du mémorable « le peuple ne sait pas voter » des élections législatives avortées de 1991.

Certains sont allés encore plus loin dans les limites, en proposant « de lui retirer le suffrage universel », estimant que le peuple n'en était pas digne.

Pauvre peuple ! Que n'a-t-il pas enduré ! La décennie noire et bien avant, le colonialisme, dont il s'en est sorti meurtri, certes, mais vainqueur, en héros ! On disait, alors : « un seul héros, le peuple » ; qui se souvient, encore, de cette devise qui a façonné notre imaginaire ?

Un slogan, en fait, qui a fait connaître la révolution algérienne dans le monde entier.

Je m'en souviens comme si c'était hier. C'était dans les années soixante qui ont connu un point culminant avec, notamment, les manifestations du 11 décembre 1960.

Un matin, en franchissant, la porte cochère du 13 rue du Nil où j'habitais alors, à la Casbah d'Alger, j'ai vu l'inscription sur le mur de la maison des Benzaouane : un seul héros, le peuple ! J'ai subi le choc de ma vie de gosse : comment le peuple, c'est-à-dire, une foultitude de personnes, anonymes, aussi différentes les unes que les autres, peuvent n'en former qu'un, et de surcroît héros. Comme Geronimo, John Wayne, Zorro ou Tarzan qui ont meublés mes rêves de gosse. Le peuple, lui, c'est une masse, il n'a pas d'apparence, comment peut-on lui décerner ce qualificatif « d'héros », au singulier.

Plus tard, j'ai compris le sens de cette devise : quand je dis plus tard, je veux parler de l'indépendance qui était, selon ce qu'on nous a expliqué alors, le fruit du combat du peuple algérien, mais les choses ont changé depuis, mais ça c'est une autre histoire.

Qui a donc, le premier écrit sur le mur de la rue N'fissa, la rue du Delta, la rue des Sarazins, cette phrase intemporelle ? Sait-il, ce génie, s'il est encore de ce monde, qu'il est rentré dans l'histoire ? L'aurait-il breveté cette devise, qu'il a transcrit, greffé, peut-être, avec rage, sur ce mur de la Casbah, avec un bout de charbon, qu'il a ensuite jeté par terre, lequel bout de charbon a été repris par quelqu'un d'autre qui à son tour...etc, qu'il en tirerait, aujourd'hui, quelque gloire ?

Un seul héros, le peuple ? Oui disent les 51% et plus de ceux qui sont partis voter le 17 avril 2014. Oui, dirait, certainement, Abdelaziz Bouteflika, vainqueur du scrutin et par conséquent Président de tous les algériens.

Non, prétendent les 48% restants et ceux qui les soutiennent : ce peuple, diabolisé, n'est plus ce héros d'autrefois, pense Ali Benflis, certainement déçu par son score, et qui doit en vouloir à tous ceux qui l'ont boudé.

Voilà, donc, le peuple coupé en deux, tiré par le lauréat, son dauphin et leurs troupes : peuple votant contre peuple abstentionniste !

Cela a même inspiré, Kamel Daoud, qui a écrit, dans une de ses dernières livraisons (...) Le peuple a peur du peuple, il ne lui fait pas confiance et le surveille du coin de l'œil. Le but du voyageur algérien n'est pas de se retrouver (essence de la quête dans les mythes du Monde) mais de se fuir... Ne pas se rencontrer, s'oublier, s'effacer (...) le peuple, théorie d'ensemble, est arrivé à voter contre lui-même (...).

Ce chroniqueur, que j'affectionne particulièrement, me fait penser à quelqu'un qui disait : « je suis contre tout ce qui est pour, et pour tout ce qui est contre. En tous cas au moins le temps des élec-

Pendant la campagne électorale, le peuple, ce bon peuple était courtisé par tous les candidats à l'élection présidentielle. Ils lui ont trouvé toutes les vertus : untel disait qu'il était uni, tel autre s'extasiait sur son bon sens, son courage légendaire ou encore tel autre qui affirmait, haut et fort, qu'au peuple « on ne l'a fait pas ».



Ph.: Arch.

tions. J'ai horreur, viscéralement, horreur des engouements massifs, horreur de l'esprit de chapelle. Dès qu'il y a deux pour, je suis contre. Dès qu'il y a deux contre, je suis pour. Je suis pour la féroce indépendance, pour la raison en toute chose. Je suis démesurément pour la mesure ».

Kamel Daoud, se trompe peut-être, puisqu'en fait, il s'agit d'un seul et même peuple, composé d'électeurs intermittents qui, fonction de la théorie des « vases communicants », peut se retrouver, tantôt parmi les votants, ou parmi les abstentionnistes, pour peu que « l'offre électorale » qu'on lui pré-

l'Algérie puisqu'elle est devenue une tendance mondiale. Les gens, apparemment, ne s'intéressent pas, ou peu ou prou, à la politique. Dans beaucoup de pays, le taux de participation aux élections, ne dépasse pas les 50% : il oscille entre 40 et 50%. L'abstention, selon les spécialistes a plusieurs visages :

1 Il y a, d'abord, une abstention d'indifférence, très directement liée à ce déficit d'insertion sociale. Elle est le plus souvent, le fait de personnes qui s'abstiennent, systématiquement, lors de tous les scrutins. Ce n'est, pourtant pas, cette catégorie qui explique l'augmentation de l'abstention

de « bulletins nuls » : 1100 000 voix exprimées et sitôt annulées. Ce phénomène cyclique, renseigne sur une autre tendance, celle des déçus, parmi les électeurs, majoritairement des jeunes, qui s'expriment sans toutefois se reconnaître dans les programmes des candidats en lice. Ils le font savoir, en marquant sur le bulletin leurs messages qui sont autant de demandes : « on veut se marier », « on veut un logement », « on veut un travail », « el harga » etc... Ce sont autant de « messages personnalisés » destinés à Abdelmalek Sellal, s'il venait à remplir au palais du gouvernement.

Quant au bulletin blanc, c'est le citoyen qui tient aussi à exercer son devoir électoral et qui ne veut pas qu'on lui vole sa voix, qu'il ne donne, conséquemment, à personne puisqu'il renvoie les candidats, presque « dos à dos ». Ce bulletin est considéré comme nul en Algérie, alors qu'ailleurs, on tente de le valoriser et pour le moins, lui réserver un sort plus positif.

Le 17 avril dernier, on a eu droit, donc, à toutes les facettes du vote, de l'abstention, du bulletin blanc ou gribouillé ; qui a le droit de porter un jugement sur les motivations des électeurs qui ont eu, lors de la campagne électorale passée :

1 d'abord, à faire face à un climat sécuritaire tendu mais aussi caractérisé par une très forte défiance à l'égard de la politique telle que pratiquée dans nos contrées d'ici-bas

2 ensuite, à décrypter des enjeux brouillés qui ne recoupent pas les clivages politiques nationaux. Les citoyens ont eu du mal à identifier ce qui différencie le bilan et le programme de tel ou tel autre candidat

3 il y a aussi cette bipolarisation Bouteflika Vs Benflis qui a mis sous l'été noir les autres candidats qui n'ont récolté que des miettes, sauf Belaïd Abdelaziz qui tire son épingle du jeu.

En conclusion, qui sont-ils, tous ceux qui croient, à partir de leur petit pupitre ou de leurs ordinateurs, disqualifier les uns et les autres, le peuple en entier ou en partie, parce qu'ils ne leur conviennent pas, ou surtout parce qu'ils ne les ont pas suivis dans leurs délirances.

Tel ce plumitif d'un journal arabophone, « Serdouk Essahafa » comme se plaisent à l'appeler certains de ses confrères, qui a été jusqu'à traiter le peuple, les citoyens algériens « d'handicapés ». Honte à lui, ce phasianidé de basse-cour ! Qu'il médite à ses dépens, ce dicton bien de chez nous : « la poule pond et le coq... ». Lui-même et tous les autres, peuvent toujours continuer à se prendre pour ce qu'ils ne sont pas, car le peuple, quoiqu'il advienne, restera le seul maître de ce pays et nul ne pourra lui dicter son destin.

Revoilà, donc, le peuple accusé de tous les maux du pays, rabaissé, rappelé à sa condition de «ghachis» de Nouredine Boukrouh, ou du fameux «je me suis trompé de peuple» de Saïd Saadi ou plus encore, du mémorable «le peuple ne sait pas voter» des élections législatives avortées de 1991.

sente l'agréé ou pas ! Le problème n'est pas à rechercher dans l'attitude du peuple face à l'urne, mais plutôt dans la qualité du discours politique et de l'absence des débats de fond lors de la campagne électorale passée !

Le peuple, pour l'instant, même ballotté, interpellé et injurié, ne dit rien. Il s'est exprimé le 17 avril 2014 ; il se contente, au jour d'aujourd'hui, d'écouter, d'observer, de noter tout ce qui se dit sur lui et surtout de ne pas se laisser abattre par les coups de boutoirs qu'on tente de lui asséner à Ghardaïa, en Kabylie ou ailleurs dans le pays profond.

Devra-t-il pour autant, expliquer et justifier ses choix ?

1. il a opté pour le « vote refuge » et « l'adhésion au bilan » de Bouteflika : 8 000 000 de voix.
2. il a fait un « vote d'adhésion » au programme de Benflis : 1 200 000 voix.
3. Il a encouragé un « outsider » qui a bénéficié des voix des « primo votants » ; il en a profité, aussi, pour sanctionner, durement, les trois candidats restants qui ont été renvoyés « à leurs chères études » : 2 000 000 de voix.

Pour le reste, les spécialistes du ministère de l'intérieur et parmi eux les experts de la chose électorale, ne manqueront pas de nous le dire.

Comme l'abstention qui n'est pas propre à

2 Il y a, également, une abstention pour raisons pratiques. Il peut s'agir de personnes qui, par exemple, ont eu un empêchement de dernière minute, n'ont pu se faire établir des procurations ou de jeunes couples, qui sont restés inscrits sur la liste électorale de la commune de leurs parents et qui n'ont pas demandé leur radiation.

3 il y a, enfin, une abstention de nature politique. Elle peut traduire la volonté d'exprimer une sanction pour pénaliser une équipe au pouvoir ou un gouvernement. Elle peut aussi, simplement être le fait d'électeurs qui ne se reconnaissent pas dans l'offre électorale proposée, tant celle relative à la personne du candidat, ou son bilan et/ou son programme.

De ce qui précède, on peut s'autoriser à dire que l'abstention en Algérie a acquis une certaine légitimité en tant que réponse politique à part entière, comme en Kabylie, par exemple.

L'électeur d'aujourd'hui, est d'abord un électeur intermittent, qui fait un usage alterné du vote et de l'abstention, qui ajuste son comportement électoral en fonction de l'offre politique, de la personnalité du candidat qui sollicite son suffrage, ou de la façon dont il perçoit l'importance des enjeux du scrutin.

Ceci étant dit, il y a aussi, ce nombre important



médiatic

Par Belkacem
Ahcene-Djaballah
Livres



Itinéraires brisés



RÉFLEXIONS SUR LA GUERRE D'ALGÉRIE.
Mémoires de Ali Hammoutène.
Enag Editions (Editions Sned, 1983),
211 pages, 450 dinars, Alger 2013

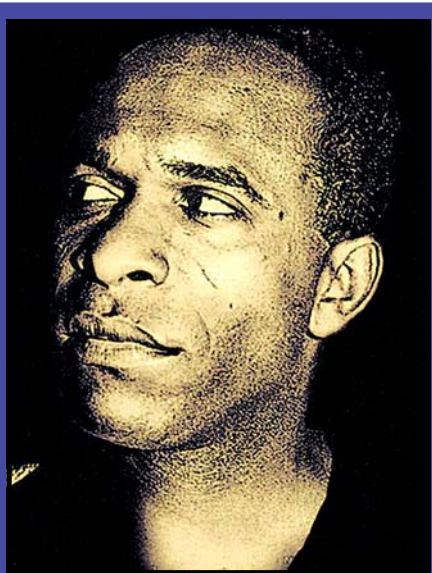
Qu'y a-t-il de plus émouvant que de lire les pensées et réflexions (écrites dans la clandestinité et dans l'urgence, on le comprend) d'un encore jeune intellectuel, fils de paysans de Kabylie, nationaliste, engagé politiquement (Ppa puis FlN en 1956) et socialement (instituteur et directeur adjoint des Centres sociaux éducatifs qui avaient été créés par Germaine Tillon), plongé dans un monde colonial haineux.

Mais, surtout qu'y a-t-il de plus regrettable que de voir un homme de grande stature intellectuelle et réflexive n'existant plus. On comprend mieux la haine de l'OAS qui l'avait assassiné le 15 mars 1962, avec cinq autres de ses camarades (Feraoun, Ould Aoudia, Marchand, Basset et Eymard), tous taxés de FlN. On comprend mieux, avec l'élimination, ici et là, par les uns et par les autres, de tous ceux qui pensaient, les situations chaotiques, déstructurées, qui suivirent et dont des retombées méthodologiques perdurent encore. D'une certaine manière,

avec sa politique de «terre brûlée», l'Oas avait gagné... comme les islamistes intégristes des années 90, avec leur politique d'éradication de tout ce qui représentait la culture, l'art et l'éducation modernes. Tuer ceux qui pensent, c'était tuer l'avenir ! Heureusement, l'intelligence est une «mauvaise herbe» et elle repousse toujours là où on l'attend le moins. De plus, il est toujours, et c'est inéluctable, des moments de l'Histoire pour ressusciter les idées et les pensées. C'est ce que nous offre aujourd'hui ce livre, rapportant les «réflexions» d'un intellectuel vrai qui pouvait facilement, par la suite, devenir un grand homme politique. Car, la plupart de ses idées embrassaient l'humanité et son avenir, et pas seulement l'Algérie.

Avis Des réflexions (alors écrites sur un simple cahier découvert par le fils après la mort du père) qui vous feront... réfléchir. Et, on en a bien besoin

Extraits : «Quelles que puissent être les raisons de l'attentat, justifié ou non, et qu'elles qu'en puissent être les conséquences, je ne puis m'empêcher de songer que la seule responsabilité en incombe au colonialisme» (p 18), «On n'arrête pas un mouvement populaire par la force» (p 31), «La force ? (...), elle ne résout rien, elle complique tout, aggrave le drame, accroît la haine et la détresse des humbles (...). Les réformes ? Elles sont inefficaces dans un pays où la machine administrative se sent plus forte que le gouvernement central» (p 46), «Le problème algérien est essentiellement politique que domine une pensée unique : le retour de la liberté» (p 60), «Aimer et se sentir aimé procure de l'apaisement et donne du courage pour regarder la vie et tous les méchants bien en face. On a beau se moquer de l'amour, il demeure le principe même de toute jeunesse, de tout ce qui est beau et mérite d'être admiré ou adoré» (p 124).



FRANTZ FANON.
Portrait par Alice Cherki.
Apic Editions (Editions du Seuil en 2000 et janvier 2011 pour la postface),
314 pages, 700 dinars, Alger 2013

Il n'avait que 36 ans lorsqu'il est mort. Un âge où, souvent, une vie d'homme ne fait que commencer. Il est vrai qu'il avait déjà tout vu, tout compris de l'injustice et des inégalités. C'est pour cela que toutes ses mises en garde aux pays colonisés en voie d'indépendance se sont révélées prophétiques. De même que ses réflexions sur la folie, le racisme... Une œuvre pour l'époque «irrecevable» tant il dérangeait par ses vérités... entre autres sur «le colonialisme intérieur».

Bref, un homme hors normes dont le parcours est «redessiné» par l'auteur pour en finir, dit-elle, avec les qualificatifs les plus divers que la pensée contemporaine semble lui attribuer. Et, le sortir de «l'idéalisation forcenée» ainsi que de la mise en place d'un héros coupé de l'Histoire. Fanon n'est pas un apologue de la violence comme on a voulu le faire croire surtout en France. Il n'est pas lié à un tiers mondisme obsolète. C'est, tout simplement, «une des personnalités les plus remarquables de son temps» (Simone de Beauvoir, 1963). Un médecin révolutionnaire, un intellectuel total dont les écrits ont influencé bien des révolutionnaires (dont les noirs américains fondateurs des Black Panthers qui ont fait des Damnés de la terre un texte de base), un combattant pour la liberté des peuples, tout particulièrement africains, tous les «sans» pour emprunter à Alice Cherki qui l'a bien connu, et l'indépendance de l'Algérie, son vrai pays, là où il avait demandé à être en-

terrée. Médecin psychiatre engagé (il a humanisé l'institution psychiatrique avec l'introduction de la social-thérapie), combattant (voulant toujours s'impliquer sur les terrains), militant du FlN peu de temps après son arrivée en Algérie, mais aussi humain... à en mourir. Mais, aussi, un homme qui aimait danser et chanter. Il aimait vivre. Il n'a pas eu le temps de faire sa psychanalyse, Cherki le fait à sa place. Avec science, art et brio... avec, dans le chapitre «Fanon aujourd'hui» et à propos de «la honte de soi» les conclusions du génie prémonitoire fanonien : «Ecartelée entre la recommandation à l'amnésie et le désir de vérité, de reconnaissance des actes commis, elle (la société civile) risque de s'enfermer dans le regard qu'elle porte sur elle-même. Si le déni de ce qui a eu lieu l'emporte et s'installe, l'accès à la culpabilité et au travail de deuil se trouvera barré, terreau fertile à la résurgence de la violence». Une psychanalyse réaliste et dramatiquement vraie, constatée, dans notre vécu quotidien. Hélas !

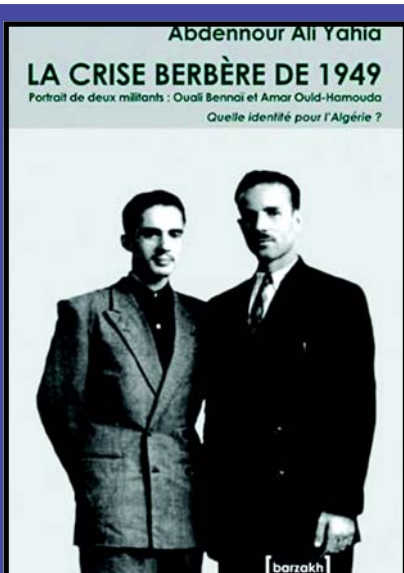
Ah, j'allais oublier : On y apprend dans cet ouvrage que le «petit Boutef» a bien connu Frantz Fanon et a même travaillé avec lui. On comprend mieux le côté «psy» du «grand Boutef»!

Avis Vous croyez tout connaître de Fanon? Eh bien, non. Pour cela il faut lire le portrait dressé par Alice Cherki... pour le comprendre. De plus, vous découvrirez

bien des choses sur l'Algérie colonisée, sur la guerre de libération nationale, sur ceux qui la faisaient... et, aussi, sur l'avenir psychosociologique du pays devenu indépendant ; l'auteur, elle aussi, psychiatre, ne pouvant pas expliquer un comportement sans en décrire le contexte... d'hier... et d'aujourd'hui.

Extraits (propos de Fanon) :

«On ne raconte pas son passé, on en témoigne» (p 9), «Ceux qui écrivent leurs Mémoires sont ceux qui n'ont plus rien à faire de leur vie» (p 14), «L'important, ce n'est pas qui fait toutes ces choses, c'est qu'elles soient faites» (p 100), «Ce qui est central, c'est que la mort du colonialisme doit être à la fois celle du colonisé et du colonisateur» (p 186), «Rêve pour rêve, la fonction de l'intellectuel n'est-elle pas de donner à comprendre les contradictions du réel, et pas obligatoirement de les résoudre ? N'est-elle pas aussi de permettre effectivement de rêver à un possible qui est une utopie créatrice, différente de l'illusion si celle-ci est un ensemble de suggestions auxquelles on adhère pour éviter de «se penser» (Alice Cherki, p279), «Primo Lévi, dans l'un de ses derniers témoignages, disait : «Le réel c'est le camp, la vie d'après est un rêve». Fanon, à trente ans, se battait pour transformer le réel du camp, redonner une temporalité à la vie et inscrire le rêve» (Alice Cherki, p. 296)



LA CRISE BERBÈRE DE 1949.
Portrait de deux militants : Ouali Bennai et Amar Ould-Hamouda. Quelle identité pour l'Algérie ? Essai historique de Abdennour Ali Yahia. Editions Barzakh, 295 pages,
850 dinars, Alger 2013.

On sent bien, déjà en plein milieu de l'ouvrage, que Ali Yahia Abdenour a, en fait, porté l'œuvre durant toute sa vie. En tout cas, c'est mon sentiment. Certainement pris par le temps, et ses charges politiques, puis ses charges professionnelles, puis ses charges militantes, et, de plus, la prison qu'il a longtemps connue ne lui ayant pas laissé le temps et surtout la liberté (physique et d'esprit) d'écrire comme il l'entendait, il n'avait pu la réaliser. D'un autre côté, il lui a fallu attendre longtemps, très longtemps pour, après n'avoir pensé qu'au peuple, conclure qu'il était temps de penser aussi à des héros connus, certes, mais seulement par les anciens ou les cercles d'initiés.

Il est donc revenu aux sources de la militance et de l'engagement en écrivant sur la berbérie. Son dada ! Et, on ne peut parler de celle-ci si l'on ne connaît pas de l'intérieur l'âme et la vie berbères. Et, on ne peut saisir l'importance de cette identité si l'on ne retrace pas le sacrifice des hommes qui ont lutté pour qu'elle soit préservée, défendue, conservée, louée, promise. C'est pour cela qu'il a, dans un premier (long) chapitre, présenté les multiples facettes de la vie en Berbérie, avec, en arrière fond, une Histoire plus de deux fois millénaire qui embrasse tout le pays (Certes, il se limite seulement à la Grande Kabylie mais, je vous assure, moi qui suis d'une famille originaire des montagnes de Skikda, que de points communs... avec une vie plus rude... et en plus individuelle, celle-ci influencée, certainement, par celle-là).

On en apprend beaucoup plus sur l'âme et la vie

berbères, sur l'identité berbère, que sur la vie de O. Bennai et de A. Ould Hamouda dont les beaux portraits d'époque illustrent la couverture.

La crise dite «berbériste» de 1949 est, au départ, provoquée par le bureau politique du PPA-MTLD qui avait écrit dans un memorandum adressé à l'ONU, fin 48, que «l'Algérie est une nation arabe et musulmane depuis le VII^e siècle». Exit donc la Numidie. Exit les Royaumes berbères. Exit Massinissa, Jughurtha, Takfarinas, Kahina, Yaghmourassene... Dur à avaler par les jeunes militants berbères comme Bennai et Ould Hamouda qui, déjà, ne supportaient plus le pouvoir et le culte de la personnalité de Messali Hadj et qui, à travers une large vision historique de la nation algérienne, tenaient à la dimension berbère de leur patrie. Certainement assez vite assimilés aux messalistes, ils seront «mangés», par la suite, par la Révolution armée de 54 du FLN/ALN, le premier en février 57 et le second en avril 56. L'essai sur la problématique berbériste et sur les destins tragiques de ses deux héros (partisans de la lutte armée bien avant que d'autres n'y pensent) est une occasion pour l'auteur, avocat redoutable, de «presque» descendre en flammes Messali Hadj qui avait, selon lui «réduit l'identité nationale à l'Islam et à la langue arabe» (un portrait saisissant de réalisme sur le zaïm... portrait à rapprocher avec celui de ????: p 99) et de faire montre d'une extrême sévérité (p 171) à l'endroit de H. Ait Ahmed (membre du Bp du PPA-MTLD à 22 ans) qui n'avait pas alors soutenu totalement la lutte des «ber-

béristes» contre les «pan-arabistes»... et de A. Kiouane (p 233), alors avocat de Bennai Ouali

Avis Un essai sur la problématique de l'identité nationale, une plaidoirie pour la réhabilitation de combattants injustement «éliminés», pour la restauration pleine et entière de la culture et de la langue berbère aux côtés de la langue arabe populaire, quelques réquisitoires, des bio-express... tout cela dans un va et vient passé-présent incessant, parfois déroutant. Du Ali Yahia Abdenour 100%. A lire... avec précaution... pour faire la part des choses passées et des réalités présentes, et pour ne pas désespérer du futur.

Extraits : «L'obligation d'écrire est une nécessité, bien plus qu'un devoir, pour ne pas emporter dans la mort, qui est l'autre côté de la vie, ses souvenirs» (p15), «La solitude est un plat qui se mange seul» (p16), «On ne peut remplacer ce qui a un prix par son équivalent, en revanche ce qui n'a pas de prix et donc pas d'équivalent, c'est ce qui possède une dignité» (p21) «Il faut donner deux choses à un enfant, garçon ou fille : des racines pour l'intégrer définitivement à sa société, et des ailes pour aller chercher à l'étranger la science et la technologie qu'il mettra au service du pays» (p 57), «Messali a le culte d'une seule personne, la sienne» (p121), «L'impertinence, cette forme douce de rébellion» (p 156), «Les trois éléments matériels constitutifs de l'idée de nation sont : la mémoire, la volonté, le destin» (p 233).

Ces pays que Bouteflika rassure

Un Bouteflika en dehors du palais présidentiel d'Al-Mouradia déplairait à certaines puissances pour qui le régime du président sortant est un facteur d'équilibre.



Pour les partisans du «Non» au quatrième mandat de Bouteflika, difficile de croire que le timing de la visite du secrétaire d'Etat américain, la semaine dernière à Alger, était indépendant du calendrier électoral. Intervenue en pleine campagne à deux semaines de la présidentielle, cette visite a suscité une grande polémique perçue par des Algériens comme une ingérence dans le scrutin présidentiel, comme si le secrétaire d'Etat américain venait valider les résultats prévisibles du 17 avril.

En effet, la Maison Blanche suit de près la présidentielle algérienne, parce que si Bouteflika ne passe pas, ce sera l'inconnu pour Washington. C'est ce qu'explique Ahmad Al-Bassous, spécialiste de l'Algérie au Centre des Etudes Politiques et Stratégiques (CEPS) d'Al-Ahram. «Le moment de cette visite semble indiquer que Washington appuie politiquement le régime algérien affaibli et pratiquement incompetent. C'était une visite exploratoire, pour savoir à quel point ce régime peut résister aux contestations, car le maintien du bouteflikisme assure les intérêts commerciaux et sécuritaires des Américains», dit Al-Bassous.

Le partenariat avec Washington a été fructueux à l'époque de Bouteflika. Washington se trouve parmi les principaux clients de l'hydrocarbure algérien. L'Algérie est le premier producteur africain de gaz naturel. Outre l'hydrocarbure, l'Algérie demeure un allié de taille pour les Américains dans «la lutte contre le terrorisme», notamment dans



le domaine du renseignement. La stabilité de l'Algérie en général et du Maghreb en particulier intéressent Washington, étant donné l'insécurité qui prévaut dans la sous-région du Sahel, où Al-Qaëda au Maghreb islamique (AQMI) constitue une «forte menace» pour les intérêts américains et occidentaux.

Quant à la France, elle entretient des liens assez étroits avec Bouteflika, qui a été hospitalisé pendant 80 jours en 2013 pour un AVC, à l'hôpital militaire Val-de-Grâce.

Bouteflika a autorisé les avions français à survoler le ciel algérien pour se rendre au Mali, et ceci malgré le refus des responsables militaires algériens. L'armée algérienne a fourni aussi la logistique en carburant aux soldats français, pour approvisionner leurs véhicules blindés et leurs hélicoptères présents dans le nord du Mali. Sous Bouteflika, la France a accédé à des secteurs stratégiques algériens. Les groupes français accaparent ainsi 40% du marché national des cimenteries.

Toutefois, selon Khaled Al-Sergany, politologue à Al-Ahram, la France reste prudente et n'a pas déclaré le moindre soutien à Bouteflika, pour ne pas perdre un potentiel nouveau régime, notamment que la plupart des candidats jouent dans leurs campagnes sur deux points faibles de Bouteflika: l'âge et la dépendance par rapport à Paris. Beaucoup d'Algériens croient que c'est l'Elysée qui détient les ficelles de la présidentielle. «Nos anciens colonisateurs choisissent depuis 52 ans

les dirigeants de l'Algérie, et ils les imposent en faisant fi de la volonté du peuple qui est livré à la paupérisation et à la misère !», dit Moussa Touati, candidat à la présidentielle.

L'APRÈS-BOUTEFLIKA PRÉOCCUPE SES VOISINS

La Tunisie et le Maroc s'intéressent de près à la stabilité de l'Algérie. La Tunisie, affaiblie économiquement, a besoin du soutien militaire et financier de l'Algérie. Bouteflika a par ailleurs joué un rôle de médiateur dans la récente crise politique tunisienne. Les liens sont devenus très étroits après la nomination de Mehdi Gomma à la tête du gouvernement tunisien. Celui-ci, selon Al-Sergany, trouve que Bouteflika constitue un exemple à suivre pour juguler les islamistes. Les deux pays ont renforcé leur coopération dans le domaine de l'antiterrorisme, notamment pour neutraliser les groupes liés à Al-Qaëda. «La Tunisie craint que cette stratégie de défense ne soit touchée en cas de chute de Bouteflika», dit Al-Sergany.

Quant au Maroc, il étudie minutieusement le profil à recueillir des éventuels successeurs de Bouteflika. L'avenir des relations morocco-algériennes va dépendre certes de son successeur. L'après-Bouteflika verra-t-il la fin des tensions entre ces deux voisins, notamment sur le dossier du Sahara et des frontières ? Bien que la plupart des candidats à la présidentielle promettent dans leurs programmes une amélioration des relations avec le Maroc et une réouverture des frontières, le Maroc craint, selon Bassous, que «la chute de Bouteflika ne mène à une déstabilisation de l'Algérie, qui pourrait jeter son ombre sur la situation sécuritaire du royaume et alimenter l'opposition».

Ali Benflis, le vrai-faux challenger de Bouteflika

Ali Benflis, ancien ministre de la Justice et ancien Premier ministre, était le principal rival d'Abdelaziz Bouteflika au scrutin présidentiel qui s'est déroulé jeudi. Portrait de cet homme d'appareil que la bataille du quatrième mandat a campé en "opposant".

L'EXPRESS

"J'incarne une autre forme de protestation contre un système corrompu, vieillissant et finissant", affirmait Ali Benflis à L'Express, trois jours avant le scrutin présidentiel de ce 17 avril.

Le principal rival d'Abdelaziz Bouteflika a multiplié les promesses au cours de la campagne électorale. "Je veillerai à ce que tous les citoyens et en particulier les plus faibles d'entre nous trouvent toutes les garanties de la protection judiciaire et se sentent protégés contre l'arbitraire des puissants", a-t-il assuré. Il promet de prendre à bras-le-corps, la justice, l'éducation, la santé et la création d'emplois, insiste sur la nécessité d'"aller vers une économie productive". "L'Etat, dit-il, doit avoir une vision stratégique, faire preuve de réalisme économique, de rigueur budgétaire, encourager, protéger et faire confiance à la production nationale". Pas une mince affaire dans un pays rongé par la corruption et la malgouvernance. On en oublierait presque qu'il est un vieux routier du système qu'il dénonce!

PARENTHÈSE RÉFORMISTE

Né le 8 septembre 1944 à Batna, dans l'est de l'Algérie, Ali Benflis est magistrat de formation. Son site officiel de campagne le présente comme un combattant "inlassable pour une société des libertés", et rappelle qu'il est membre fondateur de la Ligue algérienne des Droits de l'Homme. Sans préciser, souligne le politologue Mohammed Hachemaoui*, chercheur associé à l'IEMAM (CNRS), que "cette association a été créée en sous-main par le ministre de l'Intérieur El Hadi Khediri et le "parrain" du régime, le général Larbi Belkheir, dans le but de contrer la Ligue Algérienne de Défense des Droits de l'homme (LADDH d'Ali Yahia Abdenour), reconnue à l'étranger et partenaire d'Amnesty International". Une technique de "clonage" des ONG, syndicats et mouvements politiques que le "système" algérien pratique avec maestria.

Ali Benflis devient ministre de la Justice après l'explosion sociale de 1988, poste auquel il est reconduit dans le gouvernement réformateur de Mouloud Hamrouche, en 1989. Il s'agit de la seule période où l'Algérie tente de bâtir un Etat de droit avec une nou-

velle constitution, l'instauration du multipartisme et la libéralisation de régime. "Ali Benflis s'est battu courageusement pour mettre en oeuvre ces réformes", se souvient Ghazi Hidouci, ancien ministre de l'économie de Hamrouche, interdit de séjour en Algérie depuis plus de vingt ans. "Les réformes de cette période ne dépendaient pas que de lui. Elles étaient portées par la volonté de l'ensemble de l'équipe de Hamrouche", tempère de son côté Saïd Djafer, rédacteur en chef du site algérien Maghreb émergent.

BATTU PAR UN CANDIDAT ISLAMISTE DANS SON FIEF

En juillet 1991, Ali Benflis démissionne du gouvernement lorsque l'Etat de siège est proclamé en raison de tensions avec le Front islamique du Salut (FIS). Candidat aux législatives de décembre 1991, où le FIS remporte 48% des voix, Ali Benflis est battu par un candidat islamiste dans son propre fief de Batna.

En pleine guerre civile, en 1997, il devient député de sa région d'origine, sous les couleurs du Front de libération nationale (FLN), à la faveur d'un scrutin que tout le monde sait truqués. Un an plus tôt, le patron du parti, Abdelhamid Mehri, a été évincé du parti à la suite d'un "putsch" interne. Benflis n'a pas secouru son ami. "Il m'a déçu, avoue Ghazi Hidouci, son ex-confrère du cabinet Hamrouche. J'ai compris qu'il était prêt à beaucoup pour le pouvoir."

En 1999, Benflis est chargé de diriger la campagne électorale d'Abdelaziz Bouteflika, appelé au pouvoir par le régime pour restaurer une image extérieure dévastée après la "sale guerre" (150.000 morts). "Il cautionne ainsi ce scrutin, alors que les six autres candidats se sont retirés pour protester contre des tentatives de fraude", souligne Mohammed Hachemaoui.

CAUTION DE BOUTEFLIKA

Benflis est nommé à la tête du gouvernement en août 2000, "Sa nomination intervient après la démission d'Ahmed Benbitour, frustré de constater que les dossiers économiques étaient gérés directement par les conseillers présidentiels", décrypte Saïd Djafer. "Accepter ce poste après la démission de Benbitour, ajoute-t-il, signifiait qu'il en acceptait les règles".

"En tant que chef de gouvernement, Benflis a sa part de responsabilité dans l'écra-



ment dans le sang du printemps kabyle et dans l'interdiction des marches de l'opposition en 2001", fait par ailleurs valoir Mohammed Hachemaoui.

Lors d'une intervention télévisée en février dernier, Ali Benflis avait clamé son innocence dans l'affaire Khalifa, le plus gros scandale bancaire de ces dernières années en Algérie. "L'ex-Premier ministre a pourtant été éclaboussé par cette affaire, et lorsqu'il s'est présenté à la présidentielle contre son ancien patron, en 2004, il a multiplié les apparitions sur la chaîne Khalifa TV, assène le chercheur. Sa participation sert de caution à cette nouvelle mascarade électorale". Benflis n'en sera pas pour autant remercié par l'appareil sécuritaire: il est gratifié du score humiliant de 6,42% des voix. L'ancien Premier ministre disparaît alors de la scène politique pendant dix ans jusqu'à sa nouvelle candidature en 2014.

LA MÉTAMORPHOSE

L'homme aurait changé, lui qui dénonce une justice qui "poursuit pas les corrompus parce qu'elle "n'est pas indépendante". Ali Benflis promet une nouvelle constitution issue de négociations "qui pourraient durer une année entière" avec les différents acteurs politiques, ainsi qu'un "gouvernement d'union nationale". La nouvelle constitution fera du Parlement un outil de contrôle qui "fera peur au gouvernement", assure le candidat.

Cette métamorphose ne convainc pas tout le

monde. "Cette élection sans choix, qui consacre d'abord et avant tout l'exclusion politique, vise en fait à faire 'élire' un président impotent non plus seulement physiquement mais politiquement, à tailler ensuite un costume de 'leader de l'opposition' à l'insider Benflis, et à mettre en route enfin un simulacre de 'transition démocratique' pour reconduire, derrière la relève générationnelle et le changement de façade, le système autoritaire algérien", dénonce Mohammed Hachemaoui.

Le sociologue Lahouari Addi, lui, veut y croire: puisque les candidats sont filtrés en amont, la hiérarchie militaire "devrait laisser la population élire Benflis ainsi doté d'une légitimité électorale, y compris avec un taux élevé d'abstention. Cela renforcerait la crédibilité de l'Etat. Par ailleurs, il semblerait que Benflis soit soutenu par certains officiers supérieurs. Si cela est vrai, il serait le représentant civil du courant réformateur de l'armée incarné autrefois par Hamrouche et aujourd'hui représenté par lui. Ce ne serait pas la révolution, mais une perspective vers un changement de génération dans l'armée, ce qui pourrait être le prélude à une transition. Tout cela au conditionnel, bien sûr", explique-t-il.

"S'il peut faire même de petites choses pour l'Algérie, j'en serais heureux", affirme Ghazi Hidouci. "Si cette élection permettait à Benflis de gagner, plaisante quant à lui Saïd Djafer, le régime aura avancé d'un millimètre... C'est déjà un progrès."

De la démocratie à la voyoucratie

Pour la puissance occupante jusqu'aux années cinquante, les «fellagas» furent des bandits planqués dans les maquis, Munis d'une allumette et d'un fusil, les hommes de Sassi Lasoued ou de la Lazhar Chraïti qui vouaient les récoltes coloniales aux bons soins de l'incendie. Par leur action armée, ces résistants contribuaient à l'évacuation du colon pour la fondation de l'État indépendant.

RÉALITÉS TUNISIE

Selon le «suprême» timonier de l'insurrection, la Constitution sera démocratique. Après l'époque héroïque, les milices de l'ère post-coloniale secondèrent la police pour mâter les Tunisiens peu enclins à livrer un blanc-seing aux tenants de l'exclusivisme destourien. Avant de parvenir à Zaghouan, où Abdejlil Témini organisait un débat contradictoire, je dis à Mohamed Sayeh : «La discussion sera politique et sans qualificatifs agressifs, mais ils ne vont pas te caresser dans le sens du poil».

«Qu'est-ce à dire ?»

«Eh bien, la milice par exemple». Mohamed Sayeh demeure pensif un moment puis répond : «Sans des hommes pour tenir la rue, un homme politique n'en est pas un». Plus tard et après un séminaire tenu au «Collège de Tunis», j'arpentais la rue El Marr avec Mohamed Sayeh. Tel une ombre surgie d'outre-tombe, un ancien homme de main vient vers Sayeh, lève les bras, manifeste sa joie et dit, ému : «aârfi ! aârfi» (mon patron ! mon patron !) gêné, très gêné, Mohamed Sayeh évite le regard admiratif, invite l'homme à s'éloigner par un geste furtif mais significatif et murmure «bahi, bahi pour dire «ça va, ça va, casse-toi !».

■ ABEL ET CAÏN

Lors de retrouvailles après une si longue absence, les fiers de leur mission accomplie auraient festoyé sans renier le glorieux passé. Mais pour Sayeh, sa rencontre avec l'un de ces

revenants fut inamicale et même glaciale. Il ne peut respirer l'air du temps sans l'arôme du reproche partout présent. Parmi les accusations mentionnées par Nouredine figure la torture infligée aux étudiants incarcérés.

Ongles arrachés ou carrières brisées enjolivent le tableau des stigmates hérités. Avant sa bifurcation idéologique vers le système à esprit de parti unique, Sayeh, ce dur parmi les durs suivit la piste communiste. A ce titre, Gilbert Naccache, Ahmed Smaoui, Hichem Skik, Mohamed Charfi, Salah Zeghidi et tant d'autres mal aimés du régime totalitaire furent ses frères.

Pour le directeur du parti incriminé, comment échapper à l'évocation de l'horreur inoubliée. «L'œil était dans la tombe et regardait Caïn».

Après les fellagas montés à l'assaut des colons français voici venus les tenants de la «felqa», ce machin utilisé contre les Tunisiens éclairés. D'une milice à l'autre, la transformation sociale modifie la trajectoire de la navigation sur les eaux claires de la gloire ou par dessus la fange noire de la marre aux canards.

Devancières de «nos enfants» les milices destouriennes lèguent le style de la police parallèle aux prétendus protecteurs de la Révolution.

De nos jours, les multiples escadrons des LPR affectèrent le bâton à la «réislamisation» des koffars.

■ LE CHEIKH FIDÈLE À J. AUSTIN

Mais par delà les bons services et les piétres sévices des milices, dans les trois cas de figure déployés depuis la guérilla libératrice, l'emploi de la force extra-officielle paraît avoir partie liée avec le critère défini par Max We-



ber. Tout au long de la rétrospective, clignote la célèbre formulation : «L'État est une communauté humaine qui revendique avec succès le monopole de l'usage légitime de la violence physique sur un territoire déterminé».

Une prise à la lettre de l'énonciation max-weberienne tend à fourrer dans le même sac fellagas, LPR et milices destouriennes. Ici et là, un emploi de la violence physique opère à la barbe du monopole étatique.

Cependant Sassi Lasoued ou Lazhar Chraïti, différents de Mohamed Sayeh et celui-ci serait indigné par son assimilation à Imed Dghij où il subodore le pire. L'analogie formelle des ren-gaines maquille des contenus hétérogènes. Dès lors, le mot de Max Weber suggère son adaptation aux différentes situations. Au cas où l'État serait colon, l'unique violence légitime devient celle de l'insurrection.

L'ordre appelé légitime ; le désordre déployé pour canaliser la transition vers un nouvel ordre. Aujourd'hui, les partisans de l'État civil démocratique et laïc perçoivent, dans les LPR, le mélange de la violence illégale avec le spectre de l'inquisition théocratique. Le sens n'existe pas sans donation de sens, car, pour une part de la population, la charia n'est pas le droit. Les débats, houleux, à l'Assemblée, illustrent cela. Mais si les amis de Ghannouchi l'emportent aux prochaines élections, les

parchemins signés seront déchirés pour libérer la voie orientée vers le sens d'une autre donation de sens.

En l'an 1967, Austin titrait l'un de ses ouvrages «Quand dire, c'est faire». Depuis, chaque jour ce propos ne tombe guère dans l'oreille d'un sourd.

■ **GABEGIE ET VALSE DES PRIX**
Ecoles coraniques, jardins d'enfants et mosquées mettent en pratique la formule de J. Austin à l'instant même où les jihadistes pourchassés continuent à piéger les forces de sécurité.

Cependant, l'évidence du laxisme troikiste exhibé depuis la Révolution excelle dans l'art d'inscrire l'étatique et le sécuritaire au dictionnaire des abonnés absents. A son tour, la déliquescence de l'autorité source la généralisation de l'insécurité.

Depuis le 14 janvier, la voyoucratie passe en contrebande sous le couvert de la démocratie. Le banditisme sordide pavoise du nord au sud. Ce vendredi 7 mars notre équipe de recherche dirigée par l'ingénieur agronome Fethi Goucha mène l'enquête à Sejnane. Sur les bassins versants pleurent les arbres calcinés dont la destruction accentue les effets dévastateurs de l'érosion. Nos accompagnateurs de la «cellule territoriale de vulgarisation» (CTV) pointent le doigt vers les dégâts et nous disent : «Les incendiaires courent toujours mais désormais les policiers commencent à desserrer

l'étau qui nous étouffait». Propriétaire d'une parcelle de six hectares au lieu dénommé Bouâouej, le paysan-pasteur Ahmed El Mechergui me dit : «Les intermédiaires ont toujours été gloutons, mais depuis la Révolution, ils profitent encore davantage de la pagaille et ils sont devenus des rapaces. Ils règnent en maître sur le marché rendu pire que la jungle. Ils m'ont fait vendre ma première livraison de pastèques à 600 millimes le kilo. A la seconde, je n'ai pu obtenir que 450 millimes. A la troisième, le prix devait encore baisser jusqu'à 200 millimes. Alors j'ai préféré m'en retourner avec mon camion plein et j'ai déversé quatre tonnes par terre pour les donner à mes vaches». La même relation réapparaît à chacune de nos rondes, laxisme, banditisme et débâcle économique se répandent. A cet ambiant où les hors la loi occupent les territoires évacués par l'État, les milices protectrices de l'inquisition contribuèrent avec la bénédiction de leur papa. Maintenant, l'implosion des protestations remet au goût du jour la question de leur dissolution. Par delà l'espace étendu et le temps révolu, Verlaine, ce visionnaire, suggère au père de congédier ses enfants déçus :

«En route, mauvaise troupe !
Partez, mes enfants perdus !
Ces loisirs vous étaient dus.
La chimère tend sa croupe»

C'est quoi être détective privé en 2014 ?

Plus de femmes, moins d'affaires d'adultère et beaucoup d'enquêtes pour les entreprises privées. Le métier de détective n'a plus rien à voir avec celui exercé dans les années 80.



On les imagine souvent planqués derrière un buisson, un appareil photo et un enregistreur dernier cri à la main. D'autres les voient affublés d'un borsalino, d'un imper et d'une loupe. Pourtant, aux Etats généraux des détectives privés, ce jeudi à Paris, à quelques pas des Champs-Élysées, aucune trace de Sherlock Holmes ou de Nestor Burma. La profession est jeune et vêtue de costumes chic. Aucune trace de la loupe, ni de l'enregistreur. Ici, c'est un attaché-casé que l'on porte à la main. D'ailleurs, on ne les appelle même plus «détectives privés». Désormais, c'est le terme «agent de recherches privées» (ARP) qu'il faut utiliser. Ou celui d'«enquêteur».

Près de quatre-vingts personnes ont fait le déplacement pour savoir où en était la révision de la loi qui régit depuis 1983 la profession. Dans la salle aux couleurs vives, les costumes noirs sont de rigueur. Même pour les quelques jeunes femmes présentes. «Il y a de plus en plus de filles dans la profession, même si c'est un métier d'hommes», confirme Sophie Mas, enquêtrice depuis cinq ans pour une société basée dans le sud de la France. Talons aiguilles noirs, jupe noire et veste noire, cette ancienne étudiante en droit de 30 ans ne paraît pas avoir le look de l'emploi. «Avant, certains clients me demandaient : "Mais vous allez aussi sur le terrain ?" Ils ne me croyaient pas. Mais quand on est une femme, c'est parfois plus facile. Moi, quand on me voit, personne ne se dit que je suis en filature. C'est moins détectable qu'un homme.» Aujourd'hui, les femmes ne représentent encore que 10% des agents de recherches privés. Mais leur nombre évolue rapidement depuis la réglementation du métier. «Depuis 2005, il y a beaucoup plus d'anciens étudiants en droit qu'avant, et la majorité de ces étudiants sont des femmes, explique Sophie. Les écoles d'enquêteurs sont remplies de juristes.»

■ DES OUTILS ACCESSIBLES À TOUS

Au total, il existe quatre formations menant au métier de détective privé. Depuis 2003, elles sont obligatoires pour obtenir l'agrément nécessaire à son exercice, ce qui explique en partie la baisse du nombre d'agences en France (de 3 000 en 2000, leur nombre n'est plus que de 800 aujourd'hui). Jean-Christophe Schmitt, en-

quêteur à son compte depuis 1988, n'était pas passé par une école. Son expérience, largement supérieure aux deux ans requis pour obtenir l'agrément, a suffi pour qu'il puisse continuer à exercer. Mais son travail a beaucoup évolué depuis ses débuts, il y a vingt-six ans. «Depuis que la réglementation est entrée en vigueur, on agit dans un cadre beaucoup plus restreint, explique-t-il. Mais on bénéficie aussi d'une reconnaissance plus importante. Il existait encore il y a quelques années des pratiques à l'ancienne, un peu "borderline". Aujourd'hui, elles ont presque toutes disparu, car on peut se faire radier à tout moment.» Depuis janvier 2012, date de la création du Conseil national des activités privées de sécurité (CNAPS), les contrôles des agents de recherches privés se sont renforcés.

Ecoutes téléphoniques, enregistrements et autres techniques d'enquête sont formellement interdits. Avec en tête des obligations, le respect de la vie privée. Finalement, le métier de détective privé semble bien moins rock'n'roll que ce qu'on pourrait imaginer. «On ne peut utiliser que les outils accessibles à tous les citoyens, explique Sophie Mas. Mettre sur écoute, c'est interdit. On n'a pas plus de droits qu'un autre. Si on fait quelque chose qui va à l'encontre de l'agrément, on le perd et notre carrière s'arrête là.»

■ MOINS D'AFFAIRES DE MŒURS

Alors fini les photos volées ? Presque. Car le terrain et les filatures demeurent l'une des activités principales du détective privé. Même si ce n'est plus pour suivre un conjoint volage ou une maîtresse trop présente. «On bosse beaucoup pour des entreprises, explique Sophie Mas. Ça représente environ 70% de notre travail.» En tant qu'enquêtrice pour une agence privée, une grande partie de son travail se déroule sur le terrain. Que ce soit dans sa voiture ou en filature. Mais elle reconnaît qu'elle doit aussi rédiger de nombreux rapports, dont la vocation est soit d'ouvrir une procédure judiciaire, soit de permettre à des entreprises d'enquêter sur un vol interne ou sur des détournements de fonds. «Je préfère travailler pour des particuliers, c'est moins froid», confie-t-elle, même si cela ne représente qu'une faible part de son travail. «On est dans la sphère affective, qui est beaucoup plus forte.»

De son côté, Jean-Christophe Schmitt est plutôt satisfait de s'occuper d'affaires économiques. «Avant, je m'occupais beaucoup plus d'affaires de mœurs, d'adultères et de divorces. Aujourd'hui, ces enquêtes sont rares, quand elles existent encore... Il n'y a plus vraiment de dossiers sur les mœurs, à part lorsqu'il s'agit d'héritages ou de grosses fortunes.» Quand il a commencé en 1988, il a

«compris que c'était le moment de se lancer. On était déjà en plein bouleversement économique. Le métier allait forcément s'orienter vers quelque chose de différent».

■ INTERNET N'EMPÊCHE PAS LE TRAVAIL DE TERRAIN

Aujourd'hui, un détective privé reçoit entre 60 et 130 euros de l'heure. Un tarif élevé, à une époque où l'on pourrait croire qu'Internet peut apporter une réponse à toutes les questions. «Atteintes aux entreprises, vols de matériel, détournements de fonds, concurrence déloyale ou contrefaçon. Tout cela cause de gros préjudices aux entreprises et c'est sur cela que nous travaillons», explique Jean-Christophe Schmitt. «La réponse des services officiels est limitée lorsqu'il s'agit de ce type de préjudices. Le seul recours pour une entreprise, c'est le détective privé.» Lorsqu'un représentant d'entreprise arrive dans son bureau, il pose généralement un dossier complet collecté sur Internet et ses réseaux sociaux. «Ce qu'il demande, c'est ce qu'on peut lui apporter de plus. Rencontrer la personne, l'écouter, la voir, lui parler. Tout cela est essentiel pour constituer un dossier capable de se retrouver sur le bureau d'un juge. On ne peut aujourd'hui se contenter d'Internet», ajoute-t-il. Idem pour Sophie, qui estime qu'Internet «permet de réaliser une pré-enquête» : «On peut aussi faire du repérage, grâce à la street view de Google Maps, par exemple. Du coup, quand on va sur le terrain, c'est beaucoup plus simple. On visualise mieux les lieux, donc on est plus efficace.»

Travaillent-ils avec des hackers ? Difficile d'obtenir une réponse claire. Jean-Christophe Schmitt avoue cependant que sur ses quatre employés, deux sont des experts en informatique. «Ils sont capables de démembrer un ordinateur et de trouver une information cachée au fond d'un disque dur. Aujourd'hui, on ne peut pas travailler si on exclut de telles pistes.» Et si c'est avec nostalgie qu'il se souvient de l'époque où «il fallait utiliser les cabines téléphoniques pour passer ses coups de fil», c'est avec beaucoup d'optimisme qu'il envisage l'avenir de sa profession. «On est enfin entré dans la sphère moderne. Il ne reste plus qu'à obtenir plus de prérogatives.» Par ce terme, il entend un accès aux fichiers administratifs. L'une des principales revendications de tous les détectives, qui espèrent obtenir des droits similaires à ceux de leurs collègues du ministère de l'Intérieur.

A l'hôtel : «Si on dénonce des clients à la police, il faut rester discret»

En début de semaine, un syndicat hôtelier en Languedoc-Roussillon s'est ému d'un e-mail envoyé par la police judiciaire de Montpellier aux professionnels du tourisme dans la région.

Rue89

La PJ leur demandait de «signaler l'arrivée d'individus originaires d'Europe de l'Est, en groupe ou en famille» qui sembleraient suspects, dans l'espoir de lutter contre la délinquance organisée (cambriolages, proxénétisme, etc.). Les hôteliers étaient aussi priés de «relever l'immatriculation» des véhicules.

«LONG PARTENARIAT ENTRE LA POLICE ET NOTRE PROFESSION»

Les hôteliers n'ont pas vraiment apprécié d'être transformés en auxiliaires de police. Jacques Mestre, président de l'Union des métiers et des industries de l'hôtellerie (Umih) dans la région, craint «la délation», le «délit de faciès» et se voyait mal incriminer un client sur la foi de vagues soupçons. Pourtant, il reconnaît qu'à l'occasion, gérants d'hôtels et enquêteurs se retrouvent «en contact».

Le responsable d'un autre syndicat hôtelier ne voit quant à lui «rien de nouveau dans ce courriel, qui s'inscrit dans un long partenariat entre la police et notre profession». Quelle est la teneur de ces relations ? Des hôteliers héraltaient ont accepté d'en raconter un peu plus.

«ILS NOUS FONT VOIR DES PHOTOS OU DES NOMS»

Le gérant de l'hôtel Colisée-Verdun, à Montpellier, est dans le métier «depuis 35 ans». Des policiers viennent «régulièrement» le voir «pour deman-

der des informations sur des clients» :

«Ils nous font voir des photos ou des noms, nous posent des questions sur quelqu'un qui aurait pu séjourner dans l'hôtel à telle période. Ce sont des renseignements qu'on fournit volontiers.» Pour autant, il refuse de «fliquer les clients» et s'enorgueillit de n'en avoir jamais dénoncé un. S'il flaire une histoire de prostitution dans son hôtel, voyant une femme monter dans sa chambre avec un homme et une heure plus tard avec un autre, il préfère lui demander de quitter l'établissement.

«NOUS NE SOMMES PAS DES INDICATEURS»

Dans son hôtel, aucune femme de chambre n'est jamais tombée sur des effets personnels louches, comme une arme ou une grosse somme en liquide :

«Ce serait de la drogue, je me poserais des questions. Mais la réponse n'est pas évidente : est-ce qu'il vaut mieux faire en sorte que la personne parte, ou la laisser tranquille jusqu'au jour prévu de son départ ?»

Il a déjà appelé la police «pour tapage nocturne, pour évacuer des gens qui ne veulent pas payer, qui font des conneries parce qu'ils sont trop saouls, ou bien sûr quand il y a un décès dans l'hôtel». Son seul critère : la tranquillité des lieux.

«Ma fonction est de louer des chambres, pas de vérifier ce que font mes "invités". Nous ne sommes pas des indicateurs. Tant que le client paie sa chambre et la rend en bon état, ça ne me regarde pas. La vie privée est sacrée, leur chambre est comme leur appartement, c'est un sanctuaire.»



«LES RG CHERCHAIENT DES HOOLIGANS»

Les hôteliers ne sont ni obligés de tenir un registre, ni de réclamer une pièce d'identité. Alors le gérant du Colisée-Verdun ne le fait pas. Selon lui, les initiatives de rapprochement viendraient plutôt de la police :

«Pendant la coupe du monde de rugby [en 2007, des matchs avaient eu lieu à Montpellier, ndlr], les Renseignements généraux cherchaient des hooligans.

Une autre fois, des policiers m'ont demandé une chambre donnant sur la rue, pour surveiller des dealers sur le trottoir d'en face. Je leur ai dit : "Oui, si vous payez, parce que pendant ce temps je ne loue pas la chambre." Mais ils n'avaient pas d'argent.

Un jour, j'ai reçu trois gros colis pour un client, que j'ai stockés dans le hall. Trente minutes après, trois policiers en civil sont arrivés et l'ont attendu une heure. Quand le client a récupéré ses colis, ils l'ont embarqué. C'était des cigarettes de contrebande.»

A force, dit-il, il a développé «un sixième sens» pour éviter les embrouilles et reconnaître «chaque flic qui passe la porte sans qu'il ait besoin de montrer sa plaque». Il ne se souvient pas d'avoir reçu l'e-mail sur «les gens de l'Est» mais «ça ne l'aurait pas perturbé plus que ça» :

«Chacun le reçoit selon sa sensibilité, son humeur du jour, et décide d'y donner suite ou non.»

BAGARRES DANS LA RUE OU VOLS À L'ARRACHÉ

Nathalie, employée d'un hôtel de 22 chambres en centre-ville de Béziers, ne sollicite pas tellement la police pour des clients, sauf s'ils ont «un comportement agressif» qui «pourrait mettre en danger le personnel». La plupart du temps, elle téléphone plutôt pour «ce qui se passe à l'extérieur : s'il y a beaucoup de bruit dans la rue, quelqu'un qui casse une voiture, une bagarre, un vol à l'arrachée».

«Pour le reste, c'est difficile de juger. On n'a pas suffisamment d'éléments, alors on préfère faire en sorte que le client s'en aille. Un jour, un jeune Italien avec une superbe voiture est venu. Il voulait absolument un garage. Même s'il était poli, courtois et bien habillé, je pense que c'était un trafiquant.

On ne va pas prévenir la police pour ça. L'image de l'hôtel est en jeu si on se trompe. Et s'il y avait tout le temps la police, ça nous porterait préjudice. Les gens peuvent se dire qu'il y a du trafic, voire que le gestionnaire lui-même a un problème.»

DÉGRISEMENT HÔTELIER ET ENLÈVEMENTS

La police fait rarement appel à eux, poursuit-elle :

«Une fois, des policiers avaient arrêté dans la rue quelqu'un qui avait trop bu. Ils nous l'ont amené pour qu'il dorme, puisqu'il avait de l'argent, plu-

tôt que de le mettre en dégriseur ou en garde à vue. Sinon, on reçoit par mail quelques photos d'individus recherchés et dangereux, qu'on affiche à la réception, visibles uniquement du personnel. Mais je n'en ai jamais reconnu un, et franchement je me demande si j'y arriverais. J'aimerais qu'on soit davantage alertés sur le comportement à avoir dans telle ou telle situation. Pour les enlèvements d'enfants par exemple. Je suis très sensible à ce problème, mais si un adulte se présente avec un enfant, sur quoi on juge pour prévenir la police ?»

«ÇA PEUT SE RETOURNER CONTRE NOUS»

La gérante d'un autre établissement, sur l'étang de Thau, entretient «des rapports sympathiques» avec la police locale mais préfère souvent se débrouiller toute seule :

«Pour le tapage, ils viennent très rarement. On règle ça nous-mêmes, des adolescents peuvent être un peu insolents mais c'est jamais très méchant. Si on dénonce des clients pour des actes contraires à la loi, il faut rester discrets, sinon ça peut se retourner contre nous. En plus, il vaut mieux être sûr de soi. Notre hôtel a un accès par l'extérieur, on ne voit pas tout le monde tout le temps. On n'a pas le droit de rentrer dans la chambre sans l'accord du client, et on ne peut pas se permettre de poser plein de questions. On est des commerçants.»

TELQUEL

Tamaris, à une vingtaine de kilomètres au sud de Casablanca. Connue pour ses belles plages, ce site balnéaire s'est transformé en quelques années en une véritable champignonnière de banlieues chics. Conçues sur le modèle américain des suburbs, ces résidences privées regroupent des dizaines de rangées de villas de haut standing et d'immeubles de luxe. Ici la qualité de vie est exceptionnelle : les résidences garantissent à leurs habitants calme et sécurité, un environnement idéal pour les familles dont les enfants s'offrent même le luxe d'abandonner leur vélo sur le trottoir.

Climat plus zen, proximité des plages et tranquillité du quartier, les arguments des promoteurs ne manquent pas et séduisent de plus en plus de jeunes cadres fuyant les grandes villes pour un environnement résidentiel plus agréable. Notamment des jeunes couples mariés avec enfants. Le concept est nouveau et, surtout, il répond à une demande de plus en plus forte de logements différents et mieux adaptés. L'architecture moderne et contemporaine des maisons, en général ouvertes sur l'extérieur et suréquipées, place les banlieues chics au cœur des tendances. Mais il n'y a pas qu'à Tamaris que le concept attire les acheteurs : les banlieues chics se multiplient un peu partout autour de l'axe Casa-Rabat, notamment à Bouskoura où les projets immobiliers en cours de construction, dont le fameux Casa Green Town, ont déjà trouvé acquiescements. C'est également le cas au sortir des grandes villes, à Mohammedia, Bouznika, Skhirat ou encore Taghazout près d'Agadir. Le phénomène est observable à l'intérieur des villes aussi, où le rare foncier encore disponible est réhabilité pour bâtir de grandes résidences d'immeubles de luxe ultra-protégées. Le succès des suburbs marocaines révèle une évolution dans la conception architecturale de luxe : les grands promoteurs immobiliers que sont la CGI, Prestigia, la filiale luxe du groupe Addoha, Parlmeria Développement ou encore le nouveau-né Yasmine Signature ont compris qu'il fallait s'adapter à l'évolution des mentalités et surtout celle des structures familiales. Finalement, il ne reste plus ou très peu de foncier dans les grandes villes pour les petits promoteurs. Les petits projets sont moins nombreux à voir le jour. Ce qui est sûr, c'est que l'architecture contemporaine est devenue l'argument de vente des projets immobiliers.

Le boom des banlieues chics

La surpopulation des grandes villes et la rarification du foncier disponible ont transformé le tissu urbain. Depuis quelques années, de nouvelles "banlieues chics" font leur apparition à la lisière des grandes villes... Zoom sur un phénomène social urbain.



LES NOUVELLES CONCEPTIONS DE L'HABITAT

En 2014, la villa marocaine se réinvente : la conception classique de la maison familiale, copiée sur le modèle architectural français ou espagnol, ne répond plus aux besoins des familles actuelles. Longtemps réservé aux grandes réunions familiales, le traditionnel salon marocain est devenu un espace inhabité. Un comble surtout que le salon beldi occupe en général la plus grande pièce à vivre de la maison. Aujourd'hui, on ne fait plus de différence entre le salon marocain et européen. Les familles privilégient les grands séjours avec un petit salon moderne et une grande salle à manger.

D'autres lieux mythiques de la maison familiale ont également tendance à disparaître : les nouvelles villas ne comptent plus de coin cheminée, mais sont plutôt équipées d'un système de climatisation centralisé. Les sous-sols sont de moins en moins prévus sur les plans des villas de luxe, auxquels on privilégie les maisons de plain-pied. Par contre, de nouveaux blocs sont aménagés

pour abriter le personnel : studio pour le gardien, chambre indépendante pour la femme de ménage ou encore la nounou. La nouvelle clientèle de l'immobilier de luxe est également à la recherche d'espaces verts : les maisons sont pensées pour offrir une vue imprenable sur l'extérieur, en général un grand jardin privé, une piscine collective ou, mieux encore, une vue sur mer pour les maisons situées en première ligne. Le Maroc est d'ailleurs précurseur dans la région en termes d'innovation architecturale. «Depuis les années 2000 et le retour au Maroc de jeunes architectes formés à l'étranger, les façades des villas construites dans les années 1980 et 1990 sont devenues obsolètes», analyse Yasmine El Kasri, architecte à Casablanca. Beaucoup de grands projets immobiliers sont également signés de la main d'architectes étrangers. Le projet Casa Anfa actuellement en construction a été conçu par l'architecte français Edouard François pour Yasmine Signature. Il a notamment innové en créant une tour végétale dont les appartements de luxe se sont vendus comme des petits

pains. Pourtant, le secteur immobilier connaît une crise certaine où le luxe n'est pas épargné. En réalité, la quasi-absence de foncier disponible et la saturation des quartiers riches dans les grandes villes ont transfiguré le tissu urbain, obligeant les promoteurs immobiliers à sortir des villes, délaissant parfois des opportunités immobilières intéressantes au cœur du paysage urbain. L'immobilier de luxe nécessite de grandes levées d'argent.

LUXE DES VILLES, LUXE DES CHAMPS

Si la demande est forte, tous les projets ne trouvent pas toujours leurs acheteurs. Le projet de la marina de Casablanca dont les travaux tardent à être achevés, en est un exemple. En fait, le luxe à l'intérieur des villes se vend moins bien qu'en périphérie, d'une part parce que les prix du foncier ont flambé, rendant les logements de luxe à peine accessibles à quelques fortunés à la recherche de résidences secondaires. D'autre part, parce qu'il est plus rentable pour les promoteurs immobiliers d'investir dans le logement social ou le moyen standing plutôt que dans le luxe. Outre un lourd investissement, l'immobilier de luxe ne garantit pas toujours des ventes assurées. Pour Yachar Bouhaya, architecte à Casablanca, la hausse des prix du foncier en ville est devenue problématique : «Un appartement à Gauthier coûte aussi cher qu'à Montréal !». Les prix au mètre carré dépassent souvent 23 000 DH. Pour l'architecte, le principal handicap de ces nouvelles résidences urbaines réside dans leur conception. Sans planification urbaine, les grandes villes se développent de manière chaotique. Casablanca en est l'exemple le plus parlant : la capitale économique est en totale mutation, elle possède aujourd'hui de multiples microcentres interdépendants. En parallèle, de nouveaux quartiers résidentiels émergent au sein de la ville, à l'image de Maârif Extension, qui accueilleront à l'avenir les prochaines résidences de luxe. Pour Yachar Bouhaya, «les clients achètent avant tout une adresse». Pourtant, l'architecte est persuadé que l'avenir est dans la réhabilitation des vieux immeubles. «L'ancien centre ville casablancais recèle de vraies merveilles architecturales qui peuvent être transformées en lofts luxueux». Mais ces anciens quartiers sont souvent non sécurisés et ne disposent pas des infrastructures nécessaires à une vie de famille. Sans stratégie politique claire pour redéfinir les villes, les quartiers à fort potentiel immobilier risquent d'être encore délaissés, favorisant ainsi le développement à l'extérieur des zones urbaines. Finalement, en ville ou à la campagne, le luxe reste une affaire de goût.

www.kialgerie.com

Official Partner

Kia, toujours au coeur de la passion

Profitez des remises allant jusqu'à
180 000 DA*

PICANTO, jusqu'à -60 000 DA, Rio, jusqu'à - 100 000 DA, CERATO, -120 000 DA, CARENS, -170 000 DA, SPORTAGE S-Premium 4x2, -120 000 DA, SPORTAGE S-Premium 4x4, -100 000 DA, SORENTO, -180 000 DA

Facebook
 Twitter
 flickr

KIA MOTORS ALGERIE. Caroubier, TEL.021 49 74 19 / 22, Chéraga, TEL.021 37 99 26 TEL/FAX.021 37 97 63, Birtouta, TEL.021 44 21 52 / 57, Oran, TEL.041 49 91 75

KITEAL

MEUBLES & DECO

RECRUTE POUR L'OUVERTURE DE SA SURFACE DE VENTE SISE ROUTE DE L'AEROPORT (FACE SHOW-ROOMS CONCESSIONNAIRES)

- Poste 01 : Hôtesse (d'accueil)
- Poste 02 : Vendeuses/ Vendeurs /Conseillère Commerciale)
- Poste 03 : Caissières
- Poste 04 : Responsable de dépôt de stock
- Poste 05 : Magasinier/ Gestionnaire de stock
- Poste 06 : Cariste
- Poste 07 : Chauffeurs/Conducteurs de fourgon
- Poste 08 : Agents Polyvalents
- Poste 09 : Agent Commercial
- Poste 10 : Financier/Comptable
- Poste 11 : Responsable Marketing et Communication
- Poste 12 : Chargé de la télésurveillance
- Poste 13 : Technicien/ Administrateur réseau informatique
- Poste 14 : Agent de Maintenance en électricité
- Poste 15 : Chef de production menuiserie et ébénisterie
- Poste 16 : Agents polyvalents en menuiserie et ébénisterie

Conditions de recrutement :

- Diplôme dans la spécialité
- Bonne expérience requise
- Age moyen 35 ans
- Résidant à Oran

Nous offrons un salaire selon les motivations, formations sur mesure et transport assuré.
Si vous êtes intéressé, prière de nous envoyer votre CV et lettre de motivation en précisant le poste sollicité par mail au : Kiteal2014@gmail.com

KITEAL

MEUBLES & DECO

Cherche fournisseurs algériens

KITEAL a le plaisir d'annoncer l'ouverture prochaine de son premier grand magasin d'Oran spécialisé dans les meubles et décoration intérieur dont ci-après les rubriques :

- Salons (canapés, fauteuils, meubles TV, rangement et bibliothèque)
- Salles à Manger,
- Chambre,
- Meubles d'Entrées,
- Mobilier et accessoires de bureaux,
- Meuble Salle de Bain,
- Cuisine,
- Mobilier enfants,
- Textiles (textile fenêtres, linge de lit, linge de la table, tapis),
- Luminaires,
- Art de la table,
- Objets Décoration,
- Jardins et divers

Si vous êtes producteur, importateur ou revendeur de meubles et décoration installé en Algérie désirant faire part de notre portefeuille fournisseur, l'opportunité s'ouvre pour vous, alors n'hésitez pas à nous contacter par Mail au : Kiteal2014@gmail.com en précisant vos coordonnées.

KITEAL

MEUBLES & DECO

La Société KITEAL cherche pour sa surface de vente sise sur l'axe de l'autoroute Oran vers l'aéroport (en face des show-rooms des concessionnaires), des prestataires de services dans les domaines suivants :

- Gardiennage et sécurité
- Nettoyage et entretien
- Transport du personnel
- Evacuation des déchets et poubelles

Si vous êtes intéressé, prière de nous envoyer une offre de service avec les références récentes par mail en précisant l'intitulé au : kiteal2014@gmail.com

VENDS BAIN MAURE A ORAN - ECKMÜHL

EMPLACEMENT COMMERCIAL IDEAL

- Surface 500 m²
- Actuellement en activité
 - Doté d'un puits d'eau potable de grande capacité.

Pour contact :
M. MALIK 0770-352-352

L'USINE MCL

ZI ES-SENIA ORAN

FOIRE DE PRINTEMPS
18 JOURS DE FOLIE
PALAIS DES EXPOSITIONS
DU 23 AVRIL AU 10 MAI

PAIEMENT
PAR FACILITE

18 CADEAUX À GAGNER ET PLEIN D'AUTRES SURPRISES

SALONS- CHAMBRES À COUCHER
COINS REPAS

Magasin d'usine ouvert 7 sur 7 de 9h à 18h même le vendredi
Tél/Fax: 041 51 51 37 - 0555 03 01 75 www.sarl-mcl.com

Le paquet pour l'éclairage public Oran veut sortir de sa pénombre

Le chef de l'exécutif local, M. Zâalane Abdelghani, accorde un grand intérêt à l'éclairage public et, en particulier, à la question de l'illumination du centre-ville d'Oran.

Houari Saaïdia

La sortie nocturne qu'il a effectuée, avant-hier mardi, à travers des points de repère d'El-Bahia, en compagnie d'une forte équipe de responsables et de gestionnaires locaux, se voulait, à la fois, un acte d'inspection, de supervision, d'évaluation et de planification, en matière d'éclairage, dans ses trois volets, à savoir: l'éclairage public fonctionnel (éclairage de la voirie pour assurer la sécurité des déplacements des usagers et pour optimiser la fluidité du trafic nocturne), l'éclairage du patrimoine architectural (mise en lumière des édifices, des monuments et des sites pour contribuer à la création d'une image nocturne de la ville, à la création d'une atmosphère conviviale et, partant, au développement économique de la ville) et l'éclairage vert (recours, ne serait-ce qu'à titre expérimental, aux solutions vertes pour remplacer l'éclairage énergivore dans un souci écologique, tout en offrant une meilleure qualité de lumière).

Ont pris part à cette sortie, qui a été précédée par un petit briefing de 22h à 22h30, le président de l'APW, le maire d'Oran, le chef de daïra, le représentant régional du R-20 et son chef de projet à

Oran, le directeur de l'EPIC « Ermes Oran », un responsable de Sonelgaz, le DAL, le directeur de la DVC de la commune, notamment. Première halte : l'esplanade de Sidi M'hamed, site en pleins travaux d'aménagement pour la mise en valeur de la frange marine de la ville et la création d'un espace pour les familles. Là, la délégation a eu droit à une présentation grandeur nature d'une technique d'éclairage d'ambiance scénographique sur support mural, proposée par un groupe de techniciens de l'EPIC Ermes Oran. Après s'être rincé l'œil avec ce tableau lumineux très sympa, M. Zâalane a demandé qu'on reproduise ce dispositif dans, au moins, deux endroits du centre-ville.

Au boulevard de l'ALN (ex-Front de mer), point suivant de la visite, l'amélioration de la qualité d'éclairage sautait aux yeux, après le remplacement des anciennes ampoules aux iodures métalliques par des lampes à vapeur de sodium, avec à la clé une meilleure luminosité et une meilleure économie d'énergie. Le directeur de l'ERMESO a fait savoir que tous les points lumineux des grandes artères de la ville seront remplacés par des lampes de type dit à sodium, dans une première phase. Un parcours, à pied, du théâ-

tre de verdure jusqu'au cabinet du maire, sis Bd la Soummam, en passant par la rue des Soeurs Benslimane, a mis en évidence ce contraste : un plaisant éclairage d'ambiance mettant en jeu un habillage lumineux de palmiers décoratifs tout au long du tronçon, mais avec cette tache au tableau : des candélabres poussiéreux, dont certains avec lampes éteintes.

Au maire, le wali a recommandé de multiplier le modèle de mise en lumière des palmiers et au directeur de l'ERMESO de changer les lampes grillées. Et à tous les deux de travailler « ensemble », surtout. Mais le point noir, le vrai, est à venir... La place du 1^{er} Novembre 1954 (ex-place d'Armes), qui plongeait encore dans le noir. M. Zâalane a été d'autant agacé par cet état des lieux qu'à l'origine de cette situation, il y avait un problème « bureaucratique » lié à la remise au compte de l'APC la gestion de cet espace dernièrement aménagé par Trammour dans le cadre du chantier du tramway par ultimatum jusqu'au mercredi (hier) pour éclairer cette place. Pour cela, ce dossier devait être définitivement réglé entre l'APC et la direction des Transports lors du conseil d'administration de l'EPIC Ermes d'Oran, prévu hier, et ce sur instruction du wali.

En marge d'une rencontre à la CCIO

«La Pologne intéressée par le gaz algérien»

Mokhtaria Bensaâd

La crise ukrainienne et celle de la zone Euro ont incité certains pays européens tels que la Pologne à faire la prospection dans d'autres marchés en dehors de l'Europe afin de sortir de la dépendance énergétique. La Pologne n'écartera pas la possibilité de conclure des accords avec l'Algérie pour la fourniture de gaz, selon le conseiller de l'ambassade de Pologne, Janusz Pisz, présent mardi à la chambre de commerce et d'industrie de l'Oranie (CCIO) pour une rencontre B to B entre les opérateurs économiques des deux pays. «Jusqu'à présent, dira-t-il, le gaz importé par la Pologne vient de la Russie par les pipelines. Il y a quelques années, nous avons compris que la dépendance

énergétique n'est pas une bonne solution. Nous avons donc pensé à la construction d'un gazoport. Il sera terminé fin de cette année, début de l'année prochaine. A ce moment-là, nous pourrions envisager l'exportation du gaz algérien. Il n'y a pas de discussions encore mais fort possible qu'il y aura une discussion. Il y a des accords qui ont été signés avec le Qatar. C'est à nos amis algériens d'être plus actifs. Si on veut vendre, il faut faire la proposition».

Pour le conseiller de l'ambassade de Pologne, il est devenu incontournable de diversifier les importations du gaz pour ne pas dépendre d'un seul pays. C'est toute l'Union européenne qui en prend conscience. La diversification des marchés est aussi valable pour les produits agricoles et les produits agroalimentaires puisque

la Pologne a déjà signé des accords dans ce domaine avec l'Algérie et œuvre à développer ses secteurs avec notre pays. «Les exportations en agroalimentaire ont atteint l'année dernière 19 milliards d'euros. Ce qui est considérable dont 70% sont destinés vers les pays de l'Union européenne. Nous avons le savoir-faire, nous avons les technologies, nous avons les personnes compétentes.

Dans la culture du blé, la production de la pomme de terre, des fruits, l'élevage, nous avons un savoir-faire. Le plus difficile est de commencer.

La Pologne a été très présente en Algérie jusqu'à la fin des années 80. Maintenant, nous essayons de retourner sur le marché d'un pays avec lequel nous avons toujours eu des relations amicales».

lades se trouvant à un stade avancé. Selon le chargé de communication du CHU, pas moins de 160 malades peuvent être suivis médicalement par une équipe d'algologues et le service assure aussi bien les consultations de l'hôpital de jour que le suivi des malades d'autres services.

La nouveauté réside aussi dans le fait

que cette unité dispose d'une unité mobile munie d'un véhicule médicalisé qui prendra en charge à domicile les malades grabataires. Signalons, enfin, qu'en plus de sa mission médicale, l'unité compte développer la formation au profit de tous les algologues de la région Ouest, ainsi que la recherche dans le domaine.

Tranche de Vie

Par El-Guellil

El contôole



à un afflux de passagers poussés par la speakerine à rentrer en salle d'embarquement et des agents tranquillement installés dans leurs boxes à vérifier et regarder les fâches des voyageurs, poser quelques questions du style « quand êtes-vous arrivés en Algérie ? » comme si le tampon d'entrée ne pouvait pas les renseigner –« chez qui étiez-vous en Al-

gérie ?, où séjourniez-vous ? » Quel intérêt toutes ces questions pour passer une frontière ?

Douze contrôles sont nécessaires avant d'accéder à l'avion : enregistrement par la compagnie lors de la remise du billet, le contrôle à l'entrée de la salle du passage de la police des frontières par un membre de la compagnie et un autre check par un représentant de la police des frontières, un contrôle au guichet de la police des frontières avec tampon du passeport et du titre d'embarquement, un contrôle des représentants de la douane, un contrôle au passage X-ray de la police, un contrôle par la compagnie avant l'accès au bus qui transporte vers l'avion, un contrôle à la sortie du bus par la police, un contrôle des bagages à main par la police, une reconnaissance des bagages sur le tarmac, un contrôle au pied de la passerelle menant à l'avion du titre d'embarquement par la police et prélèvement d'une partie de celui-ci. Un scan «détecteur de métaux» par le chef d'escala avant l'entrée dans l'avion. Mais ce qui manque c'est le scan qui permet de contrôler «les passe-droits». Mais il paraît que c'est pire à l'étranger.

Le salon du médicament inauguré hier



Ph.: B. H. Karim

Le Salon international du médicament et des équipements médicaux (SIMEM), organisé entre le 23 et le 26 avril au Centre des conventions d'Oran (CCO), a été inauguré, hier, par le ministre de la Santé et de la Population, en présence des autorités locales de la wilaya.

Cette année, comme annoncé auparavant, le salon est revenu avec une nouveauté, des rencontres B to B entre des opérateurs turcs et algériens activant dans le secteur de la santé. Ce salon, organisé par « Krizalid Communication » sera aussi marqué par une présence renforcée de la Turquie, avec la participation d'une dizaine d'entreprises turques du pôle des industries médicales de la région de Samsun, soutenues par le ministère de l'Economie turc, et devront présenter leurs produits en équipement médical et leur savoir-faire dans ce domaine.

Par une participation conséquente, la Chine ne déroge pas à la règle puisqu'elle est placée dans la 2^{ème} position après la France avec la présence de 7 industriels du secteur et la présentation de 16 autres sociétés

par des partenaires algériens. Les accords de partenariats ayant été conclus par la majorité de ces firmes au cours des SIMEM précédents pour l'installation, la maintenance et la formation sur leurs équipements. Quand aux sociétés françaises, elles occupent le plus grand espace dans ce salon avec la présence de 17 firmes spécialisées dans l'équipement médical. La présence des Allemands est aussi très remarquée dans cette 17^{ème} édition. 15 sociétés vont exposer des produits de dernière génération.

Cette participation importante s'explique, selon M. Mustapha Chaouch, directeur général de Krizalid Communication, lors d'une conférence de presse au CCO sur ce salon, il y a quelques jours, par les contacts et échange d'expérience, ainsi que les accords de partenariats signés entre opérateurs économiques algériens et allemands lors des salons organisés en Allemagne. Les autres produits présentés viennent aussi de sociétés espagnoles, américaines, japonaises, italiennes et coréennes.

M. M.

Police

Sensibilisation sur les dangers de la mauvaise utilisation de l'Internet

K.Assia

Une campagne de sensibilisation sur les dangers de la mauvaise utilisation de l'Internet a été lancée, hier, au niveau du collège Rabah Amirat sis en plein cœur du quartier de Sidi Lahouari. Cette action, initiée par la direction générale de la sûreté nationale et organisée par la cellule de communication et des relations générales de la sûreté d'Oran, a pour slogan «tous pour une meilleure exploitation de l'Internet». Les organisateurs ont retracé, à travers cette manifestation, l'impact et les effets de la mauvaise exploitation de l'outil Internet, ce qui a permis aux parents de s'informer, à travers les brochures et documents distribués, sur les risques et la dangerosité de cette mauvaise utilisation et sur la nécessité du suivi de leur progéniture. Dans le souci de mieux sensibiliser les élèves et leurs pa-

rents, les services de police ont initié un cours modèle sur l'utilisation de l'Internet à bon escient.

Les internautes passent beaucoup de temps à communiquer entre eux, échanger des informations technologiques, voire à organiser des actions communes à travers les réseaux sociaux. Cependant, le réseau Internet ne diffuse pas uniquement de bonnes choses, des contenus pornographiques et autres sont aussi diffusés et pour lesquels les parents se doivent d'être vigilants. Cette campagne comprend des rencontres d'orientation et de vulgarisation sur les dangers du réseau d'Internet, animées par des spécialistes de ce corps sécuritaire. Outre ces effets, l'utilisation accrue est également déconseillée aux élèves car elle est souvent à l'origine de la baisse de l'acuité visuelle. Les spécialistes de la santé ont toujours appelé à faire preuve de vigilance.

ILS NOUS ONT QUITTES HIER

Bougofa Hlima, 71 ans, Choupot
Bouafia Hada, 83 ans, Saint-Eugène
Hamou Nadjaji, 72 ans, Ras El Aïn
Kaïd Slimane Sidi Ali, 87 ans, Protin

Horaires des prières pour Oran et ses environs

24 jourmada ethnia 1435

| | | | | |
|-------------------|---------------|----------------|------------------|---------------|
| El Fedjr 04h46 | Dohr 13h00 | Assar 16h44 | Maghreb 19h47 | Icha 21h11 |
|-------------------|---------------|----------------|------------------|---------------|



TLEMCEM

L'exécution des jugements en nette amélioration

Khaled Boumediene

La cour de justice de Tlemcen a atteint un taux de 98% dans l'exécution des jugements des affaires civiles (décisions de justice) durant l'année 2013. «Près de 3451 affaires civiles jugées ont été exécutées sur un total de 3517 enrôlées au 31 décembre 2013 dans nos tribunaux. Seules 66 affaires restent pendantes. Du premier janvier au 12 mars 2014, 486 affaires ont été exécutées sur un total de 579 enrôlées. Il nous reste 93 affaires civiles à exécuter», a indiqué mardi dernier à notre journal, lors d'une brève entrevue, le président de la cour de Tlemcen, M. Hamouche Mohamed, qui n'a pas omis de rappeler que cela est rendu possible grâce aux moyens efficaces mis par le ministère de la Justice pour le traitement de cette problématique d'exécution des jugements de justice et la réforme initiée par l'Etat depuis 1999 pour le développement du secteur de la justice. «Désormais, les décisions de justice peuvent être exécutées à compter de leur noti-

fication, c'est-à-dire dès que les parties en ont connaissance et lorsqu'elles sont revêtues de la force exécutoire. Bien entendu, il faut que le jugement soit exécutoire et que la partie condamnée ait été informée de la décision», a-t-il expliqué. Evoquant la question de la gestion et de suivi des dossiers judiciaires, le président de la cour de Tlemcen a souligné que «ce système réalisé et déployé à la cour de Tlemcen, dans le cadre de la réforme de la justice, a connu une nette évolution afin de prendre en charge toutes les préoccupations du citoyen. La mise en place d'un guichet unique permet au citoyen d'obtenir une information en temps réel sur le cours de son affaire, d'enregistrer les requêtes, de demander ou de retirer toutes pièces utiles, telles que les jugements, arrêts, casier judiciaire, certificat de nationalité, permis de communiquer... etc. en un temps record. Aujourd'hui, ce système permet une plus grande fluidité des contentieux grâce à la gestion et au suivi informatisé des dossiers judiciaires depuis

l'enrôlement d'une affaire jusqu'à son dénouement définitif avec toute transparence et objectivité dans l'enrôlement, le traitement et l'évacuation des affaires par l'accès rapide aux dossiers pour tous les intervenants, y compris le citoyen et son avocat, via la téléconsultation ou le guichet électronique». Par ailleurs, M. Hamouche Mohamed, nous a fait savoir que pour la deuxième session criminelle de Tlemcen qui s'ouvrira le 27 avril courant, la cour se penchera sur 34 affaires particulièrement sordides.

L'essentiel des dossiers enrôlés concerne d'ailleurs 5 affaires de terrorisme, 8 affaires de crime, 4 affaires d'attentat à la pudeur. Deux seulement concernent des affaires de faux et usage de faux. La journée d'ouverture du 27 avril sera consacrée à la désignation des juges et des jurés devant lesquels défilent les quelque 65 inculpés dont 37 sont en détention et 8 en état de fuite. A noter que la première session de l'année s'est tenue du 16 février au 12 mars 2014. Elle a traité au total 30 affaires.

SAÏDA

Comblent le retard de l'Habitat

**Tahar Diab**

Le chef de l'exécutif de la wilaya a repris son bâton de pèlerin pour visiter, en ZHUNE-Est surtout, les constructions de multiples logements, problème primordial qui semble vraiment lui tenir à cœur eu égard à l'immense retard dont il a hérité.

Dès la première halte, s'est affiché son mécontentement que lui connaissent ses proches et qui l'a poussé à différer cette visite en ce premier site, interpellant le DLEP, le DUC et l'OPGI à clarifier -sous quinzaine- la situation de ces différents programmes, les sommant de détailler leurs classifications, leurs situations physiques et financières y compris les opérations attachées aux Voiries et Réseaux divers...

Le climat protocolaire s'est quel que peu détendu lors de la visite des 3 grands chantiers totalisant 4000 logements confiés pour 22 mois à l'entreprise chinoise BLCC pour une enveloppe de 4937 900.000,00 DA et qui sont à 6,5%, en paradoxe à la consommation

financière estimée à 53%, cet écart ne pouvant se justifier que par l'inclusion d'une forte avance incitant l'entreprise à accélérer le bon démarrage, signe déjà palpable par le renforcement imminent d'un arrivage de 12 grues...

Situé sur la rive droite en amont du talweg Meriouya, le site comprend 2200 logements et jouit d'un meilleur ensoleillement.

En aval, mais sur sa rive gauche cette fois, s'érigent, à plus de 6% d'avancement les 600 logements répartis en 25 blocs pour un délai fixé à 20 mois et une enveloppe de 1.346.700.000,00 DA pour des F3 de 67m² l'unité, à raison de 33.500,00DA le m².

Les 1200 logements restants sont implantés tout à fait en aval de Boukhors, sur un site quelque peu surélevé, dominant Rebahia de loin. Le Wali a suggéré à ses trois proches collaborateurs d'injecter des équipements structurants pour coordonner la jonction urbanistique avec la grande cité de Boukhors et de prévoir une très grande place commune pour réorienter les deux cités et dissiper

le dépaysement environnant. S'étant enquis des conditions de travail de nos compatriotes, le wali a tenu à rappeler aux responsables de l'entreprise chinoise de se conformer à la réglementation en vigueur et de répondre aux revendications légitimes des ouvriers (tenues de travail, panier, transport) et surtout, tient-il à préciser, d'utiliser de beaucoup de tact et de psychologie à leur égard, ajoutant non sans ironie que l'entreprise doit s'attacher un psychologue «bilingue aux deux mentalités» et de s'atteler à mieux former notre main-d'œuvre dans le bâtiment.

Souffrant le syndrome du bâtiment algérien, les esprits demeurent fascinés par l'opérateur chinois dont les réalisations se distinguent par la qualité, la quantité et surtout le respect des délais, sans compter les prix compétitifs. Alors l'espoir de tout Algérien mal loti demeure le rêve de voir son entreprise algérienne du bâtiment se hisser à ce niveau et pouvoir mettre fin ainsi à ce calvaire national de l'habitat.

SIDI BEL-ABBÈS

Le mouhafed débouté par le tribunal administratif

M. D.

Le tribunal administratif de la cour de Sidi Bel-Abbès a tranché hier dans la plainte que le mouhafed Lebid Mohamed a porté contre les militants Azzi Bentabet et Ghanem Abbès en les accusant d'avoir «squatté» la mouhafadha pour faire la campagne électorale au profit du candidat Ali Benflis. Finalement le tribunal administratif a rejeté la requête du mouhafed qui, semble-t-il, était infondée. Les personnes accusées ont prouvé qu'ils étaient bel et bien des militants du FLN et de surcroît des responsables dans les struc-

tures de base de l'ex parti unique. Pour rappel, cette histoire de siège de la mouhafadha qui est un somptueux château en perpétuelle dégradation situé en plein centre de la ville ne date pas d'hier. Le mouhafed a depuis longtemps déserté le siège du parti pour élire domicile pour ses activités partisans au siège de l'association des sourds-muets. Les personnes qui ont fait l'objet de la plainte se sont défendues par des documents qui attestent leur appartenance au parti et ont déclaré à la justice qu'ils n'ont jamais empêché le mouhafed ou ses partisans d'activer dans le château.

CHLEF

Kif saisi, deux frères arrêtés

Abbad Miloud

Agissant sur informations émanant de citoyens qui faisaient part qu'une personne répondant aux initiales AD, âgée de 21 ans, résidant dans la commune de Chetia, s'adonne au trafic de la drogue, les agents de la B.R.I de Chlef ont diligenté une enquête approfondie qui leur a permis d'arrêter le suspect ainsi que son frère AM, âgé de 27 ans et repris de justice. Aussi, avec l'autorisation du procureur de

la République, les policiers ont procédé à une perquisition au domicile de A.D où ils ont découvert une quantité de 816 grammes de kif traité et un ciseau pour découper les plaquettes.

Les investigations poussées ont permis d'identifier le pourvoyeur principal, aux initiales C.S, âgé de 36 ans. Il demeure actuellement en fuite et est activement recherché.

Les deux frères ont été présentés avant-hier devant le parquet de Chlef qui les a placés sous mandat de dépôt.

MOSTAGANEM

Quatre trafiquants de drogue dans les filets de la police

H. B.

Suite à une enquête déclenchée par la police judiciaire de la sûreté de wilaya de Mostaganem, quatre trafiquants de stupéfiants, des récidivistes, qui formaient un réseau dans les wilayas de l'ouest algérien ont été arrêtés et plus de 1500 comprimés de psychotropes -Tranxene 10 mg- saisis. Il a été procédé à ce coup de filet grâce à des informations selon lesquelles une personne s'adonnait au commerce des psychotropes dans la ville de Mostaganem. Investissant les lieux discrètement, les policiers qui avaient identifié et arrêté le dealer ont procédé également à la perquisi-

tion du domicile et la saisie de 940 unités. Passé aux aveux, le dealer donnera son fournisseur principal et deux autres complices arrêtés à l'orée de la ville en provenance d'Oran à bord d'une «Hyundai Accent». Les enquêteurs découvrent alors une quantité de plus de 570 comprimés de même marque soigneusement cachée. Les trois trafiquants G.F 36 ans résident à Mostaganem, M.M 32 ans (Oran), M.M 35 ans (Oran) et T.J 27 ans (Mostaganem) ont été présentés devant le procureur de la République de Mostaganem sous les chefs d'inculpation de détention et commercialisation de stupéfiants et association de malfaiteurs.

SIRAT

Journées techniques sur les agrumes

Djamel Ayache

La localité agricole de Sirat qui compte plus de 17.000 âmes située à 20 km au sud du chef-lieu de wilaya va abriter pendant une journée une animation sur les agrumes qui occupent plus de 4500 hectares. Cette manifestation agricole sera animée par des intervenants de renom à l'image de Mrs Talbi Mohamed, Klai Abderrhmane et Zelamt Youcef.

Plusieurs agriculteurs de Mostaganem ont soulevé ces derniers jours une évolution importante des insectes tels les mouches blanches, les pucerons, la cochenille noire sur les

agrumes et aussi les oliviers. Les fellahs ont découvert aussi dans leurs exploitations selon Mr Taalbi Mohamed, expert agronome, plusieurs infestations importantes d'insectes piqueurs et suceurs et aussi l'apparition de jeunes larves mobiles importants.

Cette journée où seront conviés la Direction des services agricoles et la chambre de l'Agriculture aura pour objectif de vulgariser et de sensibiliser les agriculteurs sur les méthodes et moyens efficaces pour lutter contre ses insectes dévastateurs et protéger le cycle végétal des agrumes, oliviers et autres.

BORDJ BADJI-MOKHTAR

Du kif abandonné dans la nature

Bentouba Said

Se basant sur des informations qui lui sont parvenues, la brigade mixte composée de douaniers et de soldats a réussi la saisie 15.8 kg du cannabis ce lundi en début de soirée, a-t-on appris d'une source sécuritaire sur place. L'opération a été menée à 40 km de Bordj Badji-Mokhtar sur la route de Tamanrasset. Les traces d'une Toyota dans le désert ont con-

duits les douaniers vers un sac de cannabis abandonné dans la nature. Une enquête a été ouverte pour remonter la filière et identifier les membres d'un réseau de trafiquants qui activent dans cette région frontalière avec le Mali.

Il est à noter que cette saisie vient quelques mois après une autre saisie de 88.000 comprimés de psychotropes dans le même endroit par la même brigade.

BOUIRA

Le cancer du col de l'utérus,
des carences
et des recommandations

Farid Haddouche

Un colloque régional sur le cancer du col de l'utérus vient de se dérouler, dans la commune d'Ahnif, qui se situe à une cinquantaine de kilomètres, à l'est de Bouira. Organisée par l'entreprise de la Santé publique (EPSP) d'Ahnif, conjointement avec la direction de la Santé (DSP) de la wilaya de Bouira, la manifestation scientifique a vu la participation des médecins et spécialistes de la Santé, venus des wilayas de Annaba, Bordj Bou-Argeridj, Batna, Médéa, Tizi-Ouzou, Boumerdès, Bouira et Béjaïa.

Ce symposium scientifique qui se veut, avant tout, une journée de prévention sur le cancer de l'utérus, considéré comme étant le deuxième cancer qui atteint les femmes après le cancer du sein. Cette forme de tumeur est appréciée à un taux de 8% d'atteintes sur les autres cancers qui touchent la femme, en Algérie, selon les services concernés. Au cours de ce colloque des intervenants ont désapprouvé l'absence flagrante de demande de dépistage du cancer du col de l'utérus. Soit, à cause de l'insuffisance du travail de sensibilisation accompli et qui malheureusement ne touche pas des pans larges de la société pour les convaincre de l'importance de ce dépistage sur le devenir de leur santé. Soit, par manque d'intérêt ou de volonté de la

part des femmes malades auprès desquelles cette maladie relève d'un tabou, notamment, dans les milieux ruraux. Pourtant, dans la wilaya de Bouira, par exemple, sur les 200.000 femmes en âge d'enfanter, le nombre de frottis (prélèvements médicaux au moyen d'un écouvillon stérile), réalisés est insignifiant, atteignant, à peine, une centaine de prélèvements. C'est absurde, vu l'écart et la carence des ponctions médicales combien salvatrices. Les dépistages et les tests qui pourront déterminer les lésions précancéreuses du col de l'utérus s'effectuent dans les centres de cytologie. Dans la wilaya de Bouira, il existe trois centres, mais un seul est opérationnel à l'EPSP d'Ahnif. Les deux autres ne fonctionnent pas par manque de spécialistes. Pour l'instant, seul le centre de cytologie de l'hôpital d'Ahnif est fonctionnel, avec une forte charge, assurant une moyenne de 500 prélèvements par trimestre.

Des représentants du secteur de la Santé sont intervenus, à leur tour, pour faire connaître à l'assistance qu'il existe un programme national de dépistage du cancer du col de l'utérus, depuis les années 70. Celui-ci a connu des dysfonctionnements, avant qu'il soit repris officiellement en 2001.

La relance de ce programme national, a consisté, dans un premier temps, à l'ouverture de 76 unités de cytologie, pour arriver dans une deuxième phase à 150

unités, à travers tout le territoire national. Il n'y a que la wilaya de Tindouf qui en est privée pour le moment.

Dans cet objectif, il a été annoncé, qu'une étude sur la possibilité d'utiliser le vaccin (vaccination préventive) contre le cancer du col de l'utérus est en cours, au ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière. Si ce vaccin sera à la portée des patients, il permettra, à coup sûr, de lutter contre l'infection, particulièrement de certains types de virus HPV qui sont à l'origine d'un taux très élevé des cancers utérins. Cependant, il a été dit que ce genre de vaccin ne se substitue pas au dépistage par frottis (prélèvement médical) qui reste indispensable. Mais le vaccin constitue une autre forme de lutte supplémentaire contre le cancer de l'utérus. Malgré cela, et selon les professionnels, les facteurs de risque du cancer de l'utérus sont les infections dont de 25%, ont été identifiées comme étant la cause du cancer

Les gynécologues, les médecins traitants et les sages-femmes qui sont, directement, touchés par le problème, ont été fort intéressés par les interventions très utiles, les recommandations faites par des spécialistes maîtrisant le domaine. Parmi ces conseils, nous trouvons l'obligation d'un diagnostic très précis pour déterminer le cancer du col de l'utérus, afin d'aborder une prise en charge médicale prompte de la patiente.

BOUMERDÈS

L'ère de la télé-déclaration

O. M.

Depuis avant-hier le système de télé-déclaration des cotisations de sécurité sociale, via la toile, est opérationnel à la Caisse nationale des Assurances sociales (CNAS). L'opération nationale permet d'alléger les mesures administratives et éviter les déplacements fatigants aux usagers de la caisse, elle permet, en outre, de faciliter les déclarations des émoluments des salariés. Cette mesure s'inscrit dans le cadre «de la modernisation de l'administration et de l'allègement des procédures administratives, dans un souci de lutte contre la bureaucratie, et l'amélioration du service public», selon les responsables

Savoir et maîtrise du numérique

O. M.

La direction de la Culture de Boumerdès a tracé un riche programme afin de célébrer le mois du patrimoine, s'étalant du 18 avril au 18 mai prochains.

Au menu de cette activité, placée, cette année, sous le thème : «Le patrimoine culturel entre savoir et maîtrise, à l'ère numérique», plusieurs expositions mettant en exergue la richesse culturelle, les traditions et l'histoire du «Rocher noir» le hall de la maison de la Culture 'Rachid Mimouni', lieu de toutes les activi-

du secteur. Ainsi, les employeurs peuvent avoir accès au portail Web, aisément, en utilisant le micro-ordinateur et la connexion Internet. Ce service gratuit est sécurisé et disponible en H24 et 7j/7, depuis ce 15 avril. Il suffit, pour ces derniers, d'avoir leur identifiant. Le directeur de l'Agence de Boumerdès M. Madiou Mohamed, exhorte l'ensemble des employeurs à se présenter aux services de la caisse pour avoir leur identifiant (code ou mot de passe) qui est spécialement conçu pour leur permettre «d'accéder à leur compte et effectuer, en ligne, la déclaration des cotisations mensuelles ou trimestrielles de leurs employés». Cette mesure permettra «d'abord le gain du

temps et pour les services de la caisse et pour les employeurs eux-mêmes». Concernant ces derniers, le déplacement indispensable, par le passé, aux agences, leur sera évité tout en bénéficiant des mêmes services fournis aux agences d'affiliations. Dorénavant, le traitement de l'information et des documents de l'employeur se fera, rapidement. D'autre part, on assure que « cela permettra à l'employeur d'avoir systématiquement son dossier à jour». Il aura, également, à chaque opération, l'accusé de réception à son niveau.

La CNAS a mis sur place le site Internet de la Caisse nationale de recouvrement des cotisations de sécurité sociale (www.cnrss.dz).

l'Université. Par ailleurs des sorties, au profit des étudiants et élèves de Boumerdès, seront organisées vers les sites archéologiques de Tipaza, Alger et Tizi Ouzou, afin de les sensibiliser sur la protection de tout ce qui est lié au patrimoine. Les organisateurs ont, en outre, prévu des soirées de poésie ; c'est, ainsi, l'occasion propice à la trentaine de jeunes poètes locaux d'étaler leur talent.

BLIDA

De nouvelles installations
contre les coupures
d'électricité

Les différentes localités de la wilaya de Blida ne seront pas touchées par des coupures d'électricité, durant l'été prochain, grâce à la mise en service de plusieurs nouvelles installations, a assuré le directeur local de l'Energie et des Mines. «Tous les projets, lancés dans le cadre du programme d'urgence, de l'année 2014, relatifs à la réalisation de nouveaux postes de production et de transformation d'électricité, seront réceptionnés, avant la fin du mois de mai prochain», a indiqué, à l'APS Moussa Bibi, assurant que les habitants passeront «un été tranquille et sans les désagréments des coupures d'électricité». Afin de garantir un approvisionnement suffisant des habitations, en cette énergie, «80 postes électriques de haute et de moyenne tensions seront mis en exploitation, avant le début de la saison estivale», a ajouté le responsable. «Soixante-dix nouveaux postes électrique ont été réceptionnés, jusque-là. Les 10 autres, inscrits dans le cadre du même programme d'urgence 2014,

le seront au courant du mois de mai prochain», a-t-il précisé, soulignant que les localités enclavées, à l'est et à l'ouest de la wilaya, bénéficieront d'«une attention particulière pour que les riverains en fassent, cette fois-ci, avec les coupures récurrentes dont ils ont souffert par le passé».

La situation va encore s'améliorer, davantage, avec le lancement des travaux de la deuxième tranche du programme national, destinée à la wilaya, a assuré M.Bibi, rappelant que les appels d'offres ont été déjà lancés pour choisir les entreprises qui se chargeront de l'exécution de cet « important » projet.

«Après l'achèvement de cette deuxième tranche, la wilaya de Blida sera couverte, entièrement, en termes d'alimentation en énergie électrique et en gaz naturel. Les efforts déployés par l'Etat, à cet effet, vont se répercuter, positivement, sur l'amélioration des conditions de vie des habitants», a, par ailleurs, souligné le responsable.

OUARGLA

Plus de 16.000 lots de terrain
bientôt attribués

Plus de 16.000 lots de terrains destinés à l'auto-construction seront, bientôt, mis à la disposition des citoyens, à travers les différentes communes de la wilaya de Ouargla, a-t-on appris, mardi, auprès des services de la wilaya. Le dispositif organisationnel entourant cette opération d'envergure est mis en branle, à travers l'installation, lundi, de la commission de wilaya chargée du suivi et de l'orientation, qui sera ponctuée de la mise en place des commissions communales d'études des dossiers des postulants et celles de dairas chargées des recours, a-t-on expliqué.

Prévu dans le courant du mois de mai prochain, cette opération qui démarrera, dans sa première phase, avec plus de 16.000 lots de 200 m² chacun, soit l'équivalent de ce qui a été attribué en 4 années, sera suivie d'une autre, d'autant de par-

celles, ont assuré les mêmes services de la wilaya. L'initiative, dont les procédures administratives de constitution des dossiers ont été simplifiées au mieux, profitera à l'ensemble des citoyens, quelle que soit leur situation sociale, ne disposant pas de logement décent ou de lots de terrain viabilisés et n'ayant pas bénéficié d'une quelconque formule d'habitat social ou d'aide à l'habitat, et disposant de revenus cumulés n'excédant pas, pour un couple, les 108.000 DA. Afin d'assurer la maîtrise de la gestion des procédures de création de ces lotissements, de leur aménagement, attribution et établissement des actes de propriété à leurs bénéficiaires, et ce, dans une démarche que l'on veut d'une «transparence totale», la commission de wilaya de suivi et d'orientation devra coordonner les actions entre les différents intervenants.

SOUK AHRAS

L'hôtel de ville deviendra musée

L'hôtel de ville de Souk Ahras, un édifice vieux de près de 127 ans, sera transformé en musée des arts et de l'histoire, a indiqué le directeur de la Culture, Omar Manaâ. Une convention a été signée entre la direction de la Culture et l'Agence nationale de gestion des réalisations des grands projets de la Culture (ARPC) portant sur l'étude et le suivi de la restauration de ce bâtiment construit en 1887, a ajouté le même responsable.

La transformation en musée de cet édifice, situé en plein centre de Souk Ahras, a été proposée par le ministère de la Culture et la wilaya de Souk Ahras, selon M. Manaâ qui a souligné qu'un montant de 12,5 milliards de dinars, a été alloué à la restauration de ce monument où «les unions de la majorité des couples de l'antique Thagaste y ont été scellées».

Les travaux de restauration débuteront «avant fin 2014», juste après

la finalisation de l'étude technique, a fait savoir le directeur de la Culture, rappelant qu'une première opération de restauration «mal conçue» avait été menée en 2001. Selon des animateurs et acteurs de la scène culturelle locale, les travaux de restauration doivent être confiés à des bureaux techniques et à des entreprises qualifiées afin de préserver la belle architecture et l'esthétique authentique des lieux.

L'hôtel de ville a été bâti en 1887 sur 420 m². Il comprenait des bureaux, un commissariat, une salle de délibérations et une salle des fêtes, à une époque où la ville comptait moins de 9.000 habitants.

Durant la guerre de libération, l'hôtel de ville de Souk Ahras avait été transformé en centre de sécurité par l'administration coloniale, avant de servir, à l'indépendance, de siège à l'Assemblée populaire communale, jusqu'à la construction de nouveaux locaux pour la commune.

Horaires des prières pour Alger et ses environs

24 jourmada ethania 1435

El Fedjr
04h28

Dohr
12h46

Assar
16h30

Maghreb
19h33

Icha
20h59



APARTEMENTS

■Tlemcen : Loue étage maison F4 au centre-ville (uniquement pour profession libérale) Tél. 0770.48.46.04

■Particulier loue appartement F3 à Es Sénia au RDC. Tél. 0560.90.56.22

■Oran-Gambetta : Loue pour court séjour F4, 90 m², gd luxe (meublé & agencé Top) dans résidence à 2 étages standing, toutes commodités, sécurité absolue, parc auto 2 véhicules - Mob. 0553.95.30.08

■A louer appartement F3 (standing) cuisine, salle de bain, balcon, RDC, dans un immeuble sécurisé sis à Haï Sabab donnant sur autoroute Hasnaoui, bon voisinage - Tél. 0561.93.90.83

■A louer F2, Bd Maâta 3ème étage, Gr. Sal. +chambre + cuis. Hall, 65 m² - Tél. 0775.96.05.20

■Vends appart F5, 137 m² 3ème étage en plein centre-ville (Larbi Ben M'hidi) Oran - Tél. 0770.76.23.48

■Vends appart F3 aménagé F4 acté + L. Foncier, 1er étage cité Grand Terre Dar Beïda, refait à neuf conviendrait profession libérale - Tél. 0550.93.04.41 - 0770.35.24.67

■Vds. F5 acté 1er étage USTO Pyramide Oran - Tél. 0665.16.03.06 interm. s'abstenir.

■A vendre un joli F3, 3ème étage désistement à Ben Fréha, prix 450 U - Tél. 0540.29.29.39

■Vends F3 au RDC, D.F. au Millenium CNL Bir El-Djir avec deux cours l'une à l'entrée et l'autre cour, garage, avec toutes commodités - Mobile : 0558.85.54.82 - Offert 1,6 M.

■Vends F3 au RDC, acté au CNL Bir El-Djir avec 2 cours dont l'une cour garage, ttes commodités, en face d'une école - Mobile : 0555.872.844

■Part Vd. F3 aménagé F4 cité Grand Terre, Tour N°02, côté très ensoleillé, excellent vois., niv. prol. Mairie des Castors.- Loue villa A. El-Turck mitoyen nvle daïra 220 m², 2 niv. 2 salons 5m x10m + 4 ch. + cuis. Pour sté. - Tél. 041.29.62.68 - 040.22.49.87

■Tlemcen : vends F2 au RDC + 3 magasins sis à Haï Nassim Kiffane - Tél. 0550.54.17.72

■Tlemcen : vends appartement F4, 2ème étage, 87 m², 3 façades à Imama - Tél. 0550.14.90.99

■Vends appartement F4, 6ème étage en face IDAA (deux façades sur mer et sur IDAA) 50 bd Colonel Ahmed Ben Abderrazek Oran - Tél. 0770.64.66.00

■Loue pour la saison estivale niveau de villa F4 + F2 propres et équipés avec commodités (eau, gaz, ADSL, portable, clim, etc.) Paradis Plage Ain El-Turck Oran - Tél. 0558.18.13.18

■Vente appartement F4 acté avec garage, 78 m², cité de l'Air Es-Sénia (centre) Oran - Tél. 0556.43.01.55 - 0551.92.63.07

■Vends appart F3 haï Zitoune face rond-point El Bahla 76 m² acté au 1er étage sans vis-à-vis refait entièrement, toutes commodités, alarme, clim, télé. Internet, ect. immeuble porte fermé, nous contacter au 0560.34.48.76

■A vendre F2 au 3ème étage dans une cité calme à Boulanger, les pièces séparés, superficie 50,61 acté + livre foncier, prix après visite - Tél. 0550.65.80.42

■Loue petit F2 Place d'Armes RDC + villa Coralès Ain El-Turck Oran - Tél. 0771.05.40.60, Fixe : 041.33.54.64

■Loue un F3 au rez-de-chaussée à Dar El-Beïda conviendrait habitation ou groupe-ment bureaux (avocat, médecin, notaire) ou laboratoire, quartier très calme, plein sécurité - Tél. 0797.94.34.59

■Appartement F3, C. SDB, + 2 cours + débarras + gaz de ville Sidi Benyekba à côté de Mehgoun à 3 km, route Arzew - Tél. 0696.03.41.57

■Vends F5, 150 m², refait à neuf, 3ème étage acté 2 façades, 2 par palier immeuble refait à neuf au 8, rue Med Khemisti Oran, accepte prom. de vente - Tél. 0672.40.86.19

■Vente 2F2 acté, Ain El-Turck dans une maison individuelle de 2 étages chaque étage F2 (95 m² + chauffe-bain + climatiseur, construction récente 2012, eau, élect., gaz). Contacter 0797.45.13.07

■Vends appartement 230 m² 6ème étage Front de Mer - Tél. 0557.90.39.80

■A louer appart F4 à Pépinière, construction récente, cité calme (5ème étage) avec ascenseur. -Local superficie 36 m² avec sous-sol à Pépinière - Tél. 0661.27.77.12

■V. très bonne affaire d'1 F2 même pour P.L. ou hab. refait de tte. Prix 380 M non promesse S.V.P. à Saint-Antoine à côté du commissariat 1er - Tél. 0774.60.11.25

■Appart. Ain El-Turck face Eden F3, 1er étage, F4 rez-de-chaussée -F4, 1er étage Akid Lotfi - Tél. 0550.46.12.03

■A vendre studio acté 4ème étage à côté du Théâtre d'Oran. Agence immob. curieux s'abstenir S.V.P. - Tél. 0554.12.45.76

■Mostaganem : vente appart. F4, superficie 93 m², 3ème étage, vue sur mer, Salamandre, visite week-end - Tél. 0699.92.51.90

■Vds. F3, 3ème étage refait à neuf Akid Lotfi, -Vds. F4, 105 m² cité Fellaoucen (Sonatrach) 1er étage - Tél. 0558.44.23.56

■Loue appartement F2 - 80 m² au Niveau villa Vieux Canastel avec terrasse - parking - 0561.42.25.27

■Gdyel, je vends F3 de 70 m² acté dans un endroit calme P.O. 710 , P.D. 765. Tél. 0553.70.95.41

■Loue F3, 2ème étage à Haï El Yasmine II à Oran résidence clôturée El-Morjane toutes commodités. Tél. 0712.62.33.41 ou 0553.32.26.15

■Vente appartement LSP F3, 7ème étage Haï El Yasmine 72 m², prix demandé 7 U négociable. Tél. 0666.44.71.45

■Vends appartement F4, 84 m², RDC bien situé au 44, rue Docteur Benzerdjeb Plateau. Tél. 0556.17.70.86 - 0550.52.09.61

■Location F3, 4e étage à Dar Essalam / Oran. Immeuble clôturé et sécurisé. Pas de courtier SVP. Tél. 0770.60.42.67

■A vendre F2 au 4e étage 62 m² deux façades au grand Boulevard, Tiaret. Tél. 0772.99.32.23

■Vends F4, acte en cours, au RDC (LSP) Misserghine Oran/ Nouvelle construction 3 façades/ sup. 85 m² - 0556.64.17.64 - 0551.40.40.83

■Vends F3, 115 m², résidence luxe et neuf, 7ème étage avec box acté, cuisine équipée, chauff. central, vidéophone, vue sur mer, situé en face hôpital Canastel route du Méridien Hôtel. Tél. 0790.15.25.40

■A vendre appt 2 pièces cuisine, acté, 1er étage à Bel Air, Oran. Refait, pres toutes commodités, bon voisinage. Tél. 0698.81.06.34

■Echange appartement F4 de 100 m² à USTO centre-ville à Oran ou environs. Curieux et intermédiaires s'abstenir - Tél. 0556.90.31.00

■A.V F3 acté au 5e étage cité clôturée avec agent de sécurité à haï El Yasmine 02 - N° 0773.34.73.17

■Vends appartement F4 acté, 9e étage, superficie 85 m² haï Sabab Oran, bien situé, ascenseur, porte fermée - tél : 0772.58.40.25. Curieux s'abstenir

■A vendre appartement F3, 8e étage acté avec ascenseur à côté nouvel hôpital 1er Novembre, bien équipé - N° Tél : 0555.70.24.02

■Vends très bel appartement duplex F5, 120 m², 3e étage avec chauffage central, parking, clôturé, quartier calme, bon voisinage, Les Amandiers, El Kiffane Tlemcen - Tél : 0553.28.38.44

■A louer appart. 3 P. C.SDB, WC, cour, rez-de-chaussée. Immeuble en état éat 200 logts Sénia - Tél : 0560.69.99.32

■Loue joli F4 Akid Lotfi EPLF près Méridien toutes commodités, chauffage central, propre, au 3e étage (92 m²) prix 45000 DA/ mois - Tél : 0659.33.25.03

■Echange F3 à Arzew, acté, ttes comm. 4e et dernier étage, ensoleillé, bien aménagé, avec tél, parabole, clim, citerne d'eau 2000 litres (sur terrasse), écoles, CEM, lycée, mosquée, mairie et marché à proximité contre similaire à Oued Tlélat - 0554.28.70.25

ANNIVERSAIRE

Pour
tes 10 ans,
ta maman,
ton papa, ta
grand-mère,
tes sœurs et tes frères
te souhaitent un joyeux
anniversaire et une réussite
dans ta vie. **Hajam Hadil,**
que Dieu te protège
et te laisse pour nous.
Bisou



■Loue appart F4 meublé, 6ème étage avec ascenseur, situé au début de la rue de Mostaganem " Sémiramis " prix 4,8 U/mois + Loue F2 meublé 3ème étage en face Hôp. Pédiatrie Canastel - Prix 4,8 U/mois - Tél. 0795.34.76.34

■A vendre appartement F4, 130 m², 2 façades, bien ensoleillé, bien situé, sécurisé, bon voisinage, climatiseur, chauffage, chauffe-bain h24 eau au centre-ville Ain El-Turck à 10 min de la plage - tél. : 0661.84.54.73 -0560.95.55.53

■Vends appart. F4 modifié en F3 haut standing, refait à neuf, luxueux, 3ème étage, bien situé à St-Hubert-Oran - Tél. 0778.84.62.37

■Cité des Enseignants - Haï Khemisti - Vends appart. F4, 97 m², 3ème et dernier étage, vue sur mer, ensoleillé, triple façade. Offert : 1575 M, intermédiaire s'abstenir, visite après 18h - Tél. 0772.64.21.54

■Vends F4 - 100 m², 2ème étage, 4 façades. Bien ensoleillé. Vue dégagée dans immeuble 4 étages, bien situé, sécurisé, bon voisinage - à Chouput - Tél : 0555.94.01.22

■A vendre LSP F3 - 2ème étage. 82 m² (Haï Yasmine) - Tél : 0555.37.73.17

■Vends F3 refait à neuf, 3ème étage, interphone, téléphone, internet. Bloc fermé en face Joy à Akid Lotfi - 0552.47.63.82

■Vends Appart F3 et F4 très bien aménagés avec cuisine équipée et box - situés à Millenium - Contacter : 0550.46.18.22

■Loue Appart F4 grand standing meublé, vue sur mer - Résidence Chérif Othmane à Bel Air - ORAN - 0553.13.02.25

■A vendre Appart F2. Super. 55 m² - 4ème étage, refait à neuf, acté, meublé - N° Tél : 0772.86.10.27

■Vends un F3 à Cité El Yasmine vue sur le grand boulevard, très bien ensoleillé, 9ème étage avec toutes commodités - N° Tél : 0557.85.07.80

■Vends F3. Acté - RDC - Balcon + loggia + cave + Tél. (8 locataires). Convient à un Professionnel - Les Amandiers. ORAN - H.B. 0554.048.044

■Vends un F4 à Akid Lotfi, vue sur mer, 5ème étage, refait à neuf, acté, meublé - N° Tél : 0668.50.87.72

■TLEMCEEN : Echange F5 H.S. 197 m² 3ème étg. Résid. Boussalah IMAMA + F3 1060 Logts 1er étg. Contre villa récente IMAMA - Tél : 0558.50.67.32

■Loue appartement 2 pièces + salon + C + SDB, 4ème étage, endroit résidentiel, quartier résidentiel Front de Mer, immeuble propre et fermé. Prix 7,5 Millions par mois. Contrat renouvelable - Tél : 0697.13.89.11 / Horaires de 18 h à 20 h

■Loue à Ain El Turck (Cap Falcon) F2 et F3 meublés, terrasses avec vue sur mer, garage, toutes commodités - Possibilité location courte durée et Réservation pour l'été - Tél : 0773.84.67.39 / 0794.55.26.32

VILLAS

■Tlemcen, : Vds à Ain El Houtz RDC Villa 175 m² en F5 + terrasse + 2 jardins. Prix 1.6 MD + Vds terrain 580 m². Prix 25000 DA/m² - Tél. 0771.63.83.30

■A.V maison de maître 119 m² 2F - 1+2 G + terrasse, douar Boudjmaâ - Tél. 0552.22.92.04

■Vends 104 m² MM Sénia Douar - Villa Cheïbo R+1, 120 m² - MM 100 m² Sénia Douar - Villa 654 actée 23 octobre Sénia - Villa 230 m² actée - Villa 250 m² R+2 Millénium - Bureau d'affaire Immo. 0661.15.00.28 - 041.58.47.85

■Vends belles villas et carcasse finie à 90% très bien située Fernandville Bir El-Djir, Oran - 0550.46.18.22

■A.V. M.M. R+1 à Maraval 180 m² prix inté-ressant -RC : 2 locaux + cuis. + SDB + b. à eau + WC + cage d'escalier -1er : 2 appart. F3 + cuis + F4 + SDB + WC -Terrasse + 1 pièce - 0772.26.36.47/ 0777.69.29.82

ANNIVERSAIRE

Notre
charmante
princesse
Inès
BENACHENHOU
souffle sa première bougie
le 25 avril.
Ses grands-parents, Fewzi
et Khadidja, lui souhaitent
un heureux anniversaire et
une vie jalonnée de bonheur,
de santé et de réussite.



■A vendre villa RDC à Arzew Centre 330 m² + 4 magasins 2F, curieux s'abstenir - Tél. 0775.96.05.20

■A louer petite maison individuelle couloir, 02 pièces, cuisine, courrette, Carteau Gambetta - Tél. 0697.70.43.86

■Tlemcen Kiffane (les Dahlias) à vendre avec acte villa à côté de la salle de sport Benmansour 417 m² - Tél. 0550.54.29.62

■Vends haouch carcasse (acté) R.D.C. 1 salon + cuisine + cour, 1er étage : 1 salon + chambre + terrasse, SDB + WC (dalle/S, faïence...) près de Agence Hamri - Tél. 0773.90.93.80

■Vds. maison de maître 350 m² bien située sur gd bd à Méchria W. Naâma avec cave, 1er niveau gd salon, 3 ch., cuisine, SDB, cour, buanderie, 2ème niveau : gd salon, 2 ch., SDB + terrasse - Tél. 0552.84.61.82 - 0554.33.34.05

■A vendre R.D.C. + souspente et 3 étages surface 300 m² nouvelle construction Chouput finie à 70%, courtier, intermédiaire s'abstenir - Tél. 0555.70.19.66

■A vendre M.M. R+1, sup.100 m² acte en cour à Hassi Ameur N. bâtie, prix 750 U (nég.) - Tél. 0793.64.88.73

■Tlemcen : vends villa rez-de-chaussée + R+1, non fini, piliers + entouragement, bien située, superficie 318 m² à Ain-Defla Nouvelle - Tél. 0551.91.17.14

■Tlemcen : vends maison 300 m², R+1 à côté de l'APC de Chetouane - Tél. 0796.53.46.04 à partir de 12h.

■Vds villa citée 200 logts Es-Sénia, 150 m², 3ème étages, chaque étage 3 apparts. A louer villa citée 200 logts Es-Sénia 400 m² R+1, 6 chbr, 2 douches + 2 WC, 2 cuis. - Tél. 0770.38.07.91

■Vends villa sup.172 m² à Bouhadjar R+1. Contacter 0556.75.78.99

■Vends maison de maître sup.260 m² désistement (110 m² bâti) 2 pcs cuisine, SDB, WC, cour, + garage + terrasse P.D. 670 - Village Khedaïmia Oued Tlélat - Tél. 0791.16.92.86

■A vendre villa R+3 actée, ttes commodités, Haï Ben Daoud Bir El-Djir en face stade olympique. Contacter : 0550.25.88.00

■Vends M.M. R+1, actée 231 m² à Chehaïria / Bethioua, -RDC : cour + garage 2 v. + jardin + B/eau + hall + 1 chambre + 1 sal. + cuis. + WC + SDB. -1er : 03 gd ch. avec armoires + 1 S. + WC + SDB + buanderie + terrasse. Contacter Nour-Eddine. Tél. 0661.11.60.29

■Vends maison 58 m² actée -RDC, garage -1er, 2Pc, WC + cour avec terrasse, façade de 5,33 m située à la rue Beauséjour Ecmühl Oran - P.D. 750 U - Tél. 0771.48.57.01

■V./Ech. M.M. plein Bd. Bir El-Djir Oran, 225 m² habit. + commerce, RDC : 3 locaux + 2 gds salles + gge, 1er : 5 gd P. + C. + SDB, 2ème en cour contre non commerciale + compl. - tél. 0558.36.74.86

■Vente une maisonnette superficie 140 m² 7 km de la ville de Mosta. 1km de la mer, F4, SDB, garage + une extension - Tél. 0557.49.82.57 - 0549.21.51.49

■Oran Courbet : vends villa 377 m² R+2, 8 Pcs et salon, 2 cuis, 2 SDB, + WC, hammam, garage, B/eau, jardin, orientation Est-Ouest, espace sous dalle sur terrasse - Tél. 0558.34.49.36

■A vendre villa R+1, 250 m² bâtie 180 m², 3 garages à El Kerma Oran - Tél. 0664.20.69.69

■A vendre villa 260 m² R+1 - une façade de 18 m - ORAN (Quartier Résidentiel) - Actée + LF - Tél : 0555.42.13.97

■A vendre villa 170 m² R+1 actée, 60% finie, Mohgoun, Arzew. 0778.57.06.70

■Oran vds MM R+1, 3 garages/1er 3 Pces, G sal. 2 SDB, WC, cuis. 22 ter/ chauff./c. sup. 450 m² à St-Eugène Oran pour hab. ou promotion immo. 0791.46.20.18

■Vds. 2 villas jumelées R+1, R+2, sup.450 m², 8 magasins, vue Heredia, St-Eugène (rue des grossistes en informatique) - Tél. 0666.167.552

■Vends carcasse 280 m², sous-sol, R+3, acté Bachir Amar Sénia P.O. 3,6 - Tél. 0550.54.01.21

■A vendre villa Sidi Bachir endroit calme, 2 niveaux côté Chahid Mahmoud bien située actée. Tél. 0799.34.69.13

■Vds. Maison 230 m², clim + chauff. 18m faç. F4 + F2 (R.D.C.) garage + tax.ph. R.D.C. au 1er étg. Terrasse, ent. +piliers + 2 P. débarras. Contact : 0793.02.55.39 pos. Reprise : Oran, Sig, Tlélat

■Vds. maison 130 m² garage + hall + cuisine + cour + 3 chambres, + SDB, entouragement + piliers, zone de prévention acté Rocher. Tél. 0796.69.08.76

■A vendre haouch R.D.C. 304 m² acté à Belgaïd. Tél. 0798.48.07.44

■Vds à Oran ville villa commerciale R+2, 2 façades avec 5 locaux commerciaux Tél. 0772.11.36.96

■Oran. Vente carcasse R+2, 100 m² actée à Chahid Mahmoud, Boudjemaa. Intermédiaires s'abstenir - Tél : 0551.63.40.10 - 0662.68.46.40

■A Gdyel, vds maison 100% finie 160 m² actée située centre, lieu commercial au RC, 2 locaux + puits au 1er sal séjour + 3 ch + cuis + hall + SDB, cour de 20 m² + terrasse + balcon - Tél : 0792.77.17.12

■Loue villa R+1 RDC, salon, 1 pièce, cuisine, SDB. 1er étage 5 pièces, balcon, SDB, garage + jardin + cour. endroit calme et sécurisé, cité 155 villas CNEP Essenia - 0774.21.72.74

■Part. vends villa actée, sup 426 m² R+1, 1 garage de 120 m² + 1 garage 03 voi, gd jardin avec arbres fruitiers, près de la mosquée el Quods, Fernandville - Tél : 0552.26.26.99 -0551.22.62.11

■Vends villa 300 m² Point du Jour + Villa 600 m² St-Hubert + Villa 780 m² Vieux Canastel + Villa 400 m² cité Petit - 0557.90.39.80

■Vds/échange MM 90 m² R+2, 2 locaux en activité 1er 3 pièces, C.SDB, 2e 2 pièces - Taureau - Oran - 0777.88.21.24

■Vends une maison R+1 finie, cité Fonl Kara II- Es-Sénia - Tél. 0771.99.23.33

■A.v. Villa R+2 non finie + jardin, S. 170 m², 50 m à Bd. Millenium côté Fernandville - P.D. 2,850 U - Tél. 0556.52.76.79

■A vendre M. M. 189 m², 15 rue Douar Ghamlem Oran, près du Anik centre-ville, 9 pièces, 3 cuisines, 3 sanitaires + cave + cour + 1 grand local - Tél. 0791.58.10.42 - 0550.86.49.28

■A vendre une Maison de 121 m² à Braya (ORAN). Actée. R+1 + terrasse - la finition n'est pas complète - Tél : 0776.72.38.61 - 0550.52.75.07

■Vends villa près du rond-point de Cité Djamel, 465 m², double façade, R+1 + sous-sol, 1 garage, 2 locaux, gd jardin, finition à 90% - Tél. 0795.44.30.48 - 0770.11.29.94

■Villa splendide de G/Stand., corniche oranaise avec gde piscine et face mer. Ttes comm. (inter-alarme...) à louer à personne sérieuse - Tél. 0561.32.86.45

■Vends villa coloniale - Actée - plein centre Tlélat - ORAN. Sup. 1415 m². Façade principale 40 m - PO : 5 U/m². Emplacement convient : Clinique - Banque - Hôtel et Activités libérales - Tél : 0661.69.88.80

■H. BOU-HADJAR - Vds Maison Individ. 163 m² : 3 pièces - Terr. + WC + débarras - cour + arbres fruitiers - Tél : 0699.18.48.67

■AG. HOUHOU - 0776.37.88.74 - 041.35.34.27 - Vds M.M. C. Petit 160 m² 18 - C. Petit. Boulanger 22 - D. Boudjemaa N. Const. 20. 300 m² M.M. B. Djir 22. Ptes Maisons : Gambetta 13. Maraval 15. Plateau 13

■A vendre villa à Cité Djamel 352 m². Bâti 100 m² - RDC : Garage et 1er étage F3 - 2 façades - Tél : 0699.86.80.30

■A vendre villa Route des Andalouses EL ANQOR. Sup. 250 m². Actée - Contacter : 0551.65.43.77

■ORAN - Loue Niv. Villa 2 P., C., SDB, de standing, terrasse, garage - entrée indépendante - pour couple ou Sté Etrg. / Nie - à Point du Jour côté El Morchid - cité calme - 0772.93.46.07

■BETHIOUA - Vends Maison de Maître 140 m². Rue Sidi Amar. Vue sur mer - Contactez : 0770.30.70.34

■SBA (AÏN EL BERD) : Vds Maison individuelle à Haï Essalem.

LOCAUX

■Loue 3 locaux 120 m², n°54, rue Bessol Allel Choupôt. -Rue de A.D.L. Choup. - tél. 0772.54.93.64 - 0550.59.97.14

■Tlemcen : vends magasin acté 12 m² + soupen- te 02 façades, en face l'ANSEJ d'Imama - Tél. 0551.99.00.66

■Loue magasin bien agencé toutes commodités 30 m², 3, rue Alphonse Daudet Oran - Tél. 0660.03.14.45

■Oran à vendre local acté non aménagé de 40 m² rue Dumanoir parallèle Mirauchaux - Tél. 0772.27.28.63

■AV.T.B. cafétéria en activité actée, 2 faç. Sur le Bd. Emir Khaled, face l'hôpital H/24 Abed Atika, avec matériel neuf d'origine - Tél. 0552.66.13.93 prix après visite

■Av. Deux locaux mitoyen haï Yasmine brut 40+40 bonne affaire prix 13 les deux (acte) - av. local la Bastille 55 m² acté 800 millions bonne affaire - Tél. 0550.46.12.03

■A louer dépôt 110 m² hauteur 3.80 St Rémy Oran. Tél. 0795.69.58.25

■Echange 3 locaux à Haï Yasmine, 34 m², 27 m², 31 m², contre lot de terrain à Hassi Benokba ou Hassi Ameur Zone Industrielle ou les environs - Tél : 0559.69.55.74

■Vends local bien aménagé à Plateau Oran sup. 61,5 m². Tél. 0779.55.51.58

■A louer local 33 m² aménagé Oran Centre - tél. : 0557.03.93.85

■A louer local 400 m² à Saint-Eugène Oran + 2 bureaux - Tél. 0556.99.31.09

■Vends local 20 m² bien aménagé acté environs Choupôt 550 U - Tél. 0550.54.01.21

■Cherche location 30 m² pour usage de bureau St-Hubert ou Medioni - Tél. 0560.09.22.60

■A louer local commercial situé à Choupôt. Contacter : 0772.53.99.26

■Vds local en pleine activité sur gd Bd de l'USTO, superficie 64 m, bien aménagé avec sanitaire - 0770.60.42.67 - pas de courtier SVP

■Vends ou loue cafétéria neuve 50 m² environ à haï Yasmine 2 près commissariat 24e avec matériel neuf. Etude toute proposition. Tél. 0553.13.40.06

■A louer local bien fini équipé + les étagères à Plateau 28, Bd docteur Benzerdjeb -Oran- tél. 0770.20.18.34

■Part. vends local 20 m² à haï El Yasmine I et loue local 25 m² avec soupen te 25 m² H. 8m, 02 faç. En, face CEM haï el Yasmine II à côté du commissariat. tél. : 0558.60.54.82

■Loue restaurant mobile camion-restaurant Jac, matériel complet ou sans matériel - 0770.71.46.40 -0770.71.46.41

■A louer dépôt neuf situé à 200 Logts, Es Sénia (terminus 34) dans un quartier calme, sécurisé, de 70 m² et 4m de hauteur avec 2 rideaux élect., sanitaire. Tél. 0795.11.67.94 (S.V.P. à partir de 18h).

■Vends local 400 m², rue Khemisti sur 3 niveaux, centre-ville - Tél. 0557.90.39.80

■Vends 2 locaux commerciaux - état neuf (100% finis) 80 m² et 55 m² et Loue Showroom 213 m² à Haï Yasmine - ORAN - Prix Ap. visite - Tél : 0558.29.72.69

■A vendre local commercial 420 m² Gd Boulevard Adda Benaouda - Plateau - ORAN - Prix après la visite - Tél. 0550.903.888

■Alouer local 31 m² à Haï Yasmine - non aménagé - Tél : 0559.69.55.74

■TLEMCE : Loue 02 locaux à usage professionnel uniquement, séparément ou ensemble, surface : 2 x 65 m² - au RDC d'un villa double façade située à Bel Air - Tél : 0556.39.50.20 - H.B. Merc

■A vendre un fonds de commerce acté à Ville-Nouvelle, Oran de 14 m² - Tél. 0550.22.62.92

VEHICULES

■A vendre Clio 3 série Naïke Day essence, roulé 59000 km, année 2012 - Tél. 0561.936.849

■Orand vends Mercedes benz E 220 CDI en excellent état 1ere main importée de France, 182.000 km année fin 2002 prix demandé 165 M négociable - Tél. 0554.57.03.05

■A vendre tracto-pelle JCB 3CX année 1998 bon état - Tél. 0555.03.21.29 par-peneuse avec moule.

■Camion-frigo marque Iveco année 2002, 31 type 50 cm, moteur frigo marque Thermoking - Tél. 0662.70.09.07

■Vends Golf Match (+) TDC 31, roulé 43000 km -Opel Corsa 2014 (Enjoy Pack) régulateur de vitesse, bluetooth, TDCI, roulé 3000 km, 31 -206 (+) " génération " 2012, roulé 18000 km 13 - Toutes blanches - Tél. 0668.41.58.60

■A louer fourgon avec chauffeur marque Fiat 3T5 20m3, année 2013 - Tél. 0771.25.52.21

■A vendre ou reprise Poclain Fiat Hitachi brise-roche sur chenille année 93 - Tél. 0550.51.76.71

■A vendre véhicule de marque Renault Kangoo. Année 1999. Diesel de couleur verte - bon état - Tél : 0554.70.04.03

■Vends véhicule HYUNDAI H1. Année 2011. Excellent état. 12 places. 20523 Km - 041.42.93.90

■Vds. -1) Seat " Leon ", 2008, 130.000 km, essence " 1.6 " toutes options, première main, gris argent - 2)BMW 118 d, 2008, toutes options, très bien entretenue, 180.000 km, noire - Tél. 0561.61.97.10

■A vendre 206, année 2001, couleur blanche ttes options essence 1.1, en très bon état - 0555.42.12.88

■Entreprise privée cherche pour location camion à benne de plus 15 m³ pour le transport remblai sur des distances entre 03 et 25 km - Contacter 0774.74.45.03 ou bien 0771.22.66.67

■Cherche location camion frigo léger - 0793.48.96.21

■Vends bus Hyundai aérocity 2003 - Très bon état - 0666.53.29.11

■TLEMCE : Location Bulldozer D 155 A KOMATSU + Niveleuse, état neuf -Tél.0549.12.93.01

■Bureau d'Affaires AHLEM : Location Limousine. Prix Spécial été : 18000 DA - Tél : 0560.20.06.46 / 0771.32.47.19 - Facebook : Ahlem.BureauDaffaires - Email : Ahlemba3@gmail.com

DIVERS

■Vente deux Turbo-mélangeurs pour PVC marque allemande (Mixaco Papenmier) 160/300 litres et une tulipeuse automatique SICA.TBE - Mob. 0560.65.45.38

■Mascara : Loue chambre froide positive. Sup. 340 m3. Curieux s'abstenir - Tél. 0799.07.51.73

■Cherche N° Taxi. Contacter Mohamed : 0771.19.91.62

■Vends groupe de soudure Miller 500 AM/400 AM en bon état. Mobile : 0559.39.49.82 - Tél./Fax : 041.47.05.75

■A vendre cabines sahariennes état neuf différents modèles. 0559.39.49.82 - Tél./Fax : 041.47.05.75

■Particulier vends une chambre à coucher style Louis XV en bois de Rose comprenant une armoire, 2 tables de nuit + 1 commode + 1 secrétaire et 1 table ronde. 0555.54.53.14

■Je cherche location licence de taxi (numéro) ville d'Oran - 0551.03.75.30

■Vends four pizza Italy 2x9 plaques, 2 étages, 380 V, marche 01 mois - Tél. 0772.79.56.42

■La salle des fêtes La Verdure Coca Cola Oran dispose de quelques soirées de libre avec une remise de 10% en mois d'août et sept. 2014. Tél. 0550.05.10.05/0777.24.39.04

■Sté d'import-export de produits agroalimentaires vends : -graisse végétale de palmer 38/40° marque AVENA. -Poudre de lait écrémé d'origine Inde. Tél. 041.24.75.65 - Email : landmilk@gmail.com

■Loue licence de café Oran 31 - Tél. 0771.14.67.51

■Architecte diplômé en l'EPAU loue son diplôme pour 6 mois ou 1 année. Tél. 0553.63.18.82

■Entreprise de Travaux Bâtiment - Architecte Constructeur prend en charge vos Travaux de Construction, Rénovation d'appartement, villa, commerce - Tél : 0770.25.79.22

■Vends congélateur vertical, bon état, conserve au froid : crème, cornets, glaces, esquimaux. Visible. Tél. 0773.83.98.46

■I.C.C.O. Call Center basé sur Oran recherche : Téléopératrices & Téléopérateurs, formation interne, maîtrise du français et l'outil informatique exigés. Rémunération fixe + prime. Envoyer C.V. sur i.c.c.oranais@gmail.com Tél. 041.46.33.33

■Vends flacons en verre 125 ml. importés de France + extrait de parfum (Fragrance) importé de France - Tél : 0559.02.90.59

■Vous pouvez acheter votre voiture chez nous par facilité et devenir taxieur avec beaucoup d'avantages. 0661.21.21.21

■Atelier de confection et de broderie situé à Oran cherche finisseuses - tél. : 0551.58.59.43

■Cherche vendeuse qualifiée pour vendre trousseaux de la mariée, 13 rue Kerras Aoued, centre-ville - tél. 0550.96.86.39 - 0555.26.96.94

■SIDI BEL ABBES : Vente Matériel d'esthétique d'occasion : Vapo - Bac cire - UV - Lampe - Tél : 0554.28.83.75

■Vente matériel pizzeria : Four à pizza/pétrin/ table de travail + frigo / frigo comp/ table de travail, présentoir/ plaque chauffante/hotte/ presse Panini / deux friteuses / tables /44 chaises / barbecue - 0558.55.57.63

■Vente matériel fromagerie et charcuterie pousoir clipeuse, broyeur, hachoir, couteur, machine à déglacer, marmite, balance à dateur ch. froide - 0770.83.07.52

■Médecin visite à Domicile + Echographie à domicile - 0554.37.94.94

■Jeune architecte, domicile à Oran, prend travail 2D/3D - Faire des conceptions et photos réalistes, permis de réguler, démolir, construire. Tél. : 0661.86.13.41

■Professeur de maths donne des cours de soutien individuel au domicile de l'élève pour les niveaux suivants : 4e AM - 1er AS, 2e AS et 3e AS - M - TM. Tél. 0770.39.41.55

■Vends ou loue cafétéria neuve 50 m² environ à haï Yasmine 2 près commissariat 24e avec matériel neuf. Etude toute proposition. Tél. 0553.13.40.06

■AL-RESSALA. Préparation Examens 2014, 5ème, BEM, BAC. Accompagnement sur mesure, révision Gle. 5ème du 12 au 22 mai. Bac : du 14 au 29 mai. BEM: du 27 mai au 05 juin. Al-Ressala, Plateau: 041.40.04.73 - Oued Tiélat : 041.43.72.05 - Millenium : 040.20.03.64

■Loue chambre froide 70 m3, positive et négative jusqu'à (-5) avec petit local 15 m² situé à Courbet, Gambetta - Tél. 0670.18.00.31 - 0558.97.45.57

■Vends couche adulte et bébé en vrac + produits pour pharm. En gros et demi-gros - Tél. 0560.37.43.65

■" MAS-ARABESQUE ". Les spécialistes de la pose de carreaux (faïence, dalle de sol, etc.) + finition et décor intérieur, réduction pour trav. importants (quantité) - Tél. 0551.251.600

■A louer licence d'un cafétéria - Tél. 0661.29.71.57

■L'Ecole de Cuisine et Pâtisserie forme : Pâtissier - Cuisinier - Pizza - Brioche - Gât. Or. à ORAN - 041.42.34.46 - 0555.11.47.80

■ASSISTANCE PLUS - Spécial Prépar. - Examen 2014 - BEM - BAC - BEM : du 29 au 05 Juin - BAC du 15 au 28 Mai - Gambetta Place Fontanelle. Tél : 041.53.30.27 - Maraval 21, Rue Soudani Amar. Tél : 041.34.85.55

■Cherche location Numéro de taxi à ORAN - Tél : 0560.61.77.54

■ASSISTANCE PLUS SPECIAL PREPAR. - EXAMEN 2014 - 5ème - BEM - BAC - Révision spécifique sur exercices types des épreuves et sans stress - 5ème : du 15 au 25 Mai - BAC : du 15 au 28 Mai - BEM : du 29 Mai au 05 Juin - Gambetta Place Fontanelle. Tél : 041.53.30.27 - Maraval : 21, Rue Soudani Amar. Tél : 041.34.85.55

■Cherche numéro taxi Oran, 1 an ou 2 ans. Tél. 0772.69.47.47

■Importateur Distributeur dispose en stock : Papier peint - Gerflex - Gazon synthétique - Moquette - Parquet stratifié - Bordure décorative - ORAN : Maraval. Rond-point Nakhla - SETIF : Route de Constantine - 041.45.45.92 - 0554.25.30.65 - 0560.01.51.79

■Pour toutes vos livraisons, déménagements et transport de marchandises diverses, national et à l'international, une équipe de professionnels est à votre écoute et disposition - un devis gratuit - 0560.100.400 - 041.51.41.32 - bdemalgerie@gmail.com

■Bateau de plaisance français 6,5 x 2,42 - Toutes options. Papiers en règle : Vends ou Echange contre F2 - Etude toute proposition - 0555.57.83.32

■SIDI BEL ABBES - Ecole de formation privée (Esthétique - Coiffure Dames) - Inscriptions limitées - Tél : 048.56.65.12 - 0554.28.83.75

■SAC PLUS propose pour « ANSEJ - CNAC » Mach. « Mouchirs - Serviette - Gobelet » - « Conditionneuse » - 036.65.33.34 / 35 / 36 - 0555.62.34.91 / 92

■SAC PLUS propose pour « ANSEJ - CNAC » Mach. Impression Gd Format - Gravure Num. sur Bois - 036.51.47.14 - 0555.62.34.93 / 94 / 95 / 96

■SAC PLUS propose pour « ANSEJ - CNAC » Machines Transformation « Plastique - Papier - Carton » - 036.51.47.14 - 0555.62.34.97 / 98 / 99

PENSÉE
Cela fait une année que notre Maman chérie et protectrice, **Mme DALI Kenza Bent-Nebi** nous a quittés pour un monde meilleur le 24 avril 2013. Cette date restera une cicatrice dans nos cœurs et nos mémoires car tu étais une mère formidable, chaleureuse, affectueuse et exemplaire. Tu nous manques énormément. Veille sur nous, car tu es vivante dans nos cœurs pour toujours. Que Dieu le Tout-Puissant t'accueille en son Vaste Paradis. Repose en paix maman. Ton mari et tes enfants ainsi que tes petits-fils Soheib et Hani

PENSÉE
40E JOUR
Cela fait quarante jours depuis que nous a quittés à jamais notre cher père, grand-père et ami, **Mohamed CHETITAH**, en laissant un vide immense au sein de la famille qui pense sans cesse à lui. Tu nous as appris tellement de choses, tu nous as fait partager tant de savoir, nous voulons te remercier de tout l'amour que tu nous as donné. Sache que tu règnera à jamais dans notre cœur, que jamais ton nom ne s'effacera de notre pensée. Et que nous garderons toujours de toi le souvenir le plus merveilleux. Nous voulons te dire une dernière fois que nous t'aimons de tout notre cœur. Merci pour tout ce que tu as fait pour nous. Repose en paix à jamais.
إنا لله وإنا إليه راجعون
Tes enfants, tes petits-enfants et tes petits-petits-enfants

PENSÉE
A la mémoire de notre cher père
Mr MISSOUM
Cheikh
Cela fait 40 jours que tu nous as quittés et ton souvenir est toujours présent dans nos cœurs.
La famille **MISSOUM** et **KEDDAR**
إنا لله وإنا إليه راجعون

PENSÉE
A notre très cher père & papy regretté, **Moudjahid BENBLAL Rachid** Voici déjà 1 an, triste fut le 24 avril 2013 que tu nous as quittés à jamais. T'as laissé un immense vide que nul ne pourra combler ni effacer ton image, ta dignité, ta générosité, ton courage et ta droiture. Ton épouse, tes enfants Latifa, Samir, Chewki, Leïla et tes petits-enfants ainsi que ta famille demandent à tous ceux qui l'ont connu d'observer une pieuse pensée à ta mémoire pour que la Miséricorde d'ALLAH t'accompagne pour l'éternité. A Dieu nous appartenons et à Lui nous retournons.
إنا لله وإنا إليه راجعون

PENSÉE
Ne meurent que ceux qu'on oublie.
Ça fait 18 ans, le 24 avril 1996, que tu nous a quittés pour un meilleur monde.
Mr CHAÏBDRAA ABDELKADER
A tous ceux qui t'ont connu et aimé d'avoir une pieuse pensée à ta mémoire.
Ta fille, son mari et ta petite-fille **SARAH**

PENSÉE
Une pieuse pensée pour notre chère mère et grand-mère
EL HASSAR NAFISSA née MEZIANE
Que ton âme repose en paix.
Toi qui nous as quittés à 36 ans.
إنا لله وإنا إليه راجعون

PENSÉE
A la mémoire de notre cher
OSNANI Mohamed El Yamen.
Décédé le 16 janvier 2014, Mohamed nous a quittés à jamais, ne laissant derrière lui que du bienfait et DOURIYA SALIHA. Son épouse, ses enfants et sa belle-famille, demandent à tous ceux qui lisent cette annonce d'avoir une pieuse pensée en sa mémoire.

PENSÉE
Cela fait déjà une année le 24.04.2013 que nous a quittés à jamais notre regrettée mère et grand-mère
Mme KHIAT AMARIA
En ce douloureux souvenir, ses enfants, ses petits-enfants, la famille KHIAT et REKKAB demandent à tous ceux qui l'ont connue d'avoir une pieuse pensée à sa mémoire. Repose en paix notre chère mère et grand-mère
A Dieu nous appartenons et à Lui nous retournons.

PENSÉE
Le 24.04.2012 - 24.04.2014 : les êtres chers ne meurent jamais. Voilà deux années qui se sont écoulées depuis la perte cruelle de notre cher et regretté fils **BOUABDELLI Mohamed** Le temps n'arrive pas à cicatriser notre plaie, ni apaiser notre douleur. Rien ne nous fera oublier l'homme que tu étais. En cette douloureuse circonstance la famille Bouabdeli demande à tous ceux qui ont connu Mohamed pour sa bonté, sa douceur et sa générosité, d'avoir une pieuse pensée en sa mémoire.
Repose en paix cher fils
إنا لله وإنا إليه راجعون

CONDOLÉANCES
Mr MERED Bachir
et sa famille, profondément touchés par le décès de son ami et voisin, **BENHAMZA Mohamed**, présentent à sa famille leurs sincères condoléances et les assurent de leur profonde sympathie.
A Dieu nous appartenons et à Dieu nous retournons.

40E JOUR
NASSIMA
la douce, la pure, la saine. Voilà 40 jours depuis que tu nous as quittés trop tôt, en silence. Dieu t'a voulue en son Paradis. Toi, notre fleur, nos pensées s'envolent vers toi. Nous t'aimons et tu es toujours dans nos cœurs à jamais.
Tes familles TALA-IGHIL et OUAMROUCHE

PENSÉE
DAHAR Abdallah
Triste et douloureuse fut la journée du 24 avril 2012, date à laquelle nous a quittés à jamais notre très cher et regretté mari et père à l'âge de 83 ans, laissant un vide immense que rien ne pourra combler. En ce pénible et douloureux souvenir, ton épouse, tes enfants, tes petits-enfants et tes belles-filles demandent à tous ceux qui t'ont connu et aimé d'avoir une pieuse pensée en ta mémoire. A Dieu nous appartenons et à Lui nous retournons.

PENSÉE
40 jours que nous as quittés à jamais notre mère et grand-mère **Mme KARDJENNA Aïcha**
Notre douleur est encore profonde et notre peine profonde. Mais que faire ? Sinon s'incliner devant la Volonté du Tout-Puissant. Repose en paix Dada, tu resteras toujours vivante dans nos cœurs et nos mémoires.
الله یرحمك
Tes filles, tes enfants et petits-enfants Chahra

AVIS

La S.P.A. ADWAN CHEMICALS Cie

Informe son aimable clientèle, fournisseurs et partenaires que les numéros d'appels téléphoniques ont été changés et met à leur disposition les numéros suivants :

Tél. +213 (0) 45.37.00.03
+213 (0) 45.37.00.04
Fax. +213 (0) 45.37.00.05

2014 عمرة

Départ tous les lundis :
ORAN – MEDDINE
NIHEL VOYAGES
31, AVENUE VICTOR HUGO –
BASTIE – ORAN
041 456 866 – 041 456 729

BENMAIL VOYAGES

10, AVENUE OULED KABLIA
SALEHA - GAMBETTA
0770 106 766 – 0770 787 809 -
0770.787.810

1 / HOTELS entre 250 et 300 m
2 / HOTELS à 70 m
du HARAM



Numero 01 en Europe dans l'appareillages d'esthétique

VENEZ DECOUVRIR TOUTE NOTRE GAMME AU :

11 RUE BAGHDADI MED EX CHARLEMAGNE ORAN

TEL/FAX 041296821

EMAIL :ORANCOIFFURE31@YAHOO.FR



Rencontre anciens élèves

lycée AZZA de Sidi Bel Abbès

le samedi 26 avril à 9h30

■ Renouvellement bureau

Ce communiqué tient lieu

d'invitation.

ANNONCE RECRUTEMENT : AGENT REVENDEUR

Dans le cadre du développement de son réseau d'agent revendeur, un important concessionnaire automobile spécialisé dans les véhicules utilitaires lance un appel à candidature pour le recrutement d'agents revendeurs sur tout le territoire national.

Conditions de candidatures exigées :

1. Site accessible longeant une zone active (Route Nationale à grande circulation – autoroute – zone d'activité...);
2. Superficies requises :
 - Showroom espace bâti de 300m², avec une hauteur de 4m et un espace d'exposition externe;
 - Magasin de pièce de rechange de 100m²;
 - Atelier de maintenance : Bâti de 500m² avec hauteur de 5m.
3. Parking pour stationnement client;
4. Une assise financière appréciable.

Dossier à transmettre par mail :

1. Demande de représentation ;
2. Un CV professionnel du candidat avec les coordonnées ;
3. Situation géographique exacte du site (Google Earth) ;
4. Plan de masse du site réel ;
5. Photos du site sous plusieurs angles.

E-mail : contact.partenair@gmail.com

Sarl Sopimac Tlemcen Promoteur immobilier agréé

Lance un programme de réservation sur son projet Résidence « **YASMINE** » au cœur même de la ville de Tlemcen sur Boulevard d'IMAMA. SARL SOPIMAC vous propose des appartements de haut standing, du F2 au F5 en simplex.

« **Choisissez la résidence «YASMINE»
et devenez un propriétaire comblé »**

Nous contacter :

Tél./Fax : 043.21.40.51

Mobile : 0550.57.26.97

E-mail : sopimac@hotmail.fr

POUR SON SIEGE A ORAN SOCIÉTÉ PRIVÉE RECRUTE

• DIRECTEUR COMMERCIAL

- Missions :
 - Participer à la définition de la politique commerciale et prendre en charge sa mise en œuvre.
 - Elaborer et mettre en œuvre le plan d'action commercial pour l'atteinte des objectifs annuels.
 - Assurer la gestion et le développement des comptes clients, en optimisant les ressources humaines et matérielles mises à sa disposition.
 - Manager une équipe de commerciaux.
 - Assurer le suivi de l'administration des ventes.
- Profil :
 - Formation supérieure.
 - Expérience de 05 ans (dans un poste similaire).
 - Organisé, méthodique et rigoureux.
 - Sens de la confidentialité, de la discrétion et de l'écoute.
 - Apte au management des hommes et orienté résultats.

• Transmettre CV et lettre de motivation au courriel suivant : direct.com.recrut@gmail.com

COURS D'ESPAGNOL



**Session
Avril 2014**

**Cours 3 fois par semaine,
Dimanche/Mardi/Judi
début des cours le 24/04/2014
Lundi/Mercredi/Judi
début des cours le 27/04/2014**

ORAN
13, Rue Beni Soulem
(ex rue Léonie)
Tél. : 041.24.96.61
Mobil :
0697.13.21.27

MOSTAGANEM
Faculté des Lettres
et des Langues
(ex ITA)
Tél. / Mobil :
0772.20.53.27

AVIS D'INFORMATION

LA Sarl «MINOTERIE LA TAFNA » de Tlemcen informe

son aimable clientèle du changement de numéros

*de téléphone et Fax TEL : **043.40.48.10/11/12***

*FAX : **043.40.44.43***

IMPORTANT ORGANISME FINANCIER INTERNATIONAL

Recrute dans le cadre de son développement :

- 1- Des commerciaux universitaires ou diplômés d'écoles professionnelles dans la filière avec expérience minimale de 02 ans dans le métier.
- 2- Des compétences universitaires (BAC+4 ou BAC+6 en finance, marketing, management, commerce...)

Ces recrutements sont destinés aux régions suivantes :

ORAN, TLEMCEN, SIDI BEL-ABBES.

Il ne sera répondu qu'aux candidatures jugées intéressantes.

Adresse e-mail : candidature.oran@gmail.com

PENSÉE

Voilà 40 jours que tu nous as quittés à jamais

Hadja Yamina

BOUALI née BOUKLI HACEN

laissant derrière toi un vide immense.

*Tu étais notre soutien indéfectible, ton amour
nous manque, ton absence est très pénible*

à supporter, ton départ a fait basculer nos vies.

Mais Dieu en a voulu ainsi et nous nous soumettons à Lui.

Tu resteras toujours parmi nous.

Que Dieu t'accueille dans Son Vaste Paradis.

Ton fils BRAHAM et tes filles.



REMERCIEMENTS

Suite au décès de

Hadja BAGHDADLI SAKINA

Vve HADJ BENSENANE KADA

*Les familles BENSENANE, BAGHDADLI,
parents et alliés de France, d'Espagne, du Canada,
d'Arabie Saoudite remercient particulièrement
Monsieur le secrétaire général du ministère
de l'Intérieur, Monsieur le wali de Tlemcen,
le Secrétaire général de l'UNPA, le directeur
général-adjoint de la CNAS, toutes les autorités civiles et militaires et toutes
les personnes qui ont partagé et exprimé leur tristesse lors du décès de :*

HADJA BAGHDADLI SAKINA (Vve BENSENANE KADA),
*décédée à Tlemcen (Bab Wahran) et enterrée au cimetière Cheikh Es Sanouci.
Ils expriment ici leur reconnaissance et prient Dieu pour qu'il l'accueille
dans son Vaste Paradis.*

A Dieu nous appartenons et à Dieu nous retournons.



Ouled Rahmoun
**Les bénéficiaires
 des 370 logements
 sociaux
 s’impatientent**

Les habitants de la commune de Ouled Rahmoun s’impatientent devant les lenteurs accusées par l’opération de distribution de 370 logements sociaux réalisés par l’OPGI.

Abdelkrim Zerzouri

Et, parce qu’il s’agit de logements réceptionnés depuis longtemps déjà, on voit que leur impatience se mêle un peu à la colère et le dépit. «Pourquoi abandonne-t-on des logements finis à la dégradation et à l’usure du temps et refuser de les distribuer au profit des citoyens nécessiteux ?», se sont interrogés des représentants des habitants qui nous ont rendu visite à notre rédaction. Le spectacle de ces logements inoccupés froisse le cœur des riverains qui, avec plein de soupirs, n’arrivent pas à comprendre les raisons qui retardent leur distribution. De là à passer aux supputations, le pas est allègrement franchi. «C’est sûr qu’on cherche à inscrire sur la liste des bénéficiaires des gens qui n’ouvrent pas droit au logement social», croit-on savoir. Pour d’autres, le retard en question trouve son explication dans cet entêtement de certains responsables à vouloir placer des noms de leurs proches, alors qu’ils ont rencontré une ferme opposition de la part des autorités de la daïra, d’où leur attitude qui s’inscrit dans la lenteur. «Il y en a ceux qui mettent les bâtons dans les roues parce qu’ils n’ont pas obtenu gain de cause et inscrire l’un des leurs sur la liste des bénéficiaires», estiment nos interlocuteurs. En tout cas, la rumeur bat son plein à Ouled Rahmoun et le «secret» de ces 370 logements ré-

ceptionnés et non distribués fait des vagues dans la localité.

Interrogé hier à propos de la réalisation de ces logements, notamment le volet achèvement et réception, le directeur adjoint de l’OPGI, M. Ramoul, reconnaîtra implicitement que les 370 logements sont effectivement réceptionnés, ajoutant dans ce sens que la réception en question a été notifiée à la daïra pour les besoins de leur distribution. Notre interlocuteur tiendra, toutefois, à préciser que les logements sont répartis sur trois sites, Ouled Rahmoun, El Gourzi et Bounouara. Nous avons vainement tenté de joindre le chef de la daïra d’El Khroub pour avoir de plus amples détails sur le dossier, mais des sources concordantes n’ont pas manqué de nous livrer quelques éclaircissements à ce sujet. «La commission de daïra chargée de la distribution des logements sociaux s’est occupée, il n’y a pas si longtemps, de la distribution des logements au niveau de la commune d’El Khroub, et le prochain dossier qu’elle aura sur la table sera celui de Ouled Rahmoun», assure-t-on. Non sans rappeler dans ce sillage que la distribution des logements sociaux a été gelée durant ces dernières semaines à cause des élections présidentielles. Tout doit, donc, reprendre dans les prochains jours et la distribution des 370 logements sociaux de Ouled Rahmoun figure en priorité sur l’agenda des autorités de la daïra.

El-Guemmas
**Les occupants des chalets
 «amiantés» pourront
 reconstruire le mois
 prochain**

Les occupants des chalets contenant de l’amiante, au quartier El-Guemmas dans la ville de Constantine, recevront leurs actes de propriété le mois de mai prochain et pourront procéder au remplacement, sur le même site, de ces chalets contenant de l’amiante, par de nouvelles constructions, a appris l’APS mercredi auprès des services de la wilaya.

La délivrance de ces actes de propriété s’inscrit dans le cadre d’une opération spéciale portant cession à titre gracieux de ces chalets érigés dans les années 1980 à la suite d’une calamité naturelle, a-t-on rappelé de même source. «Chacune des familles concernées recevra, au titre de cette opération, une aide financière de l’Etat qui contribuera à l’exécution des travaux d’aménagement nécessaires», ont précisé les services de la wilaya

qui ont ajouté qu’il s’agit-là d’une opération visant l’amélioration des conditions de vie des habitants de ces chalets. L’opération d’aménagement de ces chalets a préalablement donné lieu à un vaste programme de restructuration de l’ensemble de ce quartier populaire, a encore rappelé la même source, précisant que l’entreprise nationale chargée des travaux d’aménagement extérieurs de ce quartier a déjà entamé le chantier qui doit s’achever au bout d’un délai de 12 mois.

La même entreprise aura également à exécuter les travaux de désamiantage de ces chalets, a encore indiqué la même source, précisant que cette action sera effectuée en étroite collaboration avec les services de la direction de l’Environnement.

Le quartier El-Guemmas comptabilise plus de 2.000 chalets précaires construits en trois lots.

**Les interrogations
 du SNAPAP**

Le bureau de wilaya de Constantine du Syndicat national du personnel de l’administration publique (SNAPAP) compte organiser, au cours de la semaine prochaine - la date exacte n’a pas encore été arrêtée -, une conférence de presse pour exprimer son inquiétude et s’interroger sur la méthode prise par les pouvoirs publics pour distribuer les milliers de postes d’emploi dégagés au niveau de la fonction publique.

«Nous avons le sentiment que la procédure en question se déroule d’une manière pas tout à fait claire», nous a déclaré hier M. Mourad Djebassi, SG du bureau de wilaya. Et ce syndicaliste d’ajouter qu’au cours de la même conférence de presse, la question du renouvellement des contrats des jeunes recrutés dans le cadre du préemploi et qui sont arrivés à expiration sera également soulevée.

**El-Khroub prépare
 la Journée mondiale
 de la santé**

L’association «Ville et Santé» d’El-Khroub prépare activement la célébration de la Journée mondiale de la santé, qui devait se dérouler le 7 avril dernier et qui a été reportée au 7 mai prochain à cause de l’élection présidentielle, et ce en programmant, avec la collaboration de l’Etablissement public hospitalier (EPH ou hôpital) Mohamed Boudiaf de la ville, une rencontre médicale internationale qui sera axée sur les maladies vectorielles, ces pathologies qui sont transmises par des insectes, à l’instar du paludisme et de la leishmaniose. Pour cette manifestation, beaucoup de médecins spécialistes européens, maghrébins et locaux seront invités pour parler de leurs expériences propres et participer aux débats, nous a indiqué hier le docteur Bouchagour, chef de service à l’hôpital d’El-Khroub et partie prenante dans la préparation et le déroulement de cette importante rencontre scientifique.

«Lecture libre»

L’association culturelle locale «Rym Leblad», qui participe activement à l’animation de manifestations rentrant dans le cadre de la célébration du Mois du patrimoine, a organisé hier au niveau du square Benacer, situé en plein centre-ville de Constantine, une Journée de «lecture libre» consistant à mettre des ouvrages d’intérêt culturel et historique à la disposition du public qui passe par les allées Benboulaïd longeant ce jardin public.

A. Mallem

**Le bidonville de Sarkina
 renaît de ses cendres**

A. El Abci

Des citoyens résidant à la cité Sakiet Sidi Youcef, plus connue par la «Bum», se plaignent qu’en place et lieu de l’ancien bidonville de «Sarkina», site voisin de la cité et situé près de la mosquée Omar Benabdelaziz, démoli depuis près d’une année et dont les habitants ont été relogés à Ali Mendjeli, de nouvelles constructions illicites sont en train de pousser comme des champignons, et ce surtout pendant la nuit.

Selon nos interlocuteurs, les tentatives de reconstruction du bidonville ont commencé en vérité presque sitôt les démolitions achevées, mais ces derniers temps les choses se sont accélérées et particulièrement depuis le début de la campagne électorale. A telle enseigne, ajouteront-ils, que maintenant il y a près d’une dizaine de constructions qui sont pratiquement terminées et visibles, car donnant sur l’artère principale qui longe la mosquée en question, sans parler d’autres qui ne donnent pas sur la route, situées à l’arrière et donc pas aussi visibles. Et de poursuivre que d’ailleurs le sable et les autres matériaux de construction servant à l’édification desdites habitations précaires sont déversés sur les bords de la route au vu et au su de tout le monde. Ce qui est désolant et qui fait fulminer nos interlocuteurs, c’est que ces gens qui construisent sans autorisation, sans plans et dans la plus complète illégalité, diront-ils, ne semblent pas être dans le besoin au vu des voitures stationnées devant les nouvelles bâtisses. Mais plus grave encore, feront-ils savoir, c’est le

comportement de ces gens-là, qui devant toute personne, même âgée, qui jette un coup d’œil sur le site, n’hésitent pas à utiliser des injures et des insanités pour la faire déguerpir. Questionné sur ce sujet, le délégué du secteur de Ziadia, Abdelmalek Benhamouda, reconnaît l’existence du phénomène en soulignant que les services de démolition de l’APC ont été appelés à la rescousse, il y a juste un peu plus d’un mois, pour la démolition de 74 bâtisses faites en tôles de zinc et de quatre autres en dur. Mais, il estimera que pour ce qui le concerne, la situation en est là, et avoue ignorer s’il y a d’autres cas, mais invite les citoyens de la «Bum» à prendre contact avec lui personnellement à propos de ces nouvelles constructions, qui seront, de toute façon, détruites comme les précédentes, assurera-t-il. Cependant, il fera observer que les habitants de Sarkina n’ont pas tous bénéficié de relogement et il en reste, dira-t-il, plus d’une trentaine qui ont fait des recours et qui attendent toujours les réponses de la daïra et du bureau d’études en aménagement et urbanisme «SAU», concernant leur cas et dont les habitations n’ont pas été démolies. Ceci expliquant le fait que le site ne soit pas encore totalement vidé de ses anciens occupants, sans nier toutefois que d’autres maisons aient été édifiées à l’insu de ses services techniques. «Quoi qu’il en soit, je renouvelle mon invitation aux habitants qui ont quelque chose à signaler, en la matière, et j’irai sur place avec eux pour vérifier et procéder aux démolitions après», conclura-t-il.

**Le dépistage du cancer du sein
 vulgarisé à l’université Emir
 Abdelkader**

Le dépistage précoce du cancer du sein a été longuement expliqué hier aux étudiantes de l’université islamique Emir Abdelkader de Constantine à l’occasion de l’organisation d’une Journée médicale sur la prévention des maladies en milieu étudiantin. C’est la docteur Soumia Oualmani, médecin exerçant au niveau du secteur privé, qui a ouvert le cycle des conférences en présentant, à l’occasion, une communication axée sur la prévention de cette pathologie, conférence qui a été suivie par un auditoire fort nombreux et attentif. Cette praticienne commencera par dire dans sa conférence qu’elle veut «apporter des informations utiles aux étudiantes sur le peu d’expérience que j’ai acquise dans ma pratique médicale dans la spécialité du cancer du sein, parce qu’on a constaté, hélas, que les femmes jeunes et moins jeunes ne cherchent pas à s’informer sur ce mal terrible et rampant, et ce pour des raisons relevant de certains complexes culturels, religieux ou psychologiques alors qu’à présent les techniques nouvelles et les découvertes de la science médicale permettent de l’éviter pour peu que l’on s’y prenne suffisamment à l’avance pour le dépister. Et c’est là l’aspect important de ma communication: le dépistage précoce du cancer du sein qui reste le réflexe primordial à effectuer pour l’éviter». Et d’ajouter à l’intention des intéressées que le dépistage précoce est très facile et qu’il peut se faire par l’autopalpation, même si cette méthode est somme toute assez limitée parce que la main ne découvre que les tumeurs de 2 à 3 cm². Mais la meilleure méthode de pratiquer le

dépistage précoce reste les rayons X à travers la mammographie ou l’échographie qui permettent de découvrir amplement cette maladie, indique le docteur Oualmani.

Pour que le diagnostic soit efficient, il doit être le plus précoce possible, dans les premières étapes du développement de la maladie. Chez la femme très jeune, il est préférable qu’il commence depuis la formation du sein parce qu’on constate maintenant que même la jeune fille âgée de 20 ans est atteinte par la maladie. Et d’inciter les jeunes filles de pratiquer l’échographie, même à l’âge de 15 ou 16 ans, en allant voir le médecin. Donc avant 40 ans, il vaut mieux utiliser l’échographie, et après 40 ans l’échographie plus la mammographie chez la femme. Et ces examens simples peuvent éviter de grands dangers susceptibles de conduire au décès. Aussi, les étudiants des deux sexes qui sont suivi cette conférence sont sortis avec un sentiment de satisfaction, considérant qu’ils ont appris des informations sur une maladie fort connue mais face à laquelle tout le monde observe une certaine indifférence ou un laxisme inquiétant. Ce qui a fait dire au docteur Abdallah Boukhalkhal, recteur de l’université islamique Emir Abdelkader de Constantine, qu’il a eu la main heureuse en programmant cette manifestation scientifique qui rentre dans le cadre de la célébration de Youm el Ilm et à laquelle ont participé de grands médecins spécialistes venus de la capitale et de Constantine qui vont délivrer des conseils pratiques et préventifs sur toutes les maladies qui peuvent menacer les étudiants en milieu universitaire.

A. M.

Horaires des prières pour Constantine et ses environs

24 joumada ethania 1435

El Fedjr
 04h16

Dohr
 12h32

Assar
 16h16

Maghreb
 19h19

Icha
 20h45



LFP - Reprise ce week-end

Programme infernal après une trêve inopportune

Kamel Mohamed

Le championnat reprend ce week-end après un arrêt qui aura duré un mois en raison de l'organisation de l'élection présidentielle. La trêve était intervenue alors que le championnat tirait à sa fin. Selon les techniciens, cette cassure aura un impact «catastrophique» sur les joueurs et ce, quel que soit leur niveau. En ce sens, il sera difficile pour plusieurs équipes de remotiver et mobiliser de nouveau les joueurs. Cette période de trêve forcée a été mise à profit par certaines équipes pour se régénérer et se relancer en cette fin de championnat. D'autres équipes ont tenté de régler des pro-

blèmes en suspens avec leurs joueurs respectifs, notamment en ce qui concerne l'assainissement de leur situation financière. Sur le plan technique, les équipes seront soumises à un rythme soutenu et seront appelées à disputer des matches à répétition, ce qui risque d'éreinter les joueurs. Si le titre de champion semble joué du fait de l'avance en matière de points dont bénéficie l'USM Alger, l'enjeu pour les deuxième et troisième places ainsi que le maintien demeure encore serré.

Plusieurs équipes restent concernées par les deux places qualificatives à la Ligue des champions d'Afrique et à la Coupe de la CAF, alors qu'il n'y aura pas de Coupe arabe la saison prochaine, selon le président de la LFP, Mahfoud

Kerbadj. Dans le bas du tableau, la lutte fait rage et la fin de la saison s'annonce plutôt très disputée pour ne pas dire risquée quand on connaît la mentalité des clubs algériens, lesquels n'admettent pas la défaite. A cet effet, la FAF et la LFP sont appelées à prendre des mesures draconniennes afin d'anticiper sur des actes de violence pouvant entacher la fin de la saison. Aussi, des clubs, qui ne sont concernés ni par le titre ni par la relégation, risquent de fausser le championnat. Ces clubs pourraient aligner des équipes amoindries pour libérer leurs joueurs, lesquels seront sollicités par d'autres clubs en vue de la saison prochaine. La LFP doit également intervenir auprès des clubs pour préserver l'éthique sportive.

Ligue 1 - Matches avancés Tâche aisée pour le MCA, difficile pour la JSK

M. A.

Coupe d'Algérie oblige et pour permettre aux deux finalistes de bénéficier d'une journée supplémentaire pour préparer leur rendez-vous du 1^{er} mai au stade Mustapha-Tchaker de Blida, deux matches avancés de la 25^e journée du championnat de Ligue 1 auront lieu demain, à savoir MCA-CABBA et RCA-JSK. Pour cette reprise de la compétition, quelle sera la réaction des joueurs après une longue trêve, élection présidentielle oblige, même s'ils n'ont pas chômé. Toujours est-il que ces deux oppositions serviront de tests pour les entraîneurs Bouali et

Aït Djoudi qui jaugeront les capacités de leurs joueurs qui se donneront à fond pour figurer dans le onze titulaire. Des deux finalistes, c'est le MCA qui sera à l'aise car évoluant dans son antre de Omar-Hamadi face à un potentiel relégable, le CABBA, qui n'est pas de taille pour contrecarrer les desseins du Doyen, d'autant que les gars de Bordj Bou Arréridj ont vécu une semaine mouvementée. En effet, la montée au créneau des camarades de Bendahmane, qui revendent le règlement de leurs arriérés, faute de quoi, ils boycotteront cette rencontre, n'est pas faite pour arranger les affaires du représentant des

Hauts-Plateaux de l'Est. A l'Arbaa par contre, et plus précisément au stade Smaïl-Makhlouf qui rouvrira ses portes à l'occasion de cette reprise, la JSK aura fort à faire face à une équipe du RCA plus que jamais déterminée à signer sa première victoire dans son nouveau jardin et devant son public qui attendait avec impatience le retour à la maison de son équipe. La JSK, tout comme le MCA qui joue sur deux tableaux, Coupe d'Algérie et deuxième place, est donc avertie.

Vendredi

Arba (15h00) : RCA-JSK
Alger (16h00) : ...MCA-CABBA

Ligue 2

L'USMBA et l'ASMO de sortie, le NAHD à l'affût

M. Zeggai

Le championnat reprendra ses droits demain après un repos forcé de plusieurs semaines. C'est l'indécision qui règne dans la mesure où tous les entraîneurs ignorent la réaction de leurs joueurs après le manque de compétition engendré par cette longue trêve. A propos des enjeux, rien n'est encore joué dans le haut du tableau à cinq journées de l'épilogue. A priori, cette reprise s'annonce favorable au NAHD qui aura l'avantage d'évoluer chez lui, alors que l'USMBA et l'ASMO seront en déplacement. Le leader, l'USMBA, devra faire attention face à l'ASK qui n'a pas encore assuré son maintien. Ce sera difficile pour les protégés de Bira, au vu des difficultés face aux clubs du milieu et du bas du tableau. En cas de contre-performance, la formation de la Meker-

ra pourrait céder son fauteuil ou se faire rejoindre par ses deux concurrents directs. Il y a l'ASMO qui, en cas de succès à Boussaâda, pourrait viser en tête. Toutefois, ce ne sera pas chose aisée pour les Oranais qui auront affaire à l'ABS qui n'a pas encore assuré son maintien. Pour sa part, le NAHD, qui pointe à la troisième place avec trois longueurs de retard sur le leader, dispose d'une bonne opportunité avec la réception du MCS pour augmenter son capital points et confirmer son succès de la phase aller. Mais attention, ce n'est pas gagné d'avance face aux Saïdiens. Ceci est également valable pour l'USC qui se rendra à Merouana pour croiser le fer avec l'ABM, une équipe jouant elle aussi le maintien. A Tlemcen, on aura droit à une belle affiche entre le WAT et l'USMB, deux formations qui joueront là leur dernière carte pour l'étagé supérieur.

Dans ce même contexte, l'OM peut se relancer dans la course à l'accession d'autant qu'elle sera à Mostaganem face à l'ESM, reléguée depuis belle lurette. En bas du tableau, la situation s'est compliquée davantage pour l'USMMH qui s'est vu défalquer trois points après les réserves de l'USMBA. Demain, les Hadjoutis iront à Batna pour en découdre avec le MPSB, en quête de points pour se dégager de la zone rouge. C'est le cas également de l'USMAN qui est condamnée à la victoire contre le CAB pour espérer éviter les affres de la relégation.

Vendredi à 15h00

Khroub : ASK-USMBA
Boussaâda : ABS-ASMO
Alger : NAHD-MCS
Merouana : ABM-USC
Tlemcen : WAT-USMB
Annaba : USMAN-CAB
Mostaganem : ESM-OM
Batna : MSPB-USMMH

Division nationale amateur Est Le DRBT dans son jardin, le MOC en appel

Pour cette reprise, le DRBT ne pouvait pas mieux espérer en évoluant sur ses terres face à une équipe du NCM déjà en vacances. Donc, à priori, la formation de Tadjenamet n'aura pas de soucis à se faire, demain, pour conforter sa première place et pourquoi pas augmenter son avance sur son dauphin qui sera en déplacement à Aïn Beïda. En effet, des deux premiers, c'est le leader qui évoluera sur du velours même si son adversaire du jour fait partie du groupe de tête mais avec un écart considérable, alors que le MOC devra se surpasser pour passer l'écueil de l'USMAB, laquelle aussi n'a rien à espérer pour la suite du parcours si ce n'est de terminer à une place honorable. L'autre intérêt à

six journées du bas du tableau où le suspense demeure entier en raison du nombre important d'équipes menacées de relégation. A commencer par la lanterne rouge, le HBCL, qui jouera gros à Annaba face à une équipe de Hamra qui tentera de se mettre à l'abri. L'avant-dernier, l'ESG, est condamné sur ses terres à la victoire pour entretenir l'espoir d'un éventuel maintien face au WARD qui n'est pas encore sorti de l'auber-

ge. Il en sera de même pour l'E. Collo et l'US Té-bessa qui partagent la treizième place et qui auront la chance de jouer à domicile face respectivement à l'US Biskra qui se déplacera pour une simple formalité et le NRB Touggourt en mauvaise posture. A Bordj Bou Arréridj, à suivre le duel USFBBA-USMK, soit entre deux équipes logées à la même enseigne, alors qu'à Aïn M'lila, l'ASAM sera face à une équipe démobilisée, la JSMS.

M. A.

Vendredi à 15h00

Tadjenamet : DRBT-NCM
Annaba : Hamra-HBCL
Tébessa : UST-NRBT
B.B.A. : USFBBA-USMK
Guelma : ESG-WARD
Aïn Beïda : USMAB-MOC
Collo : EC-USB
Aïn M'lila : ASAM-JSMS

Handball - Division Excellence Le GSP, la JSES et le MCS sur leur lancée

Dans le groupe A, le GSP vainqueur du C. Chelghoum Laïd évoluera sur ses terres face au CRB-

Vendredi à 16h00

Groupe A

Boufarik : GSB – OMS
Alger : GSP – CRBBA
Aïn Touta : ESAT – CCL

Groupe B

Baraki : CRBB – CRBM
Skikda : JSES – OMG
Saïda : MCS – WORD

BA lequel restant sur une victoire à Boufarik, compte continuer sur sa lancée, mais ce sera mission impossible face aux Pétroliers. Pour sa part, l'ES Aïn Touta, qui en découvrira devant son public face au CCL, part avec les faveurs du pronostic alors que la GS Boufarik voudra se reprendre sur ses terres devant l'O M'sila. Dans le groupe B, le

CRB Baraki sera l'hôte du CRB Mila avec comme objectif de consolider son leadership, alors que la JSE Skikda tentera de confirmer son succès à Mila avec la réception de l'O Maghnia battu sur ses terres ce mardi par le MCS. Ce dernier part avec les faveurs du pronostic en accueillant le WO Rouiba.

Ali Sadji

Europa League Le football latin à l'honneur

A. L.

A l'instar de la Ligue des Champions, la League Europa sera à l'honneur aujourd'hui avec deux affiches prometteuses. Comment en serait-il autrement puisqu'on retrouve deux équipes espagnoles parmi

Aujourd'hui à 20h05

Séville :

FC Séville-FC Valence

Lisbonne :

Benfica-Juventus

les plus représentatives de la Liga et deux cadors du football européen comme la Juventus et Benfica ? Décidément, le football de la péninsule Ibérique est à l'honneur. Ce soir, le stade Sanchez Piljuan sera plein comme un œuf avec ce choc entre le FC Séville et Valence où évolue l'international algérien Sofiane Feghouli. Emettre un pronostic est ardu, car les deux formations sont ambitieuses et dotées de

moyens techniques très appréciables. L'autre match a des allures de finale avant la lettre puisque Benfica et Juventus seront aux prises. Déjà champions dans leurs pays respectifs, ces deux clubs disputeront la Ligue des champions la prochaine saison, ce qui situe leur niveau. Les Italiens s'attacheront à résister dans cette phase aller et seront très motivés par le fait que la finale se jouera à Turin, c'est-à-dire à domicile.

FIFA - Le FC Barcelone autorisé à recruter

La Fédération internationale de football a accordé, mercredi, un effet suspensif à l'appel du FC Barcelone contre l'interdiction de transferts qu'elle lui avait infligée le 2 avril pour des infractions relatives au recrutement de dix joueurs mineurs. La suspension de cette sanction, qui visait le Barça pour deux périodes de transferts consécutives, sur les marchés d'été 2014 et d'hiver 2015, permettra donc, a priori, au club catalan de recruter à partir

du 1^{er} juillet, date d'ouverture du prochain mercato. La FIFA a accordé cet effet suspensif en raison de «la complexité du dossier» et de la durée prévisible des procédures judiciaires qui pourraient suivre.

En effet, reconnaît-elle, «la Commission de recours de la FIFA ne semble pas être en mesure de rendre une décision en la matière suffisamment tôt pour qu'un éventuel appel du club contre sa décision devant le Tribunal arbitral du sport puisse être jugé

avant le début de la prochaine période d'enregistrement», c'est-à-dire le 1^{er} juillet prochain.

Dès le 3 avril, le président du Barça, Josep Maria Bartomeu, annonçant l'intention du club de faire appel de la sanction de la Fifa, avait parlé d'une «grave injustice» et affirmé qu'il entendait poursuivre les recrutements. «Notre programme reste exactement le même (...), avait-il alors précisé, nos avocats nous disent que nous pouvons continuer».

**ALGER
ENGINs**

PARTENAIRES DE CONFIANCE



ALGER ENGINs

A LE PLAISIR D'ANNONCER

L'OUVERTURE DE SA SUCCURSALE A ORAN A COMPTER DU 28/04/2014



Chargeuses pelleteuses JCB

THE
WORLD'S NUMBER 1



Pompes à béton EVERDIGM
de 24 à 60m

**ADRESSE : ZONE DES SHOWS ROOMS (06+1) LOT N°6
EL KERMA ORAN**

TEL : 041 41 82 72 - FAX: 041 41 87 64

Commercial : 0561 61 91 36 - Pièces de rechange : 0561 61 91 37 - SAV : 0555 62 69 65 – Email : oran@algerengins.com

Direction générale: R.N n° 61 OULED HEDDADJ BOUMERDES
TEL: 0 24 85 75 84 - 0 24 85 75 85 - 024 85 73 78
FAX: 0 24 85 80 90
MOB : 0 555 62 69 88 - 0 555 62 69 75
0 555 62 69 80 - 0 555 62 69 81
Email : commercial@algerengins.com

Succursale TIZI OUZOU : 15, BOULEVARD STITI ALI TIZI OUZOU
TEL: 0 26 20 02 60 - 0 26 20 03 47
FAX : 0 26 20 04 35
MOB : 0 555 62 69 73
Email : tizi-ouzou@algerengins.com

www.algerengins.com

SIEMENS

Le Secteur Healthcare de nouveau chez Siemens Algérie

Dans le cadre de la consolidation de ses activités en Algérie, Siemens a le plaisir d'informer l'ensemble de ses partenaires du secteur de la santé du retour du secteur Healthcare, au sein de Siemens Spa sis au :

**Lotissement El Kadous, lot n°10, Moutchatchou
Haut site d'Hydra, Hydra
Alger**

Secteur Healthcare :

**Téléphone : 021 94 63 27
Fax : 021 94 63 21**

e-mail : serviceclientshc@siemens.com

AGENCE DE COMMUNICATION

RECRUTE
à Oran et Alger

Infographes illustrateurs professionnels

• Missions

- Etudes des problématiques clients et décryptage des besoins
- Création de concepts de communication et de campagnes publicitaires.
- Développement des concepts jusqu'au stade de maquettes
- Elaboration des supports de communication
- Animer une équipe d'infographistes.

• Profil

- Formation dans le domaine et une expérience professionnelle (5 ans minimum).

- Culture générale riche.
- Maîtrise de l'ordinateur et des outils informatiques de CAO, PAO (Photoshop, Illustrator, Indesign, Corel, etc...)
- Maîtrise des outils 3d (ça serait un plus).
- Réelle capacité à travailler en équipe et sur plusieurs projets à la fois.
- Capacité de communication réactivité et adaptabilité.
- Curiosité d'esprit, réactivité, autonomie, flexibilité et polyvalence.

• Candidature

- Transmettre votre candidature à : illustrateur.prof@gmail.com
- Une demande manuscrite motivée.
- Un curriculum vitae détaillé.
- Quelques réalisations (jpeg/pdf)

الديوان العمومي للأستاذ ممو نصر الدين
محافظ البيع بالمزايدة لدى اختصاص محكمة سيدي بلعياض
13 شارع الجمهورية الطابق الثاني سيدي بلعياض - رقم الهاتف: 048.54.09.02 / 0561.69.06.98

إعلان عن البيع بالمزاد العلني مع قبول التعهدات المختومة

يوم الثلاثاء 06 ماي 2014 على الساعة 10:00 سا
بخطيرة المؤسسة الكائنة بشارع صالح عبد القادر طريق تلمسان
مقابل محطة البازين كمان سيدي بلعياض
زيارة العتاد مركز رجال زهير سيدي حماموش طريق سد صارانو

- I- يطلب من المؤسسة العمومية للثبث الإذاعي والتلفزيوني الجزائري (TDA) سيدي بلعياض
- Lot N°04 : Groupe électrogène Simon AUBRY GEL 040/25 KVA avec Armoire de commande AGL 041
 - Lot N°05 : Groupe électrogène ALSTHOM GEL 037/50 KVA avec Armoire de commande AGL 037
 - Lot N°10 : Groupe électrogène POYAUD GEL 007/150 KVA avec Armoire de commande AGL 008
 - Lot N°12 : V.L. 4X4 Mitsubishi (Pajero) Imm.00325.195.25 état moyen
 - Lot N°15 : Transformateur de puissance Jeumont 125 KVA N° Série 306080/1+02 Transfos de modulation
 - Lot N°16 : Transformateur de puissance Jeumont 125 KVA N° Série 306080/2+ PDR de composant Stock mort
 - Lot N°17 : Transformateur de puissance Jeumont 125 KVA N° Série 306080/3 + 02 Bancs de transfo de chauffage + 02 Selfs de filtrage
 - Lot N°20 : Composé d'une chaudière + 04 extincteurs 50 kg + 12 fûts usagés

- II- يطلب من السيد رئيس المجلس الشعبي البلدي لبلدية سيدي بلعياض
- Lot N°01 : V.L. Peugeot Partner Imm. 01003.104.22 Accidenté visible (ex-Emifor)
 - Lot N°16 : JMC Lefaf AA12 Imm. 00278.304.22 ex-Emifor
 - Lot N°31 : Lot important de carcasses caissons (ordures ménagères) usagés.

شروط البيع: البيع بدون ضمان، الراسي عليه المزاوم يدفع 21% من ثمن البيع لا يسترد في حالة التنازل، يتم البيع وفقا لدفتر الشروط الذي يمكن سحبه من مكتبنا
محافظ البيع بالمزايدة

ORAN LT PACK

Pour tous vos travaux d'impression en héliogravure en 6 couleurs
sur tous supports plastiques (opp - cpp...) emballage (chips, café, semoule,...).
Veuillez contacter au tél. **0556.28.33.74 - 0556.28.16.01**
E-mail : blokmene@yahoo.fr



07.00 Journal télévisé
07.20 Sabah el kheir
09.00 Saïdati
10.00 Charie el houb
11.25 Baït el sisan
11.40 Chahid wa chawahid
13.00 Journal télévisé
13.30 Koul aouladi
15.00 Mahla di aächiya
16.00 Atlas el hayawan
16.30 Ben 10
17.20 Fi taâni salama
18.00 Journal télévisé amazigh
18.20 Taqdar tarbeh
19.00 Super family
20.00 Journal télévisé
20.50 Rana hana
22.00 Ibhar
22.30 Le chantage
Film



19.45 Open Range



Avec Kevin Costner, Robert Duvall, Annette Bening, Michael Gambon
Boss Spearman, Charley Waite, Mose et le jeune Button convoient du bétail à travers les vastes plaines du Far West. Intégrité, loyauté et courage sont les valeurs défendues par ces cow-boys. Ils installent leur campement dans les environs d'Harmonville, un bourg sous la coupe de Poole, un shérif corrompu, et de Denton Baxter, un riche propriétaire terrien, qui interdit aux paysans voisins l'accès de leurs bêtes à ses pâturages.



JEUDI



19.55 Alice Nevers, le juge est une femme



- Enquête d'identité
Avec Jean-Michel Tinivelli Guillaume, Marine Delterme, Ahmed Sylla
Alice et Marquand enquêtent sur l'assassinat de Sylvain Besse, un éleveur de chiens qui a été égorgé d'un coup de sécateur. Au cours de leur investigation, ils découvrent qu'il vendait son sperme sur internet pour éponger ses différentes dettes. Sa femme et son fils n'étaient pas du tout au courant de son activité aussi lucrative qu'illicite. Parallèlement, Alice voit Marquand s'éloigner d'elle.



19.47 Envoyé spécial

Présenté par Guilaïne Chenu, Françoise Joly



Sommaire donné sous réserve de changements liés à l'actualité. Teen parties : la fête interdite au plus de 17 ans. À Paris et dans les grandes villes de province, des soirées en boîtes de nuit sont réservées aux adolescents à partir de 13 ans. Le concept, importé des pays anglo-saxons, remporte un grand succès. À Monaco, des journalistes ont suivi la jeune Emma qui se rend à sa première teen party.

19.50 NCIS : Los Angeles



- Retour de l'enfer
Avec Christophe Lambert, LL Cool J, Chris O'Donnell, Eric Christian Olsen
L'équipe retrouve Sam et Deeks, vivants mais traumatisés après avoir été torturés par Isaak Sidorov et ses hommes. Cet épisode n'est pas sans conséquences, tant dans leurs relations professionnelles que personnelles. Alors qu'ils sont toujours à la recherche des bombes nucléaires volées, les membres du NCIS traquent également Marcel Janvier, alias le Caméléon, qui est parvenu à prendre la fuite...

23.10 The Killing



- Jeu de pistes
Avec Mireille Enos, Billy Campbell, Joel Kinnaman, Brent Sexton
Le jour du scrutin, l'enquête au sujet de la carte d'accès mène à une personne de l'entourage direct de Richmond. Afin de poursuivre leurs investigations, les enquêteurs sont obligés de conclure un marché avec le maire Adams.



19.55 Scandal



- Quand la vérité éclate
Avec Kerry Washington, Columbus Short, Katie Lowes, Guillermo Díaz
La liaison entre Olivia et le président a été révélée à la presse. Tandis que les journalistes entourent les locaux de Pope et Associés, le père d'Olivia conduit sa fille sur un aéroport privé et tente de la convaincre de partir. Mais Cyrus la persuade de rester à Washington. Fitz demande à Sally Langston, la vice-présidente, de le remplacer provisoirement dans ses apparitions publiques, le temps qu'il règle les choses avec Mellie.



19.55 Takers



Avec Matt Dillon, Idris Elba, Paul Walker, Chris Brown, TI
Braqueurs talentueux, Gordon, Jesse, Jake et A.J. viennent de dévaliser une banque. L'agent Jack Welles, réputé pour ses méthodes expéditives, est chargé de l'enquête mais n'a aucune piste. Bientôt, Ghost, ancien complice de Gordon et sa bande, sort de prison. Il retrouve immédiatement ses anciens camarades et leur propose un nouveau coup.



09.00 Bonjour d'Algérie (direct)
10.30 Yamachi fel layl
Feuilleton algérien
11.00 Sur le fil
12.00 Journal en français
13.20 Prière du vendredi (direct)
13.45 Association Mustapha Belkhodja «Oran»
14.10 Réflexions
15.30 MCA/CABBA en direct
18.00 Journal en amazigh
18.25 Dessins animés
19.00 Journal en français
19.30 Mc Didine le roi du burger
20.00 Journal en arabe
20.45 Escalade dz
21.45 Gala artistique
22.45 Sketch algérien



19.45 Faut pas rêver



- Patagonie, de glace et de feu
Présenté par Tania Young
La Patagonie s'étire sur le cône sud de l'Argentine et du Chili, offrant des paysages spectaculaires. Sujets : Retour au Fitz Roy. Les retrouvailles d'une bande de copains qui ont gravi trente ans plus tôt le mont Fitz Roy • Rendez-vous au bout du monde. Le quotidien des gauchos, ces bergers qui se déplacent au rythme des saisons • Course au sommet. Des mushers s'affrontent dans une course de chiens de traîneaux • Chasse au trésor sur le volcan. La Patagonie possède les volcans parmi les plus actifs au monde.



VENDREDI



19.55 The Best, le meilleur artiste



Présenté par Estelle Denis, Christophe Beaugrand
Acrobates, magiciens, danseurs ou équilibristes, ils sont nombreux encore cette année à vouloir gagner le titre de «The Best !» Chaque semaine, douze candidats venus du monde entier se présentent devant le jury composé d'Arturo Brachetti, Alessandra Martines, Sébastien Stella et de la nouvelle recrue Cynthia Akanga. Pas de note pour cette saison !



19.50 Bones



- Une équation parfaite
Avec Emily Deschanel, TJ Thyne, David Boreanaz, Michaela Conlin
Le corps d'une adolescente est trouvé déchiqueté au bord d'un lac après avoir été frappé par la foudre. L'équipe découvre sur elle un pendentif renfermant deux photos, probablement celles de ses parents. La victime était une gymnaste talentueuse dont le père est un brillant scientifique. De son côté, Camille est confrontée pour la première fois à celle qui a volé son identité, une de ses anciennes amies.

19.47 Candice Renoir



- Le coeur a ses raisons
Avec Cécile Bois, Raphaël Lenglet, Mhamed Arezki, Gaya Verneuil
Un email inquiétant arrive sur les ordinateurs du commissariat. Le message annonce la mort imminente, à 11h11 précisément, d'un chef d'entreprise, Christian Van Der Vaeren. Candice et Dumas partent immédiatement à sa rencontre. Quelques minutes après leur arrivée sur le chantier, le patron décède, foudroyé par un crise cardiaque. Dumas identifie l'origine du mail : il provient du service de cardiologie de l'hôpital où la victime était suivie.

21.35 Ce soir (ou jamais !)



Présenté par Frédéric Taddeï
Décrypter le monde d'aujourd'hui à travers le prisme de la culture, tel est le défi de ce talk-show. Fidèle à sa liberté de ton, Frédéric Taddeï reçoit des invités venus d'horizons divers : intellectuels, romanciers, essayistes, hommes politiques, cinéastes, comédiens. Ensemble, ils décodent le monde contemporain et débattent des temps forts de l'actualité culturelle, politique et sociale. Le présentateur accorde également une place à la musique avec, en fin d'émission, un artiste en live sur le plateau.



19.55 Very Bad Trip 3

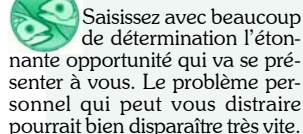


Avec Bradley Cooper, Justin Bartha, Zach Galifianakis, Ed Helms
Monsieur Chow parvient à s'échapper de la prison où il était détenu à Bangkok. Pendant ce temps, en Amérique, Alan multiplie les comportements erratiques qui finissent par conduire à la mort de Sid, son père, d'une crise cardiaque. Phil, Stu et Doug décident alors de l'aider en l'emmenant à l'institut Nouveaux Horizons. En chemin, ils sont arrêtés par les hommes de Marshall, qui a des comptes à régler avec monsieur Chow, toujours en contact avec Alan.

21.35 Star Trek Into Darkness



Avec Chris Pine, Zachary Quinto, Simon Pegg, Zoe Saldana
Après accompli une périlleuse mission sur une planète en danger, l'équipage de l'Enterprise rentre sur Terre. Mais le comportement audacieux de Kirk, au mépris de toutes les règles de Starfleet, lui vaut d'être sanctionné. Pendant ce temps, le commandant John Harrison, ancien de Starfleet, commet un attentat qui coûte notamment la vie du commandant Pike. Kirk et Spock sont alors mandatés pour retrouver le criminel, réfugié sur la planète Kronos.



Ooredoo commercialise le Samsung Galaxy S5

Ooredoo continue de faire profiter ses clients des dernières innovations technologiques adaptables à la 3G et commercialise le tout dernier Smartphone Samsung Galaxy S5 aux prix les plus attractifs du marché, indique un communiqué de l'opérateur. «Vous pouvez dès à présent et sans attendre, acheter votre nouveau Smartphone Samsung Galaxy S5 à seulement 59 500 DA avec 02 mois d'appels, SMS et Internet gratuits en souscrivant à l'une des deux offres ONE 1500 ou ONE 4000 et ce avec un engagement de 12 mois. Vous profiterez ainsi des nombreuses fonctionnalités intelligentes de ce Smartphone orienté vers la santé et le bien-être, disposant d'un lecteur d'empreintes digitales intégré et d'un écran de 5,1 pouces d'une résolution Full HD avec la technologie d'affichage Super AMOLED». Le Samsung Galaxy S5 est également disponible sans abonnement au prix de 67 000 DA dans tout le réseau de vente Ooredoo.

Les Palestiniens optent pour la réconciliation



Les Palestiniens ont décidé de former prochainement un gouvernement d'union nationale, s'attirant la vindicte des dirigeants israéliens au moment où le processus de paix est totalement enlisé. Une délégation de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) a conclu dans la nuit de mardi à mercredi un accord avec le mouvement rival Hamas, au pouvoir à Gaza, pour «constituer un gouvernement d'union nationale d'ici cinq semaines». Ce gouvernement doit être composé de technocrates, a précisé à l'AFP un membre de la mission de l'OLP en visite depuis mardi soir dans la bande de Gaza. La délégation de l'OLP est conduite par Azzam al-Ahmad, un chef du Fatah, le mouvement nationaliste dirigé par le président Mahmoud Abbas. Elle a été chaleureusement reçue par le chef du gouvernement du Hamas à Gaza, Ismaïl Haniyeh, et le numéro deux du mouvement islamiste, Moussa Abou Marzouq. L'aviation israélienne a effectué mercredi une frappe sur le nord de la bande de Gaza peu après l'annonce d'une réconciliation palestinienne. Six civils palestiniens ont été blessés lors du raid, dont un très grièvement.

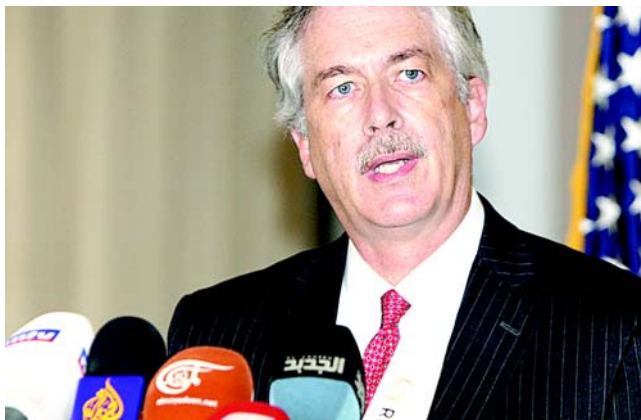
Le Quotidien

D'ORAN
Edition Nationale d'Information

Le numéro 2 de la diplomatie américaine à Tripoli

Le numéro 2 de la diplomatie américaine William Burns a entamé mercredi une visite à Tripoli au cours de laquelle il devait rencontrer les autorités libyennes de transition, a-t-on appris de source, aéroportuaire. Le secrétaire d'État adjoint est arrivé à l'aéroport de Tripoli dans un avion militaire de l'US Air Force au milieu d'un dispositif de sécurité renforcé, selon la même source.

Selon le département d'Etat américain, cette visite «réaffirme le soutien américain au peuple libyen qui oeuvre à la réalisation des aspirations de la révolution: un pays souverain, démocratique, prospère et sécurisé». M. Burns doit rencontrer le Premier ministre par intérim Abdallah Al-Theni, ainsi que le vice-président du Congrès général national (CGN, Parlement) Ezzedine Al-



Awami et des représentants de la société civile. La visite de M. Burns intervient dans un contexte tendu dans la capitale libyenne, quelques jours après l'enlèvement de l'ambassadeur de Jor-

danie et deux employés de l'ambassade de Tunisie à Tripoli, dont un diplomate. Le processus de transition démocratique devrait être au centre des entretiens de M. Burns.

Un otage français mort au Mali

Le Mouvement pour l'unicité et le jihad en Afrique de l'Ouest (Mujao) a annoncé mardi à l'AFP la mort de l'otage français Gilberto Rodrigues Leal, qu'il avait enlevé en novembre 2012 dans l'ouest du Mali. «Nous annonçons la mort de Rodrigues. Il est mort, parce que la France est notre ennemie», a déclaré dans une brève communication télé-

phonique à l'AFP Yoro Abdoul Salam, un responsable du Mujao. Celui-ci n'a pas précisé quand, où et dans quelles circonstances l'otage était mort. Interrogé sur les preuves de la mort de l'otage, en l'absence de photo ou de vidéo de son corps, le responsable du Mujao a simplement répondu: «Au nom d'Allah, il est mort». Les djihadistes évitent de s'attarder au

téléphone par crainte d'être repérés, notamment par les forces françaises présentes dans le nord du Mali. Dimanche, le ministre français des Affaires étrangères, Laurent Fabius, s'était dit «très inquiet» concernant le sort de Gilberto Rodrigues Leal. M. Rodrigues Leal avait été enlevé le 20 novembre 2012 par des hommes armés près de Kayes, dans l'ouest du Mali.

EDITORIAL

Par M. Saadouné

QUAND LES CAMPS SOURIENT...

niens, à l'image du très controversé Mohamed Dahlane, plus homme de main des Américains que militant palestinien. Elle a été le cul-de-sac dans lequel les responsables palestiniens se sont enfermés. Le Hamas, de son côté, subit, depuis le rétablissement de la dictature en Egypte, le plus grand des encerclements. Ghaza, qu'il contrôle, étouffe littéralement, les militaires égyptiens s'étant attaqués aux tunnels qui étaient le véritable poumon économique.

Les deux parties semblent aller dans le sens de la réconciliation en raison de leurs propres faiblesses. Mais si le Hamas concède à Mahmoud Abbas une légitimité à diriger le gouvernement, il n'est pas certain que les dirigeants de Ramallah, qui savent que l'unité palestinienne est indésirable à Tel-Aviv comme à Washington, ne céderont pas à des pressions pour empêcher sa traduction réelle. C'est bien cette extrême dépendance des dirigeants de l'Autorité palestinienne à l'égard

de Washington, leur souci obsessionnel de ne pas déplaire aux dirigeants américains, qui empêche de dire que l'événement est «historique». Cela n'est qu'un petit pas dans la bonne direction. Et les Palestiniens qui sont sortis, spontanément, pour exprimer leur joie à Ghaza et ailleurs le montrent clairement.

Cette ébauche de réconciliation nationale a été attendue trop longtemps. Les dirigeants politiques ont trop tardé à aller vers ce qui était une évidence pour la majorité des Palestiniens : rétablir l'unité autour de la défense des droits nationaux. S'il est évident qu'une négociation sera nécessaire, à un moment ou un autre, il est non moins clair que la division entre les Palestiniens affaiblit considérablement leur capacité de traiter. Rétablir l'unité nationale est de ce fait un acte de résistance primordial. Ce n'est pas encore acquis. Ce n'est qu'un petit pas qui a été fait à Ghaza. Il faudra de la volonté et de la fermeté des deux grands mouvements pour tenir et le transformer en acquis politique. «Les grandes métropoles s'affligent quand un camp de réfugiés esquisse un sourire», disait Darwich. Hier, les camps de réfugiés souriaient. Les grandes métropoles doivent préparer la punition !

Publicité

LA SÉCURITÉ EST CAPITALE

SEULEMENT 100 AVEO 5 PORTES

À : 960 000 DA TTC

ABS & DOUBLE AIRBAGS DE SÉRIE

CHEVROLET SPARK LITE

À PARTIR DE : 790 000 DA TTC

DIAMAL

INFO CHEVROLET 021 98 00 61

3 GARANTIE & ASSISTANCE 00 100 000 Km

DISPONIBILITÉ IMMÉDIATE

Jeudi 24 avril 2014 - 24 jourmada ethania 1435 - N° 5904